

N° : 21

By Lodj

12 02 26

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

RNI : la force de la machine, le doute sur l'héritage

MADRID OU L'ART DU SILENCE ORGANISÉ

”

Entre le flou diplomatique voulu et la presse informelle – الله وجده يعلم

”

CHRONIQUEURS

Immigration : l'Espagne gagne, l'Europe se tire une balle dans le pied...

EXPERTS

Les compétences au cœur de l'inclusion économique au Maroc à l'ère de l'IA

ROOM

Sans les eaux marocaines, quel avenir pour Ghar Djebilet à Béchar ?

رمضان كريم
By Lodj



Ramadan outside of the box

Ce Ramadan, on ne tourne pas en rond
On sort officiellement du carré..

@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

16

**EXPERTS
INVITÉS**

30

**QUARTIER
LIBRE**

44

ROOM

56

BILLET

IDÉBATS

By Lodj



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
21
FÉV | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALIM - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



MADRID, OU L'ART DU SILENCE ORGANISÉ

Entre le flou diplomatique voulu et la presse informelle / الله وحده يعلم

À Madrid, quelque chose s'est passé. C'est désormais acquis. Ce qui reste flou, volontairement flou, c'est ce qui s'y est réellement joué. Depuis plusieurs jours, le dossier du Sahara marocain vit une séquence diplomatique inhabituelle : intense, feutrée, verrouillée. Les communiqués officiels disent peu. La presse informelle, elle, dit beaucoup. Peut-être trop. Entre les deux, un espace gris s'installe, où l'information circule sans toujours se fixer.

Les États-Unis ont confirmé avoir facilité des consultations multilatérales à Madrid, sous l'égide onusienne. Le format, déjà, interpelle : Maroc, Algérie, Mauritanie et Front Polisario réunis dans un même lieu, à l'ambassade américaine, loin des tribunes, loin des micros. Un huis clos assumé. Puis, presque aussitôt, silence radio.

Pas de conférence de presse conjointe. Pas de communiqué détaillé. Pas même de photos officielles. Le mutisme devient une donnée politique.

Or, en diplomatie, le silence n'est jamais neutre. Il est souvent une stratégie.

Le bruit des coulisses

Pendant que les chancelleries se taisent, certaines presses parlent. Médias espagnols, anglo-saxons, plateformes spécialisées, sources "proches du dossier" : les récits s'additionnent. Il paraît que l'Algérie aurait accepté, au moins techniquement, que l'initiative marocaine d'autonomie soit le seul document de travail. Il paraît qu'un comité technique permanent serait en gestation. Il paraît qu'un calendrier aurait été évoqué. Il paraît même que Washington souhaite "aller vite".

Mais il faut le dire clairement : ces informations ne sont pas confirmées officiellement. Elles circulent, se recourent parfois, se contredisent aussi. Elles dessinent une tendance plus qu'un fait. Elles indiquent une direction, pas encore une décision.

C'est là que le malaise informationnel s'installe. Le public, les observateurs, les rédactions se retrouvent face à un paradoxe : un dossier stratégique majeur, mais traité dans une opacité quasi totale. Comme si la diplomatie avait décidé de priver le débat public de matière, le temps de verrouiller ses options.

Pourquoi tant de discrétion ?

Plusieurs hypothèses se dessinent.

La première est classique : éviter toute surenchère médiatique, toute exploitation politique prématurée, notamment dans un dossier aussi inflammable. La seconde est plus tactique : laisser les parties parler sans pression de l'opinion, sans obligation de posture. La troisième, plus politique encore, serait que les discussions ont touché des lignes sensibles, nécessitant un contrôle strict du récit.

Car ce qui se joue à Madrid n'est pas anodin. La résolution 2797 du Conseil de sécurité a changé la grammaire du dossier : elle ne parle plus de processus ouvert, mais de solution réaliste, pragmatique et fondée sur le compromis. Autrement dit, le temps des options théoriques se referme. On entre dans le dur.

Dans ce contexte, toute phrase de trop, tout mot mal calibré, peut devenir un précédent diplomatique. D'où le silence.



La presse informelle, symptôme et risque

Reste que ce silence crée un vide. Et un vide, dans l'espace médiatique, se remplit toujours. Par des fuites. Des indiscretions. Des "off". La presse informelle joue alors un rôle ambigu : elle éclaire certains angles morts, mais elle peut aussi brouiller la lecture, amplifier des hypothèses, créer des attentes irréalistes.

Certaines publications vont très loin, parlant déjà de bascule historique, de reconnaissance implicite, de tournant irréversible. D'autres, plus prudentes, évoquent simplement une phase technique, sans garantie de résultat. Entre ces deux extrêmes, le citoyen peine à distinguer le probable du souhaité.

Il faut ici faire preuve de rigueur : une fuite n'est pas un accord, une réunion n'est pas une résolution, un silence n'est pas un aveu.

Et la diplomatie marocaine ?

C'est sans doute la question centrale. Jusqu'ici, Rabat observe. Pas de démenti. Pas de confirmation. Pas de commentaire de fond. Cette retenue est cohérente avec la tradition diplomatique marocaine : parler peu, mais au moment choisi. Laisser les autres s'exposer, commenter, spéculer. Puis, le cas échéant, cadrer.

Ce silence peut être interprété de deux manières : soit les discussions sont encore trop fragiles pour être exposées, soit le Maroc estime que le cadre est désormais suffisamment solide pour ne plus nécessiter de justification publique immédiate.

En attendant, l'espace médiatique reste suspendu. Entre ce que l'on sait officiellement — peu — et ce que l'on croit savoir officieusement — beaucoup.

Une chose est certaine

Madrid marque une étape. Pas nécessairement un aboutissement, mais un moment de reconfiguration. Les États-Unis sont plus présents que jamais. L'Algérie est autour de la table, sans faux-semblants. Le plan d'autonomie marocain est au centre des échanges, au moins comme référence technique. Et l'ONU observe, accompagne, tempore.

Le reste, accords, concessions, calendriers, relève encore du conditionnel.

La diplomatie, elle, n'aime pas l'instantané. Elle avance par séquences, parfois dans le silence. En attendant que la diplomatie marocaine parle, une certitude demeure : ce qui se passe à Madrid dépasse la rumeur, mais n'a pas encore atteint le stade de la vérité officielle. Et c'est précisément dans cet entre-deux que se joue, aujourd'hui, la bataille du récit.

Synthèse rapide des dernières nouvelles au conditionnel

- Madrid n'est pas un événement isolé, mais bien un pivot diplomatique concret dans l'effort de mise en œuvre de la résolution 2797 de l'ONU.
- L'Algérie est engagée officiellement, ce qui marque une première dans le format quadripartite.
- Le plan d'autonomie marocain est devenu le référentiel principal, avec des avancées techniques et institutionnelles envisagées.
- Des désaccords subsistent, en particulier sur la question de l'autodétermination et du point de départ des discussions



IMMIGRATION : L'ESPAGNE GAGNE, L'EUROPE SE TIRE UNE BALLE DANS LE PIED...

L'Espagne sous Pedro Sánchez a adopté une politique pro-immigration en net contraste avec le durcissement observé dans la plupart des pays européens.

Alors que l'Europe resserre globalement les vis sur les migrants et leur colle toutes ses faiblesses et disfonctionnement, Madrid mise sur leur intégration via le travail, obtenant en contrepartie la plus forte croissance économique du continent en 2025.

La plupart des nations européennes catalysent leurs politiques migratoires sur la restriction et l'expulsion.

L'Union européenne envisage même des hubs de retour hors frontières pour accélérer les renvois et sanctionner plus durablement les refus de départ, sous pression des extrêmes droites.

Des pays comme l'Allemagne, la France et l'Italie ont resserré les quotas et les procédures en 2025, percevant certainement à tort les migrants comme source de tensions sociales et économiques. N'est ce pas là un véritable suicide économique et social à terme...

Pedro Sánchez lui réaffirme que l'immigration légale est un atout économique et une nécessité démographique, avec les migrants formant déjà 13% de la main-d'œuvre dans le pays.

En mai 2025, une réforme du règlement des étrangers a élargi les corridors pour l'agriculture, la construction, la technologie et les soins, accélérant les permis pour diplômés et startups. Fin janvier 2026, le gouvernement annonce la régularisation de 500 000 sans-papiers arrivés avant fin 2025, via une procédure accélérée sans casier judiciaire.

En 2025, l'Espagne a enregistré +2,8% de croissance du PIB, deux fois supérieure à la zone euro, dopée par le tourisme, la consommation des ménages et une baisse du chômage.

Les étrangers ont porté 80% de l'augmentation de la population active en 2022-2024, compensant le déclin des travailleurs nationaux. Un rapport prévoit un impact positif continu d'ici 2026, avec +0,5 point de PIB grâce à l'afflux migratoire.



Par
Aziz Daouda

Madrid parie sur l'intégration via l'emploi plutôt que l'exclusion. Sánchez présente ce modèle comme un plan pour une Europe vieillissante, soulignant la rationalité économique d'une migration régulée.

Conséquence directe : l'Espagne bénéficie d'une économie à plein régime malgré les critiques internes et les tensions provoquées par diverses droites.

Pour 2026, l'Espagne prévoit la dématérialisation des renouvellements de permis et une industrialisation boostée par les talents étrangers.

Ce choix isolé renforce son dynamisme mais expose à des tensions politiques internes, tout en inspirant un débat continental sur les vertus d'une immigration gérée.

En revanche, l'Europe restrictive paie le prix fort de ses choix anti-immigration.

Alors que l'Espagne prospère grâce à son ouverture, les pays ayant durci leurs politiques migratoires : Allemagne, France, Italie, font face à des pénuries criantes de main-d'œuvre dans les secteurs vitaux : agriculture, BTP, santé, logistique et hôtellerie.

Ces métiers essentiels, peu attractifs pour les nationaux, restent sous tension, freinant mécaniquement la croissance économique par manque de bras et de cerveaux.

Le recul de la fécondité aggrave cette impasse démographique. Avec des taux inférieurs à 1,5 enfant par femme dans la plupart des pays européens, la population active se contracte inexorablement d'où plus de retraités à charge, moins de jeunes pour produire et cotiser.

L'Allemagne, par exemple, prévoit un déficit de 7 millions de travailleurs d'ici 2035, tandis que la France voit ses hôpitaux et ses champs en faute de souffrance du personnel.

Résultat : une croissance anémique, autour de 1% en zone euro en 2025, loin des 2,8% espagnols.

Comment inverser la tendance ?

Les options se réduisent : relèvement forcé de l'âge de la retraite, qui heurte les syndicats ; incitations timides à la natalité, inefficacités à court terme ; ou encore automatisation partielle, coûteuse et inadaptée aux métiers manuels.

Sans afflux migratoire régulé, ces nations vieillissantes risquent une stagnation qui ne peut produire que recul et déclin. L'Espagne montre donc la voie à qui veut intégrer via le travail pour transformer une contrainte en moteur.

Par ces temps troublés, les partisans de la théorie du « grand remplacement » – cette vision apocalyptique d'une Europe submergée, captent hélas un écho populaire croissant, dopé par les peurs et également par les échecs des politiques restrictives.

Pourtant, les faits parlent : c'est le refus d'immigration géré qui asphyxie les économies, non l'accueil raisonné.

En fait les diverses droites et leurs doctrinaires sont contre une certaine immigration pas contre d'autres ; sauf que les pays jadis pourvoyeurs de travailleurs ont changé. Ils sont plus riches, ils s'industrialisent et connaissent également un déficit de natalité.

Sánchez, isolé mais visionnaire, invite en fait ouvertement l'Europe à un sursaut pragmatique avant qu'il ne soit trop tard.



AZIZ DAOUDA

IMMIGRATION : L'ESPAGNE GAGNE, L'EUROPE SE TIRE UNE BALLE DANS LE PIED ...

LE RNI POST-AKHANNOUCH

Une nouvelle séquence s'ouvre donc pour le Rassemblement national des indépendants (RNI), après la décision de son président, Aziz Akhannouch, de ne pas briguer un nouveau mandat.

Un retrait aux répercussions multiples: sur la marge de manœuvre du chef du gouvernement à l'approche des législatives de septembre, sur les équilibres de la majorité, et sur l'avenir immédiat du parti, appelé à élire ce samedi 7 février son successeur — le candidat unique Mohamed Chouki.

L'agenda électoral et politique de ce début d'année 2026 a été sensiblement bousculé par l'annonce faite, le 11 janvier dernier, par Aziz Akhannouch, président du parti de la Colombe, de sa décision de ne pas briguer un troisième mandat à la tête du Rassemblement national des indépendants (RNI), alors même que le congrès ordinaire du parti était initialement prévu pour avril prochain.

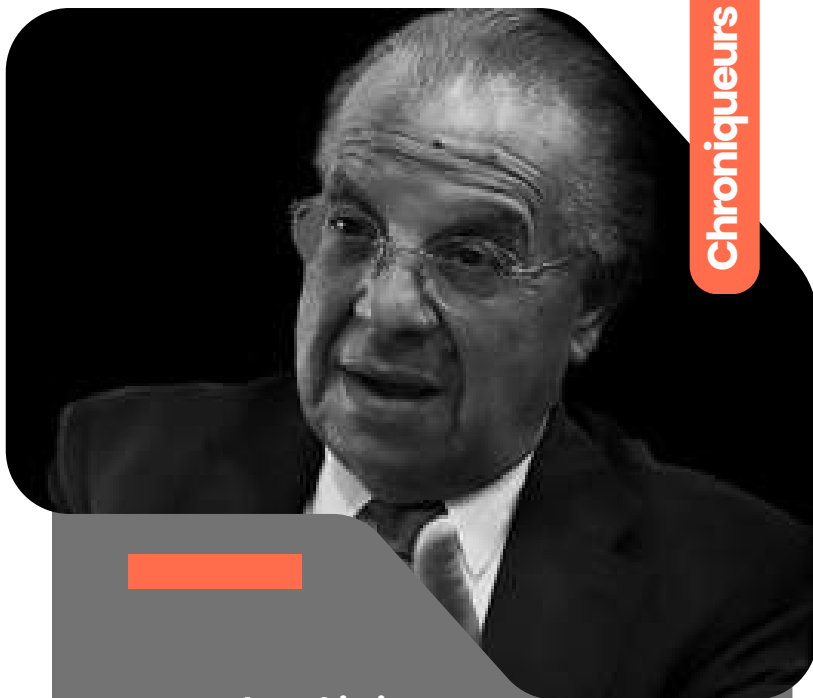
Choix personnel ou décision contrainte? Toujours est-il que le même jour, le bureau politique a entériné la convocation d'un congrès extraordinaire, fixé au 7 février, afin d'élire un successeur.

Depuis, cette même instance a arrêté son choix sur un candidat unique: Mohamed Chouki. Député à la Chambre des représentants, ancien président de la Commission des finances jusqu'en avril 2024, puis président du groupe parlementaire fort de 103 membres, le profil du postulant retient l'attention.

Diplômé de l'Université Al Akhawayn, doté d'une formation supérieure spécialisée en gestion, finance et économie, Mohamed Chouki se distingue par un parcours davantage fondé sur les compétences que sur l'appareil partisan.

Homme d'affaires et investisseur, il incarne une figure susceptible de consolider l'image d'un parti perçu comme fiable et crédible, aussi bien aux yeux de l'exécutif et de l'administration que des acteurs économiques.

Appuyé par Aziz Akhannouch, il devrait être élu sans difficulté à El Jadida ce samedi, malgré les réserves exprimées en interne par certains responsables du parti.



Par **Mustapha Seimi.**

Au-delà de la succession elle-même, les implications politiques de ce changement sont multiples. La première concerne moins le statut de Aziz Akhannouch en tant que chef du gouvernement que la portée réelle de son action dans les mois à venir.

Il continuera d'exercer ses fonctions à la tête de l'Exécutif durant près de huit mois encore, mais dans un contexte politique possiblement plus contraint, voire affaibli. Jusqu'ici, il s'était pleinement engagé dans la perspective de reconduire son parti en tête lors des élections de septembre 2026, en mettant en avant le «bon bilan» de son gouvernement.

Sa voix portera-t-elle avec la même force désormais? Mohamed Chouki et les candidats du RNI sauront-ils capitaliser sur les réformes et réalisations revendiquées par l'actuel cabinet?

«Longtemps perçu comme un parti de notables peu structuré, le RNI s'est transformé, sous la présidence Akhannouch, en une formation managériale, caractérisée par la centralisation de la décision, une forte capacité de financement et un maillage territorial renforcé.»

Plusieurs chantiers structurants restent, en outre, en attente — parmi les plus sensibles du moment: révision du code pénal et du code du travail, réforme de la Moudawana, refonte du régime des retraites, relance du dialogue social, durcissement du dispositif anticorruption, réduction des inégalités sociales et territoriales, sans oublier l'approfondissement de la régionalisation avancée.

Or, il ne reste guère qu'une session parlementaire réellement «opérante» pour faire adopter des textes de cette ampleur.

Peut-on, dès lors, miser sur la session de printemps pour enclencher un sursaut législatif et rattraper des retards qui s'accumulent depuis des années? Reste à savoir si le RNI version Mohamed Chouki se distinguera réellement du parti façonné par Aziz Akhannouch au cours de ses deux mandats, entre octobre 2016 et février 2026. La compétition électorale avec les deux partenaires de la majorité actuelle — le PAM et le PI — ne s'annonce-t-elle pas plus âpre?

À la différence de 2021, le RNI pourra-t-il encore se prévaloir du statut de parti porteur?

La perspective de transhumances de certains notables vers le PAM, voire le PI, est-elle réellement à exclure? Et qui peut affirmer avec certitude que le RNI se maintiendra en tête lors des législatives de septembre 2026?

Le PAM, pour sa part, affiche clairement ses ambitions. Sa coordinatrice, Fatima Zahra Mansouri, entend reprendre la main sur le processus de parrainage des candidatures, n'hésitant pas à écarter des dizaines de parlementaires sortants.

Reste que le RNI demeurera, sauf surprise majeure, un acteur central de la future majorité issue des prochaines élections.

Fort de près de cinq décennies d'existence depuis sa création en octobre 1978, son histoire est largement celle d'un parti à vocation gouvernementale.

Il s'est construit comme une formation de stabilité, répondant à un besoin systémique: agréger des élites économiques, rurales et administratives; offrir un outil politique souple au centre du jeu institutionnel; incarner, en somme, un parti-fonction plus qu'un parti-programme.

Longtemps perçu comme un parti de notables peu structuré, le RNI s'est transformé, sous la présidence Akhannouch, en une formation managériale, caractérisée par la centralisation de la décision, une forte capacité de financement et un maillage territorial renforcé. À cela s'ajoute un rôle de pivot, d'interface et d'amortisseur du système politique.

Une logique de stabilité, de continuité et de gestion, qui sera toutefois soumise à l'épreuve décisive du verdict des urnes, en septembre 2026.

Reste que le RNI demeurera, sauf surprise majeure, un acteur central de la future majorité issue des prochaines élections. Fort de près de cinq décennies d'existence depuis sa création en octobre 1978, son histoire est largement celle d'un parti à vocation gouvernementale.

Il s'est construit comme une formation de stabilité, répondant à un besoin systémique: agréger des élites économiques, rurales et administratives; offrir un outil politique souple au centre du jeu institutionnel; incarner, en somme, un parti-fonction plus qu'un parti-programme.

Longtemps perçu comme un parti de notables peu structuré, le RNI s'est transformé, sous la présidence Akhannouch, en une formation managériale, caractérisée par la centralisation de la décision, une forte capacité de financement et un maillage territorial renforcé. À cela s'ajoute un rôle de pivot, d'interface et d'amortisseur du système politique.

Une logique de stabilité, de continuité et de gestion, qui sera toutefois soumise à l'épreuve décisive du verdict des urnes, en septembre 2026.



AKHANNOUCH S'EN VA... UN MONDE NOUVEAU NOUS APPELLE

Maintenant, c'est officiel, Aziz Akhannouch a quitté la présidence du RNI, ce qui signifie qu'il quittera la politique, du moins officielle et officiellement, en septembre prochain, au soir des élections législatives, que le RNI l'emporte (ce qui serait surprenant) ou pas. C'est Mohamed Chaouki qui le remplace, mais dans le fauteuil de la présidence seulement.

En effet, qu'on le veuille ou non, Aziz Akhannouch aura marqué à jamais le RNI et Mohamed Chaouki, sa créature politique.

Cela est visible à travers les larmes abondantes versées après la fin du discours du sortant par lui-même et ses proches collaborateurs, et en premier Rachid Talbi Alami qui paraissait, et qui était très certainement, sincèrement ému par les propos du désormais ex-président du parti.

Oui, M. Akhannouch aura marqué son parti qu'il a transformé, structuré, mobilisé et mis en ordre de marche.

Oui, comme le dit Abdallah Tourabi, Aziz Akhannouch a une pensée politique, qui est globalement la transposition de la méthode du privé au public, à travers le concept de « l'opérationnalisation », qui consiste à « délivrer », à concrétiser ; cela diffère sans doute de la conception généralement admise de la politique (éloquence, recherche des équilibres politiques, ...) mais cela est en soi une position, une posture politique.

Bien que l'heure du bilan n'ait pas encore sonné, on peut dire que celui d'Akhannouch est consistant, « sur le papier ».

L'expression, généralement péjorative, ne l'est pas dans le cas présent car plusieurs textes ont été adoptés, comme la Charte d'investissement, la réforme du système de la santé, la réforme de l'éducation, la réforme du système judiciaire, l'introduction des peines alternatives et des nouvelles règles sur les chèques...



Par **Aziz Boucetta**

Pourquoi alors utiliser l'expression « sur le papier » ? Parce que bien des choses restent à faire ; parce que des abus ont été enregistrés ici et là, un peu partout ; parce que le népotisme, le clientélisme, le favoritisme... Mais le Maroc, et le prochain gouvernement, pourront s'appuyer sur des textes qui existent désormais et qui attendent d'être réellement mis en œuvre.

Le mandat d'Aziz Akhannouch aura permis de poser plusieurs règles et encore plus de textes, cela est incontestable. Il reste maintenant leur réelle et désintéressée mise en pratique.

Cela étant, et c'est bien regrettable pour lui, malgré ces incontestables acquis, il restera de ce passage décennal de M. Akhannouch à la tête de son parti et de son mandat quinquennal à la présidence du gouvernement, sa piètre communication.

Le sortant n'a pas compris ou n'a pas voulu comprendre que la politique sous la constitution de 2011 est et doit être inscrite sous le signe de la politique, car un chef du gouvernement, équivalent de président du Conseil, n'est pas simplement un premier ministre, le premier des ministres.

Cela implique de la communication, de l'explication, de la proximité avec la population et la classe politique et pas seulement et uniquement avec ses amis et ses partisans. Là, Aziz Akhannouch a totalement failli.

L'autre travers de cette séquence Akhannouch dans la politique marocaine aura été marquée par de puissants, de très puissants, de trop puissants relents de conflits d'intérêt. Et le tort et la tare de M. Akhannouch sont de ne pas en avoir eu cure.

Que l'on en juge : nommer au gouvernement ou lors du remaniement des (très) proches de lui, ex-collaborateurs d'Akwa Group ou ex-actionnaires de ses filiales, enterrer toute législation sur l'enrichissement illicite ou le conflit d'intérêt, avoir agi en coulisses pour le limogeage de plusieurs chefs d'institutions constitutionnelles chargées du contrôle de la bonne gouvernance, s'être tu face et suite aux conflits d'intérêts l'impliquant personnellement, avoir laissé le ministère de la Justice et Abdellatif Ouahbi agir à sa guise pour le Code de procédure pénale, pour la loi sur les avocats ...

A l'instar d'autres milliardaires arrivés à la tête des édifices politiques de leurs pays (chacun ayant ses spécificités), M. Akhannouch a écrasé la classe politique de tout son poids, comme Silvio Berlusconi, Donald Trump, Thaksin Shinawatra, Rafic (puis son fils Saad) Hariri, et d'autres encore en leur temps.

Partisans et opposants n'ont plus de marge de manœuvre ni de mouvement depuis 2021, de la même manière qu'au sein du RNI, la présidence d'Aziz Akhannouch était incontestée. Tellement indiscutable qu'aujourd'hui, avec son successeur au RNI Mohamed Chaouki, le parti plonge dans l'inconnu.

Et dans le vide. En effet, comment continuer de faire fonctionner un parti sans l'argent et la puissance de l'ancien chef de ce parti ?

Et de la même manière que ses pairs capitaines d'industrie à la tête de leurs gouvernements, M. Akhannouch n'avait que peu d'appétence pour la vox populi, pour la critique, pour l'empathie.

Comme eux, il laissera derrière lui une classe politique boursoufflée, à la recherche d'une hypothétique rémission, et une population désabusée, désillusionnée, déçue, comme les jeunes l'ont bruyamment et colériquement montré en octobre dernier.

Il reste encore quelques mois à Aziz Akhannouch à la tête du gouvernement, car il serait très surprenant qu'il soit reconduit, étant entendu que M. Chaouki ne saurait faire ce que son riche et puissant prédécesseur a réalisé et sachant que même en cas d'incertaine victoire du RNI aux prochaines législatives, le roi Mohammed VI a installé la tradition de désigner le chef du parti arrivé premier comme chef du gouvernement.

Et dans l'intervalle de ces quelques mois, les autres partis déploieront tout ce qui est en leur pouvoir pour convaincre les électeurs. L'opposition commence déjà à ressusciter et à donner de la voix, et les deux autres formations de la majorité se remettent désormais à espérer.

La grande question est de savoir si, en quinze ans de ministère de l'Agriculture, en neuf ans de présidence du RNI et en cinq ans de présidence du gouvernement, Aziz Akhannouch n'a pas irrémédiablement abîmé la politique dans ce pays.

Dans l'attente de la réponse à cette question, dans la perspective de son retrait de la vie politique, et dans le cadre du respect dû aux gens du RNI, Aziz Akhannouch mérite notre respect pour avoir servi, exactement de la même manière que MM. Benkirane ou Elotmani avant lui, toutes choses étant égales par ailleurs...

Le jugement politique peut être établi sur sa personne et sa politique, le jugement de l'Histoire attendra un peu, et le jugement de valeur ou des valeurs restera l'affaire de la justice et de la seule justice. Si elle l'estime nécessaire.



TERMINAL GNL DE NADOR : AU-DELÀ DE LA SUSPENSION, L'ÉPREUVE DE VÉRITÉ DU MODÈLE ÉNERGÉTIQUE MAROCAIN

La suspension de l'appel d'offres du terminal GNL de Nador West Med, éclairée par les récentes informations sur un arbitrage du ministère de l'Économie et des Finances, ne doit pas être lue comme un désaveu d'une stratégie, mais comme le fonctionnement normal des garde-fous de l'État. Analyse froide d'une décision où la rigueur procédurale rencontre la réalité des marchés.

La nouvelle est tombée via une dépêche de l'agence Reuters :

Le gel du projet de terminal gazier à Nador trouverait sa source dans un avis défavorable émis par la direction des Finances.

Si l'information a pu surprendre par son timing – à quelques jours de l'ouverture des plis – elle révèle en réalité une mécanique de gouvernance qui, loin d'être un dysfonctionnement, témoigne de la maturité des processus d'investissement public au Maroc.

Pour l'analyste, cet événement dépasse la simple actualité administrative.

Il illustre la nécessaire tension entre deux impératifs régaliens : l'ambition sectorielle, portée par le ministère de la Transition Énergétique qui doit sécuriser l'approvisionnement, et la prudence macro-financière, gardienne des équilibres budgétaires.

Une friction institutionnelle structurelle, pas politique

Il est essentiel de dépersonnaliser cette décision. Dans tout État moderne, les grands projets d'infrastructure – a fortiori en Partenariat Public-Privé (PPP) – sont soumis à une double validation.

Le ministère technique définit le besoin stratégique ("il nous faut du gaz pour sécuriser le réseau"), tandis que le ministère financier évalue le risque pour le bilan de l'État ("qui paie si la demande n'est pas au rendez-vous ?"). Les documents évoqués par la presse font état de réserves sur l'éligibilité procédurale au statut PPP et sur la répartition des risques.

Par **Hicham EL AADNANI**

Ce n'est pas une critique de la vision énergétique, mais un constat technique : le montage proposé exposait potentiellement l'État à des garanties jugées prématurées ou déséquilibrées. En activant ce levier de contrôle, l'administration financière ne s'oppose pas à l'énergie, elle joue son rôle de "tour de contrôle" des engagements souverains.

C'est une friction classique dans la vie des grands projets : le temps de l'infrastructure (qui demande de l'anticipation) se heurte au temps du budget (qui demande de la certitude).

Que ce mécanisme de régulation interne ait fonctionné avant la signature des contrats est, paradoxalement, une bonne nouvelle pour la crédibilité de la signature marocaine.

L'équation complexe de la bancabilité

Sur le fond, l'arbitrage pose la question centrale de tout projet gazier aujourd'hui : sa bancabilité.

Le dimensionnement évoqué pour Nador (5 milliards de m³/an) est ambitieux face à une demande nationale encore en construction (environ 1,2 milliard de m³).

Pour un investisseur privé, un tel écart implique un risque commercial majeur. Pour couvrir ce risque, l'opérateur demande généralement à l'État des garanties de revenus (clauses take-or-pay).

Or, accorder de telles garanties sans avoir verrouillé en face des acheteurs industriels ou électriciens solides revient à transférer un risque commercial sur le budget public.

La suspension permet donc de remettre l'équation à plat : soit la demande est confirmée et les acheteurs s'engagent, soit le projet doit être redimensionné ou phasé pour réduire l'exposition de l'État.

C'est un principe de réalité économique qui s'impose à tous les acteurs, indépendamment de leurs agendas respectifs.

Le marché mondial comme juge de paix

Il serait réducteur de ne voir dans cette pause qu'une cause purement administrative.

Le contexte de marché valide, a posteriori, la pertinence d'une temporisation. Le marché mondial du GNL entre dans une phase de recomposition avec des prévisions de détente des prix à l'horizon 2026-2027.

Dans ce contexte, figer aujourd'hui des conditions contractuelles sur 15 ou 20 ans, sur la base de projections de risque élevées, ne serait pas optimal.

L'argument des "nouveaux paramètres" avancé par le ministère de l'Énergie reste donc valide : les conditions externes (marché GNL) et internes (cadre PPP, loi gazière) convergent pour justifier un reset.

Cette synchronisation involontaire entre le veto financier et la réalité du marché offre une opportunité : celle de ne pas verrouiller le Maroc dans un actif "trop grand, trop tôt".

La cohérence systémique avant la vitesse

Enfin, cette séquence rappelle que l'énergie est un système, pas une somme de projets. Le terminal de Nador doit s'insérer dans une architecture complexe comprenant le port (qui continue son développement), les réseaux de transport, le gazoduc Maghreb-Europe, et les futurs corridors atlantiques.

L'interrogation soulevée sur l'institution publique chargée de superviser le contrat est légitime. Qui de l'ONEE, de l'ONHYM ou d'une nouvelle entité doit porter ce risque ?

L'absence de réponse claire à ce stade n'est la faute de personne en particulier, mais le signe que le cadre institutionnel gazier est encore en chantier. Vouloir lancer l'infrastructure avant d'avoir fini de bâtir la régulation comportait un risque de désalignement.

Un gage de sérieux pour l'avenir

Loin d'être un échec, la suspension du terminal GNL de Nador doit être vue comme une mesure d'hygiène publique. Elle démontre que les mécanismes de validation de l'État fonctionnent et que la logique de rentabilité socio-économique prime sur l'effet d'annonce.

Pour les investisseurs internationaux, le message est double. D'un côté, le processus est plus lent et complexe que prévu. De l'autre, il est rigoureux : le Maroc ne signera pas de chèques en blanc. En remettant l'ouvrage sur le métier, l'État se donne les moyens de revenir avec un projet peut-être moins spectaculaire dans son dimensionnement initial, mais infiniment plus robuste dans son montage financier et sa pertinence stratégique. C'est à ce prix que se construit une souveraineté énergétique durable.



FIERTÉ D'APPARTENIR : QUAND LE DRAPEAU NE SE LÈVE QU'AU STADE

L'appartenance est-elle un besoin humain fondamental ou une illusion collective soigneusement entretenue ?

Peut-on exister pleinement sans se rattacher à un groupe, une idée, une institution, un symbole ? Et surtout, avons-nous besoin du football, cette balle magique, pour ressentir l'appartenance à la nation ?

De plus en plus de travaux en psychologie sociale soulignent que l'engouement excessif pour les stades, qu'il soit émotionnel ou discursif, traduit souvent un besoin latent d'appartenance. L'individu cherche à se fondre dans un collectif, à s'y reconnaître, à s'y projeter. De cette quête naît presque mécaniquement une forme de parti pris, parfois de radicalité : association, parti politique, syndicat, équipe sportive... Peu importe l'objet, pourvu qu'il offre une identité de substitution.

Les victoires du groupe deviennent alors des victoires personnelles.

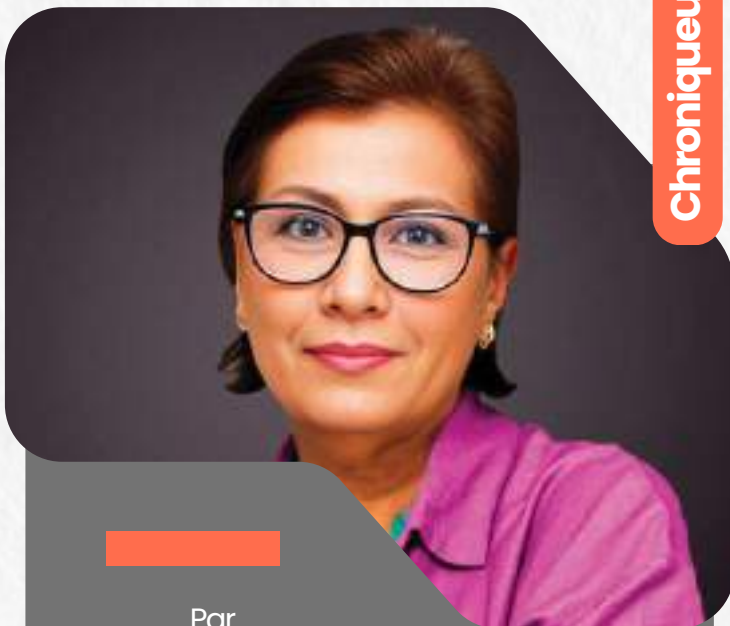
Elles nourrissent l'ego collectif, compensent un déficit de reconnaissance individuelle et procurent un sentiment de fierté par procuration. Il ne s'agit plus seulement de soutien, mais bien de l'adoption d'une identité parallèle.

Les raisons de cet attachement sont multiples : exutoire émotionnel, refuge face aux frustrations sociales, stimulation des hormones du plaisir, illusion d'une appartenance stable et valorisante. Faute de nous suffire à nous-mêmes, nous endossons les couleurs d'un camp, d'un maillot, d'un emblème.

Mais qu'en est-il du الوطن — du pays ?

L'appartenance nationale, dans ce schéma, apparaît souvent circonstancielle. Car si elle était profonde et constante, le drapeau se lèverait à chaque fois que la nation est honorée.

Or, nous brandissons les couleurs nationales lorsque les buts sont marqués, nous nous étreignons dans l'euphorie de la victoire, puis nous les abaissons au premier revers. La fierté s'évanouit, et ceux qui incarnaient l'espoir deviennent soudain les coupables à désigner.



Par
**Fawzia
TALOUT MEKNASSI**

Dès lors, une question s'impose :

Pourquoi ne célébrons-nous pas avec la même ferveur d'autres figures qui élèvent réellement la valeur du pays ?

Nos téléphones et nos ordinateurs doivent leur autonomie au scientifique marocain Rachid Yazami, pionnier des batteries rechargeables.

Lauréat de la National Academy of Engineering à Washington, décoré par Mohammed VI, membre honoraire de l'Académie Hassan II des sciences et techniques, il demeure pourtant largement inconnu du grand public.

Il atterrit et décolle des aéroports dans l'anonymat.

Même invisibilité pour Kamal Oudghiri, ingénieur en télécommunications à la NASA ; pour le professeur Karim Touijer, référence mondiale en urologie à New York ; ou encore pour Khaled Sehouli, décoré de la plus haute distinction civile en Allemagne pour ses avancées majeures dans la lutte contre le cancer.

- Leurs victoires sont silencieuses.
- Elles ne se chantent pas dans les tribunes.
- Elles ne font pas vibrer les écrans géants.
- Alors la question demeure, dérangeante mais essentielle :

La science, la médecine et le progrès humain méritent-ils moins de ferveur que le football ?

Ou bien la balle magique est-elle devenue, au sens le plus profond du terme, l'opium moderne des peuples ?



Ou bien la balle magique est-elle devenue, au sens le plus profond du terme, l'opium moderne des peuples ?

LES COMPÉTENCES AU CŒUR DE L'INCLUSION ÉCONOMIQUE AU MAROC À L'ÈRE DE L'IA

Reconstruire le pont entre formation et les entreprises

L'inclusion économique est aujourd'hui l'un des enjeux majeurs du développement au Maroc. Elle ne peut plus être pensée uniquement à travers l'emploi ou le diplôme. Elle renvoie à une participation réelle à la création de valeur, à l'accès effectif au travail et au revenu, et à la capacité pour chacun de construire une trajectoire de vie autonome dans une économie en transformation rapide.

Ce constat se heurte à un paradoxe désormais bien connu. Alors que de nombreux jeunes et moins jeunes peinent à s'insérer durablement sur le marché du travail, les entreprises, qui constituent pourtant le cœur de la création d'emplois, rencontrent des difficultés persistantes à recruter. Cette tension n'est pas conjoncturelle. Elle révèle un désalignement structurel entre formation et économie réelle.

Ce désalignement tient en grande partie à la rupture persistante entre les systèmes de formation et les entreprises.

Les universités, la formation professionnelle et les centres privés produisent des diplômés, mais trop souvent sans traduction opérationnelle immédiate. À l'inverse, les entreprises évoluent sous fortes contraintes de temps, de trésorerie et de performance, et attendent des compétences directement mobilisables.

Entre les deux, le lien existe, mais il reste fragile. C'est ce pont des compétences qu'il faut désormais reconstruire.

Dans ce contexte, la compétence devient un enjeu central d'inclusion. Pour celles et ceux qui ne disposent ni de patrimoine ni de réseau, elle constitue souvent le seul capital réel. Mais une compétence n'a de valeur que si elle est utile, reconnue, lisible et mobilisable dans l'entreprise, au contact de situations de travail concrètes.

Cela suppose de dépasser une logique centrée sur le diplôme pour privilégier les compétences techniques, numériques, comportementales et entrepreneuriales réellement activables.



Par Dr Az-Eddine Bennani

À l'ère du numérique et de l'intelligence artificielle, les modèles classiques de formation montrent clairement leurs limites.

Attendre la fin de l'année, ou la fin d'un cycle, pour envoyer les étudiants en stage n'est plus une solution. Cette logique arrive trop tard dans un monde où les technologies, les métiers et les besoins évoluent à grande vitesse.

La formation doit désormais commencer dès les premières années, avec une participation active et continue des entreprises, tout au long de l'année, selon un planning structuré et partagé.

Former ainsi permet d'exposer très tôt les apprenants aux réalités économiques, aux outils numériques, aux usages de l'IA, aux contraintes organisationnelles et aux exigences de performance.

Les compétences se construisent progressivement, par itérations successives, et non dans une rupture artificielle entre temps de formation et temps de travail. Dans ce modèle, les entreprises ne sont plus de simples lieux d'accueil ponctuels, mais de véritables partenaires permanents de la formation.

Cette approche n'est pas théorique.

Dès la fin des années 1990, avec d'autres collègues, nous avons anticipé ces transformations en créant en France un programme de formation hybride, à la croisée de l'ingénierie informatique, des systèmes d'information et du management.

L'objectif était déjà de former des profils capables de comprendre les technologies, d'en maîtriser les usages organisationnels et d'en piloter les impacts stratégiques dans les entreprises.

Aujourd'hui, cette intuition reste pleinement d'actualité et doit être prolongée par des programmes hybrides, co-conçus avec les entreprises et pensés dès l'origine en tenant compte des technologies d'intelligence artificielle.

Reconstruire le pont des compétences entre formation et entreprises ne se décrète pas.

Cela suppose de traduire les besoins réels des entreprises en compétences, d'organiser la formation selon des temporalités compatibles avec la réalité économique, et de mettre en place une boucle de retour permanente pour ajuster en continu les parcours. C'est à ce prix que la formation pourra redevenir un véritable levier d'inclusion économique.

L'inclusion économique ne commence pas avec un diplôme délivré en fin de parcours. Elle commence dès les premières années, lorsque les compétences se construisent en interaction réelle avec les entreprises.

À l'ère de l'IA, où tout va très vite, retarder cette rencontre est un luxe que ni le Maroc, ni ses entreprises, ni sa jeunesse ne peuvent plus se permettre.



POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INDUSTRIE CULTURELLE DU DIVERTISSEMENT AUTOUR DU FOOTBALL

Dans les grands stades modernes, le football est devenu le pivot d'une industrie du divertissement à part entière. Avant, pendant et après la rencontre, le public est sollicité, surpris, embarqué. Pourquoi pas au Maroc ?

Ce soir du dimanche 6 février 2026, au Parc des Princes, bien avant le coup d'envoi de PSG-Marseille, le football s'efface quelques instants pour laisser place au spectacle.

Musique électro, jeux de lumières millimétrés, animations visuelles synchronisées, artiste micro à la main au cœur du stade.

Le public est déjà debout, conquis, plongé dans une expérience qui dépasse largement les quatre-vingt-dix minutes de jeu.

Quand le match démarre, l'ambiance est à son comble.

Quand il s'achève, avec un festival de buts (5/0), le sentiment est clair : on n'a pas seulement assisté à un match, mais à un événement.

Ce modèle n'est plus une exception.

Dans les grands stades modernes, le football est devenu le pivot d'une industrie du divertissement à part entière.

Avant, pendant et après la rencontre, le public est sollicité, surpris, embarqué.

Le stade devient une scène, les tribunes un décor vivant, et le spectateur un acteur de l'expérience.



Experts invités

Par
**Anwar
CHERKAOUI.**

La réussite sportive s'accompagne d'une réussite organisationnelle, logistique et sécuritaire, parfaitement huilée.

Au Maroc, le contexte est particulièrement favorable à une telle réflexion.

La construction de nouveaux stades à l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations 2025, et la perspective de la Coupe du monde 2030, ouvrent un champ des possibles inédit.

Ces infrastructures ne sont pas seulement des lieux de compétition sportive.

Elles peuvent devenir des pôles culturels, des espaces de création et des plateformes de diffusion artistique à grande échelle.

Pourquoi se contenter d'un stade qui s'anime uniquement au coup de sifflet initial ?

Pourquoi ne pas penser le match comme le cœur d'un récit plus large, intégrant concerts, performances visuelles, spectacles de lumière, hommages culturels et créations originales ?

Le public marocain, jeune, connecté et avide d'émotions collectives, est prêt pour ce saut qualitatif.

Les artistes marocains, toutes disciplines confondues, existent, innovent et ne demandent qu'à s'exprimer.

Musiciens, DJs, chorégraphes, créateurs visuels, techniciens du son et de la lumière peuvent trouver dans les stades un terrain d'expression exceptionnel.

Encore faut-il structurer l'écosystème, professionnaliser les interventions et inscrire le spectacle dans une vision cohérente et durable.

La question centrale devient alors celle de la gouvernance.

Qui porte cette ambition ? Les ministères de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, de l'Intérieur, les collectivités locales, les fédérations sportives, les clubs, le secteur privé et le tissu associatif peuvent-ils penser ensemble un modèle économique viable ?

Comment concilier créativité artistique, exigences sécuritaires, rentabilité financière et respect de l'identité culturelle nationale ?

Développer une industrie du spectacle autour du football, ce n'est pas détourner le regard du jeu.

C'est au contraire lui donner un écrin à la hauteur de sa puissance symbolique.

C'est augmenter l'attractivité des stades, fidéliser le public, diversifier les sources de revenus et inscrire le Maroc dans la cour des grandes nations capables de transformer un match en événement total.

Au fond, la vraie question est simple : voulons-nous des stades qui se remplissent seulement pour le score, ou des stades qui vibrent comme des scènes ouvertes, où le sport, la culture et la fête parlent d'une même voix ?



RESTAURER LE SOFT POWER DE LA FRMF APRÈS LA CAN 2025

Aujourd'hui que le souffle est tombé, la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) doit restaurer son « soft power » émotionnel auprès du public africain.

Le Maroc a gagné la bataille de l'organisation ; il doit maintenant gagner celle des cœurs en remplaçant l'image du « bon élève de la classe » par celle du « grand frère solidaire », déçu. Dans un précédent post, j'ai mis l'accent sur le déficit en communication institutionnelle qui a nui à l'image du Maroc. Je voudrais préciser que ce n'est en aucun cas irréversible et qu'il n'est jamais trop tard pour combler ce retard par des actions stratégiques articulées sur plusieurs axes :

1. Revoir le narratif

Le constat est clair : le succès et l'éclat des infrastructures, dignes des standards les plus élevés du football international, ont parfois été perçus comme de l'arrogance. Alors qu'il est un partenaire de croissance, le Maroc est qualifié, injustement sur les réseaux sociaux, de donneur de leçons.

Dans ce discours rénové, il faut mettre l'accent sur le fait que :

- Ces infrastructures haut standing ont permis d'attirer de nouveaux sponsors au profit de la CAF et donc de toutes les fédérations africaines.
- Elles sont prévues, à l'origine également, pour être mises au service des sélections nationales dans le besoin pour leurs matchs officiels.

Parallèlement, il faut communiquer sur un désengagement provisoire, du Maroc sur ce registre.

Une décision à prendre qui permettra à chacun de prendre conscience du rôle du pays dans le développement du football africain dans son ensemble et mettra les véritables donneurs de leçons devant leurs responsabilités nouvelles : celles qui consistent à pallier ce retrait marocain.

Une belle occasion pour mesurer et valider le chemin parcouru par le Maroc.



Par
Bargach Larbi.

2. Lancer une campagne institutionnelle

Cette campagne médiatique doit concerner les réseaux sociaux, alimentés par des reportages et diffusés à travers des partenariats avec des médias africains internationaux et locaux.

Il faut, à cet effet, produire et diffuser largement un documentaire de référence sur l'organisation de cette CAN, en montrant l'envers du décor et l'effort national. Ne pas se cantonner aux médias marocains et francophones : investir les médias anglophones, lusophones et les grandes plateformes numériques suivies par la jeunesse africaine.

Le contenu doit mettre en valeur :

- La rentabilité de l'édition, conséquence d'une gouvernance transparente qui a suscité l'engouement des sponsors.
- L'impact sur l'économie locale.
- La qualité des stades, des centres d'entraînement et de la logistique (transport, hébergement).
- L'expérience exceptionnelle des supporters (sécurité, accueil, fan zones).

Et donner la parole aux acteurs neutres (autres fédérations, joueurs internationaux, observateurs de la FIFA, sponsors) pour qu'ils attestent de la qualité de l'organisation.

La première bataille des réseaux sociaux est perdue, mais la guerre est toujours en cours.

Pour la mener, il faut diffuser, au-delà des reportages, des vidéos virales à sponsoriser : toutes les scènes relatives à l'accueil chaleureux réservé par les Marocains aux supporters sénégalais et à ceux des autres pays participants.

Pour effacer les incidents de la finale, il faut faire témoigner des supporters sur la qualité de l'accueil. Les bandes vidéo sont disponibles sur toutes les plateformes ; elles ont l'avantage d'être spontanées et inscrites dans la mémoire des participants.

Sur un autre registre, la fédération devra préparer plusieurs vidéos sur les polémiques de l'arbitrage. Ces actions devront être soumises à l'appréciation et aux explications d'experts internationaux. La pédagogie destinée au grand public est un moyen de rectifier le tir. Ce sera l'occasion de découvrir que certaines erreurs, nombreuses, ont désavantagé le Maroc.

Le public ne le sait pas. Il faut le faire savoir. L'objectif n'est pas d'entrer dans une guerre médiatique stérile, mais d'inviter à la transparence et à l'amélioration de ce pan important de l'évolution du football africain.

Enfin, des vidéos sur les performances récentes du football marocain, toutes catégories confondues, doivent être produites et soutenues pour devenir virales également. Le football marocain n'a pas besoin d'aides arbitrales ; il faut suffisamment communiquer dessus pour l'ancrer dans l'esprit de la rue africaine.

Contrecarrer ceux qui multiplient les discours populistes pour nuire au football marocain est une urgence. Des vidéos sur les échecs récents de certains pays frères, l'Égypte par exemple en match de classement des Jeux olympiques, peuvent être également envisagées.

3. Gestion de crise : le cas du Sénégal

Le comportement des joueurs et du staff sénégalais en finale et au cours des jours précédant la finale est impardonnable.

Il nécessite une réponse ferme, mais pour la crédibilité, il faut à la fois reconnaître les erreurs à l'origine de ces débordements et souligner le manque de communication qui en est à l'origine.

Maroc et Sénégal sont, depuis 4 ans, les meilleures équipes d'Afrique, toutes catégories confondues, avec un net avantage pour le Maroc. Mais aucune n'a besoin d'arbitrage pour gagner.

Laisser infuser l'idée que le Maroc a eu besoin de manipuler le corps arbitral à cette fin, c'est trahir le continent et la dynamique de son football. Rappeler le palmarès du Maroc des quatre dernières années, toutes catégories confondues, c'est rafraîchir le rôle de locomotive du pays sur son continent.

Il faut aussi mettre en avant l'état d'esprit des Lions de l'Atlas. En plus de remporter le trophée du fair-play, les joueurs ont fait preuve d'une humilité dans la défaite qui les honore. Ils ont respecté un adversaire irrespectueux et ont honoré un vainqueur.

Cette discipline des joueurs marocains n'est pas que protocolaire ; c'est le symbole des valeurs positives du football marocain.

Les plus hautes autorités du pays l'ont bien compris en organisant une cérémonie, présidée par Son Altesse Royale Moulay Rachid, en l'honneur de l'équipe malgré la défaite, pour célébrer leur parcours et leur comportement.

4. Transparence et partage

Enfin, il faudrait également rappeler que ce modèle de réussite commerciale est un socle sur lequel le continent africain doit capitaliser. À cet effet, et pour confirmer le positionnement de la FRMF en tant que partenaire de croissance, il serait utile de publier un « Livre Blanc » de l'organisation et le partager avec ses pairs.

Cette proposition peut être bénéfique pour l'avenir de la compétition. Partager le savoir-faire logistique et le modèle économique, c'est montrer que le désengagement proposé par le Maroc est provisoire et surtout utile. Ce n'est pas un retrait sec.

Les amendes infligées aux fédérations doivent être utilisées, à l'avenir et dès cette édition, au financement d'un symposium pour l'amélioration de l'arbitrage africain et à alimenter une cagnotte destinée à la formation du corps arbitral. Parce que si le football africain s'est développé sur tous les registres, l'arbitrage africain reste le parent pauvre de cette dynamique.

Il lui manque la formation, l'autorité et des indemnités conséquentes qui le mettront au-dessus de tout soupçon.



GESTION DE L'EAU : LA DÉMONSTRATION TRANQUILLE D'UN ÉTAT QUI ANTICIPE

Experts invités

Les pluies exceptionnelles qui ont récemment arrosé plusieurs régions du Royaume auraient pu constituer un test de vulnérabilité. Elles se sont transformées en un exercice grandeur nature de gouvernance maîtrisée.

Intenses, concentrées sur des laps de temps réduits, ces précipitations ont surtout mis en lumière la capacité des institutions publiques à anticiper, coordonner et sécuriser un phénomène climatique devenu, par nature, imprévisible.

Loin de toute improvisation, la situation hydrologique des barrages apparaît aujourd'hui stable et sous contrôle.

Ce constat n'est pas le fruit du hasard, mais celui d'un choix stratégique clair : placer la gestion de l'eau au cœur de l'action publique, avec une vigilance permanente et une lecture fine des risques.

Dans un contexte marqué par la raréfaction structurelle de la ressource, chaque épisode pluvieux devient un enjeu de souveraineté, exigeant précision, sang-froid et décision.

Sous l'impulsion des Hautes Orientations Royales, le ministère de l'Équipement et de l'Eau déploie une gouvernance fondée sur l'anticipation plutôt que sur la réaction.

Les opérations de lâchers d'eau, conduites de manière progressive et rigoureusement encadrée, relèvent d'une logique de prévention responsable. Elles traduisent une priorité absolue : protéger les populations, préserver les infrastructures et optimiser la valorisation de la ressource hydrique.

La tenue régulière de la Commission de veille quotidienne illustre cette méthode de travail fondée sur la continuité et l'expertise.

Réunissant responsables sectoriels et gestionnaires des bassins hydrauliques, cette instance agit comme un centre nerveux de décision, où les données hydrologiques, les prévisions météorologiques et les capacités des ouvrages sont analysées avec une rigueur quasi chirurgicale. Ici, la gestion du risque ne se décrète pas, elle se construit, heure par heure.

Au-delà de l'actualité immédiate, cet épisode confirme une réalité souvent sous-estimée : le Maroc ne se contente plus de subir les contraintes climatiques, il les intègre dans une stratégie de long terme.



Par
**Said
Tamsamani**

La maîtrise des apports, l'anticipation des scénarios extrêmes et la coordination territoriale dessinent les contours d'un modèle de gestion hydrique moderne, pragmatique et résilient.

En filigrane, c'est un message de confiance qui se dégage.

Dans un monde confronté à une instabilité climatique croissante, la capacité à gérer l'eau avec méthode et lucidité devient un marqueur de maturité étatique.

Le Royaume en apporte aujourd'hui une démonstration calme, précise et résolument tournée vers l'avenir.



رمضان كريم
By Lodi



FINI
LE RÉCHAUFFÉ
ET LES RIRES
FORCÉS

Place à l'émotion vraie et au frisson

@lodjmaroc



DES LIMITES DU SOFT POWER MAROCAIN À L'EXIGENCE D'UN SMART POWER

Experts invités

Une nécessité stratégique.

Aujourd'hui plus que jamais, la dynamique des opinions publiques s'impose comme un facteur central de la puissance. Dans un monde hyperconnecté, les images, les récits et les émotions collectives circulent plus vite que les décisions politiques elles-mêmes, façonnant des perceptions durables, souvent irréversibles.

Cette réalité pèse avec une acuité particulière lorsqu'un État s'engage dans l'organisation de grands événements internationaux, censés projeter une image, consolider une crédibilité et renforcer une influence. La Coupe d'Afrique des Nations 2025 s'inscrit pleinement dans cette logique.

Le Maroc a voulu cette CAN comme la meilleure de l'histoire.

Il ne l'a pas seulement pensée comme une compétition sportive, mais comme une réussite globale, à la fois nationale et africaine.

Il s'est engagé sans retenue, avec une générosité assumée, convaincu que l'exemplarité organisationnelle, l'hospitalité, le respect des traditions et la qualité de l'accueil constitueraient un socle solide de reconnaissance.

Infrastructures, sécurité, mobilisation humaine, atmosphère populaire : tout a été mis en œuvre pour que cette CAN soit une réussite partagée et qu'elle serve autant le football africain que l'image du Royaume.

Et pourtant, l'après-CAN a révélé un malaise profond.

La décision du comité de discipline de la CAF, perçue comme injuste et incohérente au regard d'autres situations comparables, a produit un choc symbolique durable.

Ce choc ne tient pas seulement à la sanction elle-même, mais à ce qu'elle révèle : l'idée que donner le meilleur de soi ne protège pas nécessairement, que la bonne foi ne garantit ni l'équité ni la reconnaissance.

Malgré le discours royal d'apaisement, responsable et soucieux de préserver l'essentiel, la blessure reste vive dans l'opinion publique. Les réseaux sociaux, les débats informels et les conversations ordinaires traduisent un même sentiment : celui d'un investissement massif qui n'a pas trouvé en retour le respect attendu.



Par
**Omar
Hasnaoui**

À cela s'ajoutent des narratifs hostiles, des fake news et des provocations, qui prospèrent précisément dans cet espace de frustration.

C'est à ce moment précis que la réflexion sur le soft power devient incontournable.

Le Maroc dispose indéniablement d'un capital symbolique important. Sa culture, son hospitalité, sa stabilité et sa capacité d'organisation constituent des atouts réels. La CAN 2025 l'a démontré.

Mais elle a également mis en lumière les limites du soft power lorsqu'il est pensé comme une fin en soi.

Le soft power, tel que conceptualisé par Joseph Nye à la fin des années 1980, repose sur l'attraction : séduire plutôt que contraindre, convaincre plutôt qu'imposer. Il naît du constat que la puissance brute ne suffit pas à produire de l'adhésion. Mais le soft power échoue précisément lorsqu'on lui prête plus qu'il ne peut offrir.

La première illusion est celle de la conversion automatique.

Attirer l'autre à sa culture, à ses traditions et à son mode de vie ne signifie pas le convertir dans le même mouvement à sa politique. On peut apprécier une culture sans accepter la vision stratégique de celui qui la porte.

On peut admirer une organisation sans reconnaître l'autorité ou la légitimité de l'acteur qui l'incarne. Cette confusion entre attraction culturelle et adhésion politique est au cœur de l'échec du soft power pris isolément.

La seconde limite, plus profonde encore, tient à la question identitaire. L'identité, lorsqu'elle se cristallise, n'est pas compatible avec le soft power. Elle agit comme un contre-soft power. Là où le soft power cherche l'adhésion, l'identité affirmée organise la résistance. Elle se construit par distinction, parfois par opposition, et apprend à se méfier de toute tentative de séduction venue de l'extérieur.

Dans ce cadre, le soft power est souvent perçu non comme une invitation, mais comme une manœuvre. Il est mis en accusation précisément par ceux qu'il est censé atteindre. La bataille cesse alors d'être culturelle ou symbolique ; elle devient identitaire. Et dans une bataille identitaire, le soft power est largement désarmé.

La CAN 2025 en a donné une illustration frappante.

Malgré une organisation exemplaire, certains récits ont prospéré, nourris de soupçons, d'accusations infondées et de narratifs hostiles. Non pas parce que l'événement était mal conçu, mais parce que certaines identités refusent d'entrer dans le jeu de la reconnaissance.

Mon imaginaire se construit contre le tien, et non avec toi. Dans ce schéma, la séduction ne fonctionne plus. À cela s'ajoute une autre illusion, ancienne mais persistante : celle du messianisme culturel.

De Jules Ferry aux formes contemporaines de diplomatie occidentale, l'histoire regorge de cette croyance selon laquelle une culture jugée supérieure finirait par s'imposer naturellement. Hollywood, Coca-Cola ou McDonald's ont longtemps incarné cette vision d'un monde converti par la diffusion culturelle.

Or l'histoire a montré que cette diffusion n'engendre ni adhésion politique ni reconnaissance automatique. Elle provoque souvent l'effet inverse : rejet, crispation et repli identitaire.

Appliquée au cas marocain, cette illusion conduit à croire que l'hospitalité, la générosité et la bienveillance, jusque dans les détails les plus fins de l'accueil, du lait et dattes, des cornes de gazelle aux gestes du quotidien, suffiraient à garantir respect et équité.

Or la diplomatie n'est pas une affaire de symboles aimables.

Elle est un art complexe de gestion des rapports de force symboliques, institutionnels et narratifs. C'est précisément pour répondre à ces échecs que Joseph Nye, puis Suzanne Nossel, introduisent le concept de smart power.

Le smart power naît du constat que le soft power, livré à lui-même, échoue pour des raisons structurelles.

Il ne s'agit pas de renoncer à l'attraction, mais de l'inscrire dans une stratégie. Le smart power combine séduction et protection, influence et défense des intérêts, ouverture et lucidité.

Il pose une question décisive : comment transformer l'attraction en influence réelle, et l'influence en avantage stratégique durable. Le smart power suppose l'anticipation des réactions identitaires, la maîtrise des récits hostiles, la capacité à poser des limites sans renoncer aux valeurs et, surtout, l'affirmation claire des intérêts nationaux.

Dans cette perspective, certaines décisions récentes ne relèvent ni du repli ni de la colère, mais d'un choix stratégique assumé : refuser que la générosité devienne une asymétrie permanente.

Comme le rappelle Bertrand Badie, nous assistons aujourd'hui à une renaissance de la diplomatie, entendue non comme domination, mais comme art de gérer les séparations, de reconnaître l'altérité et d'accepter que l'autre ne nous ressemble pas.

La diplomatie de l'influence ne consiste plus à séduire naïvement, mais à composer avec la différence et à négocier avec des identités irréductibles.

Le Maroc n'a pas échoué dans l'organisation de la CAN 2025. Il a réussi.

Mais cette réussite oblige à changer de logiciel.

Le soft power marocain existe, il est réel et précieux. Mais sans smart power pour le cadrer, le protéger et l'orienter, il atteint aujourd'hui ses limites. Séduire reste une force. Défendre ses intérêts devient une nécessité.

C'est à cette condition que le Maroc pourra continuer à rayonner sans se fragiliser, à donner sans s'effacer et à agir avec lucidité dans un environnement devenu profondément conflictuel.



LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES : LA PROTECTION SOCIALE EN QUESTION.

Experts invités

Le rapport de la Cour des Comptes 2024-2025 vient d'être publié. Il ne passera pas inaperçu eu égard aux données qu'il contient sur des aspects divers de la vie du pays. Cette institution passe au crible et examine à la loupe un certain nombre de secteurs qui intéressent la vie démocratique de notre pays, conformément aux prérogatives qui lui sont attribuées par la Constitution 2011.

En effet, la Cour des comptes est l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, chargée de veiller à la bonne gouvernance, à la transparence et à la reddition des comptes. Ses missions principales incluent le contrôle juridictionnel des comptes, l'audit de la performance, la sanction des fautes de gestion, la certification, ainsi que l'assistance au Parlement et au Gouvernement. Le dernier rapport ne déroge pas à la règle.

Au chapitre « Suivi des chantiers des grandes réformes », il est question en premier lieu de la protection sociale. Ce chantier social fut lancé par SM Le Roi dans Son Discours de l'ouverture parlementaire du 9 octobre 2020 et dont le contenu a fait l'objet d'une loi-cadre 09-21.

Pour rappel, cette réforme, sera déployée dans un délai de cinq ans, selon le calendrier suivant : la généralisation de l'assurance maladie obligatoire de base en 2021 et 2022 ; la généralisation des allocations familiales en permettant aux familles qui ne bénéficient pas de telles allocations conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, de bénéficier, selon le cas, d'indemnités de protection contre les risques liés à l'enfance ou d'allocations forfaitaires et ce, au cours des années 2023 et 2024 ; l'élargissement de l'affiliation aux régimes de retraite et la généralisation du bénéfice des indemnités de perte d'emploi en 2025. Où en sommes-nous par rapport à ce calendrier ?

Le non-respect du calendrier

Le rapport de la Cour des Comptes nous apporte une réponse cinglante qui s'éloigne du discours lénifiant du gouvernement.

D'abord, le calendrier tracé n'est pas respecté en ce sens que deux volets de la généralisation de la protection sociale sont encore au niveau de l'étude à savoir la généralisation de l'affiliation aux régimes de retraite et la généralisation du bénéfice des indemnités de perte d'emploi.



Par
**Abdeslam
Seddiki.**

Sur les deux premiers volets, on est loin de la perfection et des problèmes de fond subsistent encore. Au niveau de la généralisation de l'AMO, un certain nombre de dysfonctionnements sont à relever.

Tout d'abord, on relève un gap entre le nombre d'affiliés à l'AMO et le nombre de bénéficiaires effectifs. Ainsi, le nombre d'affiliés est passé de 26, 24 millions en 2022 à près de 30 millions en 2024, soit une augmentation de 19%.

En termes relatifs, ce nombre représente respectivement 73% et 84% de la population totale.

Par conséquent, 13% de la population sont en dehors du système ! En revanche, les bénéficiaires réels de l'AMO, ceux ayant des droits ouverts, ne dépassent pas 25,6 millions, soit à peine 70 % de la population totale excluant ainsi 30% de l'AMO !!

La généralisation de l'AMO relève encore d'un vœu pieux. Pour expliquer ce retard, la Cour des Comptes avance deux facteurs fondamentaux qu'on peut inscrire dans la liste des dysfonctionnements.

Les organismes assureurs, CNSS et CNOPS, rencontrent des difficultés de recouvrement : à peine 84,5% pour les salariés et 46% pour les non-salariés.

D'ailleurs, le nombre d'inscrits dans cette dernière catégorie, AMO TNS (travailleurs non-salariés) ne dépasse pas 3,5 millions pour une population cible de 11 millions.

Un certain nombre de TNS émigrent vers AMO Tadamoune. Ainsi, cette catégorie compte 14,47 millions de personnes, sur une population cible de 11 millions. On peut considérer que 3,5 millions sont des « passagers clandestins » !

Vers une marchandisation de la santé.

Le deuxième élément qui constitue un obstacle à l'adhésion réside dans le « reste à payer » par l'assuré. Le montant à payer par le malade s'élève en moyenne à 34% des frais de soins.

Pour certaines maladies, il approche les 50%. A cet obstacle s'ajoute les délais longs pour obtenir une prise en charge. Autant de difficultés qui menacent la durabilité du système.

Et ce sont les hôpitaux publics qui en pâtissent le plus dans la mesure où 91% des dépenses de la santé vont au secteur privé. Ce taux grimpe à 97% dans le cas des dépenses des salariés dans le privé. Pour l'AMO tadamoune, ce taux est de 79%. Le système tel qu'il fonctionne n'est plus durable.

La Cour des Comptes a tiré justement la sonnette d'alarme : alors que les dépenses augmentent en flèche, les recettes évoluent au ralenti.

Pour ce qui est de l'aide sociale directe, les charges ont atteint en 2024 un montant d'environ 24,89 milliards DH dont, 9,13 milliards DH pour 1,44 millions de familles bénéficiaires des Allocations forfaitaires (2,18 millions de personnes) et 15,04 milliards DH au profit de 2,24 millions de familles (5,52 millions de personnes) bénéficiant des Aides relatives à la protection contre les risques liés à l'enfance, 45 millions DH pour 32.886 familles (120.471 nouveau nés) au titre des Allocations de naissance et 670 millions DH à 1,78 millions de familles bénéficiaires (3,1 millions de personnes) au titre de l'Aide supplémentaire pour la rentrée scolaire.

A signaler que le montant global de l'aide sociale directe, au titre de l'année 2025, a atteint 12,78 milliards DH à fin juin 2025. Ce système ne manquera pas, à son tour, de poser des questions de gouvernance et de durabilité.

Substituer le revenu à l'aide.

La Cour des comptes tire la conclusion suivante :

« malgré les avancées notables enregistrées, la réforme de la protection sociale fait face à plusieurs défis. Ils sont particulièrement liés au développement du système de ciblage, à la maîtrise des effectifs des catégories prises en charge par l'Etat, à l'atteinte de l'ensemble des populations cibles, à la diversification des sources de financement en vue d'alléger la pression sur le budget de l'Etat, au développement et à la mise à niveau des établissements de soins publics et à la lutte contre la vulnérabilité à travers la substitution de l'aide par le revenu. »

Compte tenu de ces défis, la Cour des comptes a recommandé au Chef du Gouvernement, d'activer l'ensemble des instances intervenant dans la gestion du système de protection sociale, d'actualiser et d'évaluer le système et les mécanismes de ciblage en vigueur, et de mettre en place des évaluations périodiques concernant l'efficacité des différentes composantes de la protection sociale.

Elle a recommandé, également, de mobiliser et de diversifier des sources de financement durables pour les composantes de la protection sociale, le développement et la mise à niveau des établissements de soins de santé publics, et d'assurer la coordination entre la politique de la protection sociale et les autres politiques économiques et sociales.



Une conclusion politique s'impose : le gouvernement actuel a failli à ses engagements sur un chantier royal stratégique pour l'amélioration des conditions de vie de notre peuple. Il doit rendre des comptes et présenter ses excuses de nous avoir bercé d'illusions pour ne pas dire de mensonges !

CAN 2025, GRANDEUR ET DÉCADENCE DE L'AFRIQUE

Experts invités

Ce qui était sensé être une grande messe de l'Afrique a finalement tourné au cauchemar. Au-delà du résultat sportif, cette édition fut attendue sur les aspects d'organisations et d'infrastructures. Un challenge réussi mais avec des égratignures qui ont entaché le tableau final.

Tout au long d'un mois, vingt-quatre sélections africaines, et derrière eux des milliers de supporters et de journalistes, étaient au rendez-vous du plus important événement sportif du continent. Une CAN suivie de par le monde et un test grandeur nature sur les capacités organisationnelles de tout un continent.

La compétition a été organisée sur neuf stades dans six villes, et un stade d'entraînement pour chaque équipe participante ; une première en Afrique, avec une qualité irréprochable des infrastructures sportives.

Par ailleurs, fort de son standing de première destination touristique en Afrique, le Maroc dispose des hôtels de classe mondiale, c'est ainsi que les délégations participantes ont toutes bénéficié d'un hôtel réservé pour usage exclusif, sans parler d'autoroutes et de TGV de rang mondial.

Restait à savoir si l'affluence allait suivre. A ce niveau, la proximité à l'Europe et la disposition d'une dizaine d'aéroports a permis à la diaspora africaine en Europe de faire le déplacement au Maroc dans les meilleures conditions.

Résultat : record battu d'affluence à 1,2 millions de spectateurs.

Cet ensemble, et de l'avis de la presse africaine et mondiale, a mis cette compétition aux standards d'une coupe du monde, ce qui est en soi une fierté africaine. Sur le plan financier, la CAF a réalisé un jackpot en multipliant ses recettes par deux, par rapport à la CAN 2023 à la Côte d'Ivoire, à 200 millions de dollars.

Le nombre de sponsors officiels est passé de 16 à 23 et les broadcasters de 67 à 111. En d'autres termes cette édition a pris une dimension financière sans précédent.

Fête gâchée

Si sur le plan organisationnel il y a eu une quasi-unanimité sur la qualité du produit, mais cette édition a curieusement été la cible de dénigrement avant même de démarrer.



Par
**Samir
CHAOUKI**

D'aucuns avaient développé la théorie de complot qui consistait que cette CAN 2025 serait remportée par le pays organisateur sans présenter la moindre preuve. Malheureusement, au fil des matchs, la moindre inattention des arbitres fut interprétée comme un complot contre telle ou telle équipe.

Une mauvaise foi affichée. Les choses allaient prendre de l'ampleur dès qu'on a atteint les phases éliminatoires.

Cette bulle a créé une certaine tension perceptible dans les conférences de presse des sélectionneurs qui sont devenues pour certains des tribunes de pression sur les arbitres avec des allégations sans retenues ni preuves à l'appui.

La CAF a pêché à ce niveau en feignant de voir ailleurs au lieu de protéger ses arbitres. Elle n'a même pas réagi quand elle a été directement pointée du doigt par certaines délégations, éliminées sur le terrain, en manque de fair-play.

Tout cela a pesé sur l'ambiance générale de la grande finale qui a été brouillée par des déclarations incendiaires de la part du sélectionneur sénégalais qui, soudainement, n'appréciait plus ni les conditions d'hébergement, ni le niveau de sécurité déployée, ni l'aire d'entraînement ...etc.

Tout cela pimenté d'allégations à connotation politique à peine voilée, pour arriver enfin au jour J avec une directive : gagner ou mettre la fête sens dessus dessous !

La suite le monde entier l'a suivie avec stupéfaction : retrait de l'équipe nationale sénégalaise et au même moment des scènes de violence graves perpétrées par des supporters sénégalais.

Dès lors, il n'y avait plus de football.

Leçons pour l'histoire

Devant ce chaos, l'Afrique a hélas démontré pourquoi son instance dirigeante, la CAF, est la seule institution continentale au monde à être mise sous tutelle de la FIFA.

Les africains ont raté une occasion pour montrer au monde entier que notre continent est désormais apte à organiser les manifestations sportives internationales les plus prestigieuses.

On s'est tiré plusieurs balles aux pieds pour de petits calculs politiques téléguidés sur lesquels d'aucuns ont malheureusement tombé les deux pieds joints. D'ailleurs, cela n'a pas pris plus de trois jours que le président de la fédération espagnole est sorti pour déverser son venin sur le continent africain.

Il n'y va pas par quatre chemins en annonçant unilatéralement que vu les incidents qui ont émaillé la finale de la CAN 2025, ce sera en Espagne où se jouera la finale de la coupe du monde 2030 !

Pourtant, une décision du ressort exclusif de la FIFA ! Un désaveu à la CAF et à tout un continent.

D'ailleurs l'ancien entraîneur Arsène Wenger, aujourd'hui conseiller à la FIFA avait laissé glisser une phrase lourde de sens : « l'organisation de la CAF 2025 n'a rien à envier à la dernière coupe du monde Qatar 2022, mais j'ignore pourquoi les africains tiennent à se tirer vers le bas » ! Quant au Maroc, il n'est un secret pour personne que le football, un levier de soft power, fait l'objet d'un projet à moyen et long terme, dont la CAN n'est qu'une seule pièce d'un grand puzzle.

Un projet qui commence déjà à donner ses fruits : champion du monde U20 il y a 3 mois. Champion coupe arabe 2025. Champion CHAN 2025. Médaille de bronze olympique 2024. Sans parler des CANs en catégories inférieures et l'émergence du football féminin.



D'ailleurs, ce soir, l'équipe marocaine féminine AS FAR affrontera à Londres Arsenal en demi-finale de la coupe du monde des clubs, représentant le continent africain !

QUAND LE CIEL ÉCRIVAIT L'HISTOIRE DU MAROC

Quartier libre

Bien avant que le Maroc ne porte ce nom, bien avant que les dynasties ne dressent leurs capitales et ne gravent leurs filiations dans la pierre, le territoire vivait déjà sous une autorité plus ancienne que toutes les autres : celle du ciel. Le climat, les intempéries, la terre qui tremble, les fléaux venus du vent ou des insectes ont, siècle après siècle, rythmé la vie des hommes, façonné les économies, déplacé les populations et souvent décidé du sort des pouvoirs.

L'histoire du Maroc est inséparable de cette longue confrontation entre les sociétés et une nature instable, parfois généreuse, souvent impitoyable.

À l'époque des royaumes numides, entre le III^e et le I^{er} siècle avant notre ère, les auteurs antiques décrivent un Maghreb occidental plus verdoyant qu'aujourd'hui, notamment dans ses plaines du Nord et ses zones de piémont.

Rachid Boufous

Cette relative abondance n'exclut ni les sécheresses ni les crises : elle impose au contraire une organisation rigoureuse de la vie pastorale et agricole.

Les Numides structurent leurs territoires selon les saisons, pratiquent la transhumance en fonction des pluies, stockent les céréales dans des greniers collectifs fortifiés pour faire face aux années maigres.

Déjà, la famine est redoutée comme un facteur de désordre politique, et la maîtrise du calendrier agricole est une condition de la stabilité des royaumes.

Avec l'intégration de la Maurétanie tingitane dans l'orbite romaine à partir du I^{er} siècle avant notre ère, le rapport au climat change de nature. Rome apporte une réponse technique et urbaine aux aléas naturels.

À Volubilis, Banasa, Sala ou Lixus, les aqueducs captent des sources parfois lointaines, les bassins régulent les crues, les égouts maçonnés évacuent les pluies violentes, et les rues sont conçues pour éviter l'accumulation des eaux.

Les II^e et III^e siècles de notre ère correspondent à une phase de prospérité agricole, soutenue par une ingénierie hydraulique remarquable et par un climat relativement clément. Mais cette prospérité est fragile.



Par **Rachid Boufous**

À partir du III^e siècle, une variabilité climatique accrue, conjuguée aux crises de l'Empire, entraîne l'abandon progressif des infrastructures. Les villes déclinent, l'agriculture se contracte, et les populations se replient vers des formes d'occupation plus dispersées, plus prudentes face à l'incertitude du ciel.

Après plusieurs siècles de recomposition, l'arrivée des Idrissides à la fin du VIII^e siècle inscrit le Maroc islamique naissant dans une nouvelle relation à l'eau. La fondation de Fès en 789, puis son essor sous Idriss II au début du IX^e siècle, reposent sur l'oued Fès et sur un réseau de canaux qui irriguent jardins, moulins et ateliers. La ville devient un centre politique et religieux, mais aussi un espace où l'eau est régulée, partagée, protégée.

Les chroniques médiévales évoquent cependant des périodes de disette dès le IX^e siècle, liées à des sécheresses prolongées ou à des pluies insuffisantes. Ces crises provoquent des tensions sociales, des migrations internes et rappellent que l'équilibre urbain reste suspendu aux caprices du climat.

Les Almoravides, au XI^e siècle, apportent avec eux une connaissance aiguë des milieux arides. Issus des marges sahariennes, ils savent que le pouvoir ne survit pas sans une maîtrise rigoureuse de l'eau.

Les Alaouites, à partir du milieu du XVII^e siècle, tirent les leçons de ce traumatisme.

Moulay Ismaïl, régnant de 1672 à 1727, fonde à Meknès un système étatique reposant sur l'anticipation des crises : greniers monumentaux, bassins d'eau, contrôle strict des routes d'approvisionnement.

Le stockage devient une politique publique. Au XVIII^e siècle, sous Sidi Mohammed ben Abdallah, la fondation d'Essaouira en 1765 et l'ouverture commerciale servent aussi de réponse aux crises alimentaires. En 1777, face à une pénurie de céréales, le sultan autorise l'importation de blé, faisant du commerce international un outil de gestion des famines.

Le XIX^e siècle est marqué par une succession de sécheresses et de fléaux. Les années 1867-1869 connaissent une grave crise agricole, suivie en 1878 d'une invasion massive de criquets qui ravage les cultures, combinée à une nouvelle sécheresse.

Sous Mohammed IV puis Hassan I, l'État lutte pour maintenir un équilibre précaire entre fiscalité et survie des campagnes.

La famine devient un facteur politique central, affaiblissant le royaume face aux pressions européennes et aux bouleversements économiques.

Le XX^e siècle, malgré la modernisation et la construction de grands barrages, n'échappe pas à cette histoire longue.

Les sécheresses de 1945, de 1981-1985 et de 1999-2002 marquent profondément l'agriculture et accélèrent l'exode rural. Les séismes, comme celui d'Agadir en 1960, rappellent brutalement la vulnérabilité du territoire.

Le début du XXI^e siècle voit s'installer une nouvelle réalité climatique : une succession d'années exceptionnellement chaudes et sèches, culminant en 2020 et 2023 avec des records de température et des déficits pluviométriques généralisés. Le climat marocain ne se contente plus de varier ; il bascule vers un régime plus chaud, plus aride et plus extrême.

De l'époque numide à aujourd'hui, une constante s'impose avec une force presque cruelle : au Maroc, le pouvoir a toujours été jugé à sa capacité à protéger la société lorsque le ciel se dérobe, lorsque la terre tremble, lorsque les fléaux s'abattent. Les royaumes se sont élevés dans l'abondance relative et ont vacillé dans la pénurie. Le climat a précédé les dynasties, les a mises à l'épreuve et leur survivra.

L'oublier, c'est ignorer la leçon la plus ancienne et la plus sévère de notre histoire.



FATIMA BENSLIMANE HASSAR OU LA RÉFÉRENCE

Quartier libre

Il est des femmes, que le Maroc a connues – dans son histoire ancienne et récente – qui ont forgé et forcé le destin . Fatima Benslimane Hassar, qui vient de nous quitter à l'âge merveilleux de 97 ans , est parmi celles – ci .

Très jeune, elle s'investit dans la chose publique, alors que le Maroc subit, depuis le 30 mars 1912, une spoliation totale de sa liberté. Au milieu de cette occupation en bonne et due forme, Fatima s'investit dans un travail de fond et de longue haleine, entamé auparavant par d'autres pionnières – dont Malika el Fassi, seule femme signataire du manifeste du 11 janvier 1944 –, par lequel le parti de l'Istiqlal revendique l'indépendance du Maroc.

Cela consistait à tisser la trame de la divulgation de la prise de conscience, en vue d'initier à tous : que le pays a subi la défaite militaire, et pis encore, la défaite morale de se voir occupé et se devant d'être libre, donc debout. Une des tâches essentielles parmi les prioritaires, était alors de pousser à s'embarquer dans l'enseignement, le parti ayant fait propager les écoles à grande échelle, malgré les réticences de la résidence générale française, qui clamait haut et fort que le nombre d'école était suffisant. Pour cela, Fatima avec d'autres, s'investit, dans l'émancipation des femmes (lutte contre l'analphabétisme), et principalement dans cette mission pour persuader et faciliter d'intégrer l'école, pour les jeunes filles également, point d'orgue de l'organisation du Maroc postindépendance.

En 1956, le père de la nation Mohamed V, reçoit, parmi les nombreux corps constitués, Fatima avec Najat Mrabet, Latifa Benabderazik, Cherifa Alaoui, et lui pose sur la tête le chapeau de la famille et des affaires sociales.

Forte de cet attribut, qu'elle décrira comme une lourde responsabilité, plus rien n'arrêtera sa flamme pour venir en aide à l'enfance et à la famille.

Elle a su et pu créer des passerelles et synergies entre les instances du Croissant rouge, de l'Entraide nationale, de la Ligue pour la protection de l'enfance et de la prévention sanitaire, de l'Union des femmes du Maroc,



Par
Adel Ghallab

de SOS Villages d'enfants (pour orphelins et délaissés) de Spécial Olympiques (championnat sportif dédié aux handicapés) et , enfin , de la Fondation Mohamed V que le défunt Roi Hassan II la chargea des zones reculées et rurales qu'elle a bien connues au début de son parcours .

Bien qu'accumulant nombres de titres de responsabilités au sein de ces instances, l'on retenait qu'un seul : Lalla Fatima, une cheville ouvrière traçant son chemin avec endurance et espoir constant pour relever les défis quelle appelait tremplin...à franchir.

Le leitmotiv du développement humain et social probant étant présent à tous les esprits poussant, en continu, à une émulation. Son humilité écrasante et désarmante lui donnait une aura, et son sens du devoir envers les nécessiteux d'attentions lui ouvrait davantage de portes.

De par sa participation aux travaux de l'UNICEF, Fatima a su partager l'expérience du Maroc dans le domaine de l'enfance et du droit de l'enfant (contre toute sorte d'abus) , et faire profiter nos instances de ce savoir –faire, lui même fruit de tous les apports des Etats –membres . Forte de son expérience internationale dans son domaine, l'ONU l'a choisie, parmi un cercle réduit de femmes dans le monde, pour dédier une réflexion, en électron libre, sur le devenir de la femme.

رمضان كريم
By Ladj

LÂCHEZ

la télécommande,

connectez-vous au réel

LA VRAIE RÉVOLUTION EST SUR VOTRE ÉCRAN

@lodjmaroc



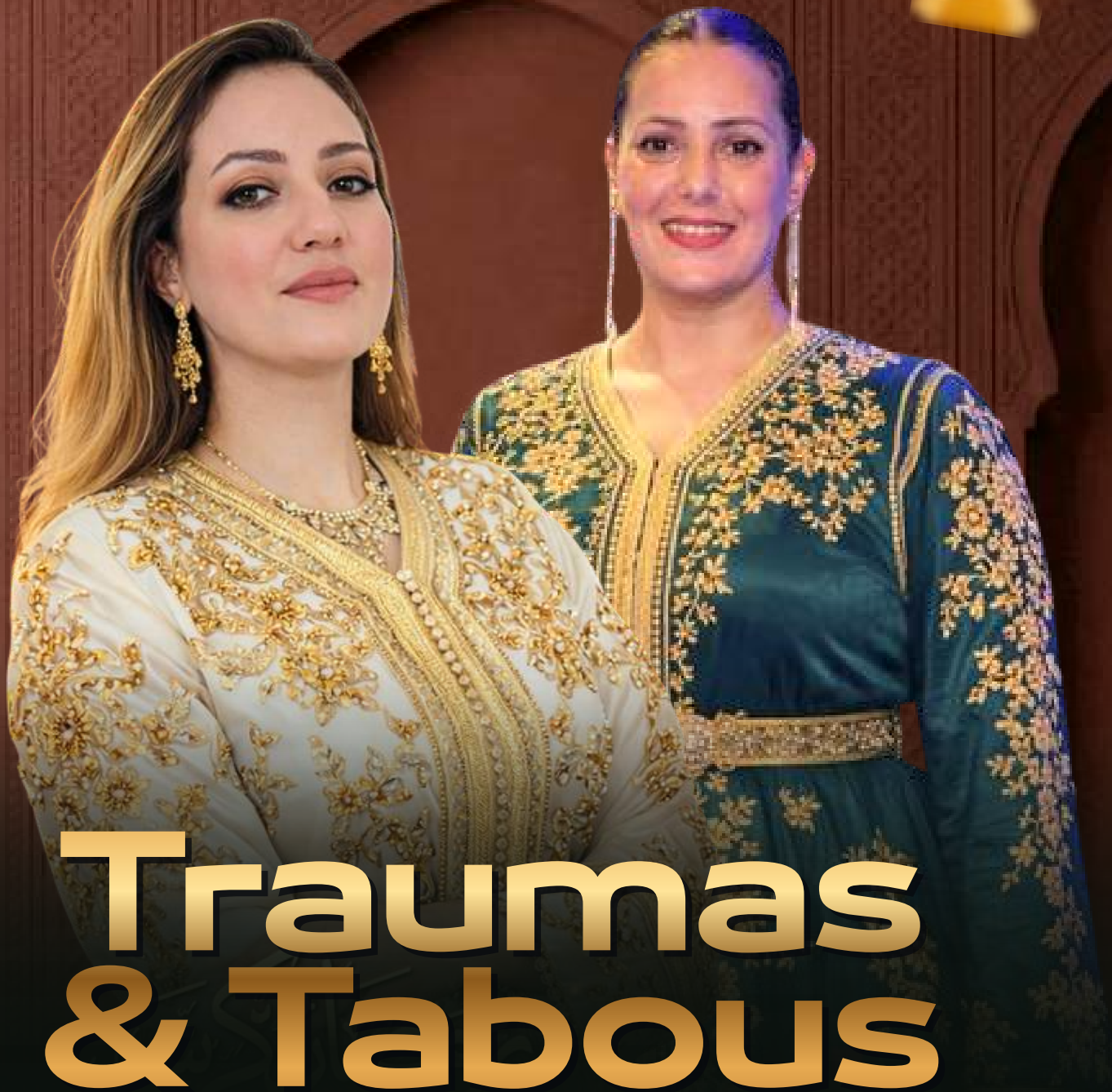
Au sein de l'association Marocaine de soutien à la lutte Palestinienne créée en 1968 et animée par toutes les forces politiques, syndicales et les divers courants de pensée, Fatima y a joué un rôle médian pour des actions concrètes, d'ailleurs, souvent constituant un socle au niveau national et, également, relayées à l'international.

Durant tout son parcours au parti de l'Istiqlal, elle était à l'avant garde de toutes les responsabilités assumées : cellule, conseil national, comité central et comité exécutif.

Lalla Fatima restera parmi nous. Son œuvre demeurera un exemple pour tous les généreux de cœur et épris de faire partager la prise de conscience, la vertu, l'esprit éclairé, la solidarité, lesquels dénommés serviteurs de la communauté. Eu égard à la déterminante période de l'occupation du Maroc, reste à dire, corollairement, que : à circonstances exceptionnelles, femmes et hommes exceptionnels. La flamme au diapason devant être maintenue vive et flamboyante. Aussitôt, après son retour, Mohamed V l'a clamé haut et fort : nous sommes passés de la lutte mineure à la lutte fermamente .



رمضان كريم
By Lody



Traumas & Tabous

Parler vrai pour guérir mieux.

Ici, on ouvre les dossiers que les autres ferment

@lodjmaroc



SAHARA MAROCAIN : LE SOUTIEN EUROPÉEN AU PLAN D'AUTONOMIE CONSACRE LE TOURNANT DU RÉALISME POLITIQUE, SELON BRAHIM OULED ERRACHID

L'Union européenne a officiellement acté une évolution majeure de sa position concernant le dossier du Sahara marocain, en considérant le plan d'autonomie proposé par le Royaume comme la base la plus réaliste pour parvenir à un règlement définitif du différend régional.

Réunis à Bruxelles à l'occasion de la 15^e session du Conseil d'association Maroc-UE, les représentants des deux parties ont adopté un communiqué conjoint marquant une nouvelle étape dans l'approche européenne.

Le document souligne qu'« une autonomie véritable pourrait représenter l'une des solutions les plus réalisables », dans le cadre des efforts menés sous l'égide des Nations Unies pour parvenir à une solution politique durable et mutuellement acceptable.

Signé par le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, et la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, le texte appelle l'ensemble des parties à participer aux discussions sans conditions préalables, en se fondant sur l'initiative marocaine.

Cette prise de position commune revêt une portée particulière. Si plusieurs États membres avaient déjà exprimé individuellement leur soutien à l'initiative du Royaume, il s'agit de la première convergence formalisée à l'échelle des vingt-sept, traduisant un consensus croissant autour d'une approche pragmatique du dossier.

L'Union européenne a également salué la disposition du Maroc à préciser les contours d'une autonomie dans le cadre de sa souveraineté, reconnaissant ainsi le caractère structurant de cette initiative, désormais perçue comme un cadre crédible de négociation.

Ce positionnement s'inscrit dans une dynamique diplomatique plus large, portée par la stratégie internationale du Maroc qui place la question du Sahara marocain au cœur de ses priorités. Il reflète aussi la volonté européenne de favoriser la stabilité régionale dans un contexte géopolitique marqué par de multiples défis sécuritaires et économiques.



Par
Brahim Ould Errachid

Un tournant vers le réalisme politique

Brahim Ould Errachid, jeune Sahraoui issu des provinces du Sud du Royaume et membre de la Commission des affaires étrangères du Parti de l'Istiqlal, analyse le positionnement européen comme « un moment de réalisme politique » susceptible de redéfinir les équilibres diplomatiques autour du Sahara marocain.

Selon lui, le renforcement des relations entre le Maroc et l'Union européenne marque un point d'inflexion dans la configuration stratégique de l'espace euro-méditerranéen. Au-delà des avancées en matière de coopération économique, migratoire et sécuritaire, l'expression d'un soutien collectif des Vingt-Sept traduit une évolution profonde dans la gestion d'un conflit resté longtemps figé.

Pour Brahim Ould Errachid, ce geste dépasse le symbole : il témoigne d'une préférence croissante pour des solutions pragmatiques, fondées sur la stabilité et la faisabilité politique. L'initiative marocaine d'autonomie offrirait, dans cette perspective, un cadre moderne conciliant souveraineté nationale, gouvernance territoriale avancée et participation démocratique.

L'analyste souligne également que ce soutien européen s'inscrit dans une logique stratégique plus large. Le Maroc s'est progressivement affirmé comme un acteur régional incontournable, partenaire fiable dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, de la gestion migratoire, de la transition énergétique et de la stabilité du Sahel.

Il insiste notamment sur l'importance de ce partenariat pour l'Europe, et en particulier pour l'Espagne, pour laquelle le Maroc constitue un allié stratégique.

La densité de la coopération bilatérale dans des secteurs clés — sécurité, commerce, énergie ou connectivité — illustre, selon lui, l'interdépendance croissante entre les deux rives de la Méditerranée.

Des transformations visibles sur le terrain

Brahim Ould Errachid met par ailleurs en avant les mutations profondes qu'ont connues les provinces du Sud, évoquant les investissements réalisés dans les infrastructures, les énergies renouvelables, les ports, l'éducation et les services publics.

Ces avancées démontreraient, selon lui, qu'une solution fondée sur l'autonomie peut générer des bénéfices tangibles pour les populations locales tout en contribuant à la consolidation de la paix.

Pour l'observateur sahraoui, le virage européen traduit aussi une prise de conscience : les approches maximalistes n'ont pas permis de dégager une issue viable après des décennies de blocage.

La communauté internationale tendrait désormais à converger vers une solution réaliste, crédible et durable, capable de libérer le potentiel économique du Maghreb.

Un signal géopolitique fort

D'un point de vue géopolitique, la position commune des vingt-sept renforce l'axe Rabat-Bruxelles à un moment où l'Europe cherche à consolider ses partenariats dans son voisinage méridional.

Elle envoie également un message clair en faveur du développement, de la coopération et de la stabilité régionale.

En définitive, le soutien conjoint de l'Union européenne au plan d'autonomie marocain apparaît comme un jalon diplomatique majeur.

Plus qu'un simple positionnement politique, il illustre une orientation stratégique vers le réalisme et la recherche de solutions durables, confirmant le rôle central du Maroc dans les équilibres régionaux et dans la construction d'un avenir partagé entre l'Europe et l'Afrique.



PENSER POLITIQUEMENT LE MAROC : POUR UNE MODERNITÉ MAROCAINE SYSTÉMIQUE

Dans cette chronique dense, Adnan Debbarh propose un déplacement salutaire du regard sur le Maroc contemporain. Loin du commentaire à chaud, des chiffres isolés ou des indignations éphémères, il appelle à « penser politiquement » le pays, c'est-à-dire à interroger les fondations silencieuses qui structurent l'État, la société et le rapport au futur.

Une invitation à sortir de la dispersion pour redonner sens, cohérence et courage au projet collectif.

Chronique d'étape (1)

1. Pourquoi il faut désormais "penser politiquement" le Maroc et pourquoi cela n'allait pas de soi ?

Le débat public marocain vit sous un régime de la dispersion.

Il est saturé de diagnostics techniques, de chiffres brandis comme des armes, d'indignations morales éphémères.

On discute la réforme de l'école, la courbe du chômage, le dernier scandale, rarement l'architecture silencieuse qui donne, ou ne donne pas, sens à ces fragments.

L'État, la société, l'histoire, la projection vers l'avenir sont traités en vases clos, comme si la logique du pouvoir, la perception de la justice, le poids des mémoires et l'efficacité administrative n'avaient aucun lien entre eux.

Prenons la régionalisation avancée. Sur le papier, une révolution administrative. Dans les faits, une source de tensions et d'inerties. Pourquoi ? Parce qu'elle fut pensée et présentée comme un transfert de compétences, jamais comme un changement de grammaire politique.

On a déplacé des lignes sur un organigramme, sans refonder le pacte entre le centre et ses périphéries, entre l'État et ses citoyens. Sans cette refondation, la meilleure des réformes se heurte au mur de la défiance.

Le résultat est là, tangible : une accumulation d'actions sans cohérence lisible, un sentiment diffus que "quelque chose ne tient pas". Penser politiquement, ce n'est pas faire de la politique.



Par
**Adnan
Debbarh**

C'est, précisément, faire ce que la politique a délaissé : interroger le lien qui unit, ou qui devrait unir, ces actions éparses. C'est passer du comment faire au pourquoi faire, et du quoi faire au pour qui et avec qui.

C'est réintroduire la question du sens dans un débat public hypnotisé par la gestion.

Cette chronique est née d'une intuition simple, presque gênante par son évidence : malgré les efforts, les stratégies, les milliards investis, le Maroc peine à convertir ses atouts en dynamique collective.

Les blocages ne sont pas techniques ; ils sont structurels. Ils tiennent à la façon dont nous évitons de penser les fondations mêmes de notre vie commune.

Au fil des textes, l'évidence s'est muée en nécessité : on ne peut plus se contenter de commenter l'actualité. Il faut creuser jusqu'aux logiques profondes qui expliquent pourquoi certaines réformes avortent, pourquoi certains débats tournent en rond. Ce n'est pas un choix idéologique. C'est une contrainte intellectuelle.

Pour comprendre le Maroc d'aujourd'hui et imaginer celui de demain, il faut accepter de poser les questions qui dérangent : celles du pouvoir, de la légitimité, de la mémoire partagée et du courage collectif.

1. De la chronique à la méthode : l'émergence d'une approche systémique, sans manifeste, sans école proclamée

Le Maroc n'est pas une table rase. Il est un État ancien porteur d'un récit national complexe, où le sacré, le politique et le social se mêlent.

Pour sortir de la dispersion, une méthode s'est imposée. Elle repose sur un postulat simple : le Maroc ne se comprend qu'à travers trois strates indissociables, qui s'éclairent et se conditionnent mutuellement.

La première est la conscience historique et symbolique.

Le Maroc n'est pas une table rase. Il est un État ancien porteur d'un récit national complexe, où le sacré, le politique et le social se mêlent. Ignorer cette strate, c'est condamner toute réforme à la superficialité.

La question linguistique, par exemple, n'est pas un débat pédagogique ; c'est une interrogation sur ce que signifie "être marocain" au XXI^e siècle.

La seconde est celle des failles institutionnelles et sociales.

Une gouvernance opaque, une fiscalité perçue comme injuste, une justice méfiante, des corps intermédiaires affaiblis : ces problèmes ne sont pas des détails. Ce sont les symptômes d'un déficit de confiance qui corrode le lien national.

Réformer l'administration sans s'attaquer à ces failles, c'est repeindre la façade d'une maison aux fondations fissurées.

La troisième strate est la projection stratégique et politique.

Une modernité digne de ce nom ne se décrète pas ; elle se construit par la capacité à se fixer des objectifs communs et à y consacrer ses énergies. Or, cette projection fait cruellement défaut.

Nous naviguons à vue, ballotés entre l'héritage et l'urgence, sans boussole claire.

Ces trois strates agissent simultanément. On ne peut parler de justice sociale (strate 2) sans interroger le récit qui la fonde (strate 1), ni les institutions qui la portent (strate 3). Pour saisir cette interaction, il a fallu adopter une méthode particulière : l'archéologie du présent.

Il ne s'agit pas de nostalgie, mais de mise à nu.

Pourquoi cette approche ? Parce que le Maroc est un pays où les sédimentations du temps structurent le présent. Prenez la fiscalité. La méfiance tenace envers l'impôt ne date pas d'hier ; elle plonge ses racines dans une histoire où le Makhzen fut souvent perçu comme un preneur, non comme un redistributeur.

Comprendre cette méfiance, ce n'est pas l'excuser ; c'est éclairer les conditions de son dépassement.

Cette archéologie se tient à distance égale du culturalisme figé, qui fige l'identité ; de la technocratie hors-sol, qui croit aux modèles universels et de l'idéologie importée, qui plaque des grilles de lecture étrangères sur une réalité qu'elle refuse de voir.

1. Les trois piliers normatifs d'une modernité marocaine systémique, ni copiée, ni refusée. De cette méthode émergent trois piliers normatifs. Ils ne sont pas des solutions, mais des critères pour évaluer et orienter l'action.



L'équité comme boussole de justice.

L'équité n'est pas un slogan social. C'est le principe de légitimité d'un État moderne. Le problème marocain n'est pas le niveau de prélèvement, mais son arbitraire perçu.

Une fiscalité équitable est une fiscalité lisible, qui explique pourquoi elle prélève, comment elle redistribue et qui décide.

Prenons les subventions : leur réforme échoue si elle est perçue comme un retrait de l'État pour les plus modestes, alors que les avantages opaques des plus aisés demeurent. L'équité est ce qui transforme un État perçu comme bureaucratique en garant d'un pacte.

- La reconnaissance comme condition de cohésion.

Le génie historique du Maroc a été d'intégrer sans toujours reconnaître. Langues, régions, mémoires : tout coexiste, mais peu est pleinement nommé comme constitutive du "nous" national.

Pourtant, comme l'a montré Charles Taylor, la reconnaissance n'est pas une faveur faite aux minorités ; c'est le ciment d'une société apaisée. La reconnaissance constitutionnelle de l'amazighité en 2011 fut un acte politique majeur.

Son application laborieuse la réduit trop souvent à un problème logistique, vidant l'acte de son sens : affirmer une identité plurielle et assumée. Une modernité qui reconnaît ne divise pas ; elle rend la cohabitation habitable.

- La parole et la procédure comme sources de légitimité.

Le déficit marocain n'est pas d'abord électoral ; il est dialogique. Les institutions qui devraient médier les conflits et façonner l'intérêt général : partis, syndicats, médias sont affaiblies.

L'espace public est soit confisqué, soit folklorisé. Or, la légitimité, comme le rappelle Jürgen Habermas, naît aussi de la clarté des règles et de la qualité de l'échange.

Les consultations publiques pour le nouveau modèle de développement en sont l'illustration : leur crédibilité ne tenait pas à leur existence, mais à la transparence de leur processus et à leur impact visible sur les décisions.

Sans cela, elles ne sont pas des moments de délibération, mais des exercices de sollicitation sans suite.

1. Ce que cette approche n'est pas

Il est crucial de préciser les limites, pour éviter les malentendus.

Ceci n'est pas un projet partisan.

Aucune idéologie clé en main : libéralisme, socialisme, islamisme, n'est défendue ici. Le refus est précisément celui des réponses toutes faites, qui méprisent la complexité du réel.

Cette chronique ne dit pas «voici la solution». Elle dit : voici comment «penser le problème».

Ceci n'est pas un rejet de l'État. L'État marocain n'est ni un ennemi à abattre, ni un fétiche à vénérer. Il est un héritage historique, une architecture perfectible, un acteur central mais non unique.

Le critiquer, c'est lui accorder assez d'importance pour vouloir le perfectionner.

Ceci n'est pas un aboutissement. Des angles morts persistent. Le rôle des élites économiques, la temporalité concrète des réformes, l'énergie du politique organisé : autant de chantiers ouverts. Cette réflexion est une base, non un achèvement. Elle appelle à être complétée, contestée, enrichie.



1. Pourquoi cette chronique est une étape, et pourquoi elle devait être écrite maintenant

Cette chronique est un jalon, pas un manifeste. Elle ne clôt pas un chemin ; elle le rend visible.

Le Maroc a plus besoin de repères que de dogmes. Elle nomme une trajectoire intellectuelle pour éviter qu'elle ne se dissolve dans la dispersion des analyses ponctuelles.

La voix qui s'exprime ici, elle en est pleinement consciente, est encore minoritaire, mais elle devient identifiable.

Elle se distingue par son refus catégorique : refus du commentaire à chaud qui privilégie l'émotion à l'analyse ; refus du technicisme qui évacue la question du pouvoir ; refus du ressentiment qui stérilise la pensée. Elle tente, modestement, de réconcilier l'exigence de lucidité et la responsabilité politique.

En conclusion, une seule idée : penser politiquement le Maroc n'est plus un luxe d'intellectuel. C'est devenu la condition préalable de toute modernité authentique.

La question décisive n'est plus : "Avons-nous les moyens de cette modernité ?" nous les avons. La question est désormais : "Avons-nous le courage de la penser, et donc de la vouloir, jusqu'au bout ?"



Cette chronique n'est qu'une invitation. Sa valeur ne résidera pas dans son élégance, mais dans les débats qu'elle pourra susciter, les remises en cause qu'elle provoquera, les alternatives qu'elle fera émerger. À vous, gardiens des secrets et des non-dits, à vous qui connaissez les failles et préférez le silence, maintenant, d'en faire un outil ou de la laisser rejoindre le cimetière des bonnes intentions.

JOSEPH ET SES FRÈRES... DU PUIITS À LA CONSTRUCTION ET À LA CONTINUITÉ

Les grands récits ne vieillissent pas... Ils changent simplement de décor... L'histoire de Joseph et de ses frères, souvent lue comme une parabole morale ou spirituelle, peut aussi être comprise comme une lecture politique de la réussite lorsqu'elle devient visible, durable et difficilement contestable... Joseph n'est pas rejeté pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il révèle... la possibilité d'avancer sans attendre l'effondrement de l'autre...

Dans les relations contemporaines entre États, ce mécanisme reste intact... La réussite d'un acteur régional ne produit pas toujours l'émulation espérée... Elle peut, au contraire, engendrer une crispation, un récit hostile, voire une attente fébrile de la chute. La comparaison devient alors un problème politique à part entière...

Joseph, ou la patience comme méthode

Joseph ne proclame pas sa singularité... Il ne revendique ni exception ni miracle... Il avance... Il construit... Il organise... Sa tunique, interprétée par les autres comme un privilège, est d'abord le produit visible d'un ordre interne maîtrisé, d'un rapport discipliné au temps long...

Ce qui dérange ses frères n'est pas l'arrogance « Joseph n'en fait pas preuve » mais la constance... Dans toute dynamique régionale, la constance est plus déstabilisante que la rupture... Elle impose une comparaison durable, sans exutoire immédiat...

Face à cela, le soupçon devient un refuge... Les récits de favoritisme, de manœuvres cachées ou de complots permettent d'éviter une question plus coûteuse... pourquoi lui avance-t-il quand nous stagnons ?

Du puits au stade : la visibilité comme épreuve
La CAN 2025, organisée par le Maroc, s'inscrit dans cette trajectoire... Elle ne relève pas de l'événementiel spectaculaire, mais de la démonstration méthodique... Infrastructures fonctionnelles, logistique maîtrisée, sécurité assurée, temporalité respectée... rien d'exceptionnel en apparence, si ce n'est la répétition d'une normalité efficace...



Quartier libre

Par
**Mohammed
Yassir Mouline**

C'est précisément cette normalité qui devient insupportable... Elle invalide les récits de l'impossibilité structurelle, de l'échec inévitable, de la fatalité régionale... Elle rappelle que le blocage n'est ni culturel ni géographique, mais politique... Joseph, cette fois, n'est plus dans le puits... Il est sur le stade... Visible... Observé... Comparé... !!

La chute attendue, ou l'illusion de l'équilibre

Dans tout récit de ressentiment, la chute de l'autre est une nécessité symbolique... Elle permet de suspendre l'asymétrie, de rétablir provisoirement une égalité par le bas... Lorsque Joseph trébuche sportivement « car toute trajectoire comporte des discontinuités » l'événement est immédiatement surinterprété...

La défaite cesse d'être un fait de jeu... Elle devient une preuve... Une confirmation attendue... Une respiration psychologique... On ne célèbre pas tant la chute que la fin momentanée de la comparaison... Mais cette lecture confond deux temporalités... Le sport relève de l'instant... La construction nationale relève de la durée... Une élimination ne défait ni une infrastructure, ni une crédibilité, ni une trajectoire stratégique... Elle ne fait que rappeler que le succès durable ne se mesure pas à un score...

La continuité contre l'instant

Joseph ne répond pas au ressentiment... Il n'en fait pas un récit politique... Il ne transforme ni la chute en complexe, ni l'hostilité en identité... Il poursuit... C'est là que se joue l'essentiel... Au-delà de l'épisode sportif, l'enjeu réside dans la capacité à se projeter, à se dégager du bruit périphérique pour continuer à bâtir... Plus les contestations se font bruyantes, plus elles confirment, paradoxalement, la solidité du chemin emprunté...

Autour de Joseph, les alliances s'élargissent... Les cercles de paix se consolident... Les routes diplomatiques s'étendent vers des partenaires qui ne s'intéressent ni aux clameurs ni aux polémiques, mais à la fiabilité, à la stabilité et à la continuité... Joseph n'est plus seulement celui qui organise... Il devient celui avec qui l'on compte...

La construction comme réponse

La Coupe s'achève, comme s'achèvent toujours les saisons visibles... Le stade se vide... Les récits s'épuisent... Mais Joseph sait que l'essentiel commence après le dernier coup de sifflet... Le puits appartient au passé... Le stade appartient à l'instant... L'avenir, lui, se construit ailleurs... Joseph ne proclame pas la victoire... Il prépare la suite...

Et pendant que certains restent au bord du récit, occupés à guetter la chute qu'ils espéraient, Joseph, lui, ne répond pas... Il organise... Et pendant que les regards restent fixés sur le faux pas, il prépare déjà la saison suivante... Joseph avance, convaincu d'une chose simple... la continuité n'est pas une posture défensive, mais une stratégie... C'est elle, finalement, qui fait l'Histoire... Wa Salam ALa Youssef, Wa Salam Aleykoun wa Rahmatou Allah.



SANS LES EAUX MAROCAINES, QUEL AVENIR POUR GHAR DJEBILET À BÉCHAR ?

Room

Ressources hydriques Maroc-Algérie : comment l'oued Guir décide de l'avenir de Ghar Jbilet

Depuis début février, Alger célèbre l'inauguration d'une ligne ferroviaire reliant la mine de Gara Djebilet à Béchar. Un projet présenté comme stratégique. Mais derrière l'effervescence médiatique, une réalité incontournable reste en suspens : sans eau, comment exploiter l'un des plus grands gisements de fer au monde ? Et surtout, d'où viendra cette eau dans une région désertique où le Maroc contrôle désormais les sources ?

Coopération minière Maghreb brisée : pourquoi l'accord 1972 reste incontournable pour Ghar Jbilet

Retour en juin 1972. Feu SM Hassan II et Houari Boumédiène scellent à Rabat un accord de coopération sur Ghar Jbilet. Pas un simple traité de façade. Un engagement technique et stratégique. Les deux pays reconnaissent une évidence : l'exploitation de ce gisement gigantesque – 3,5 milliards de tonnes de réserves selon les estimations – ne peut se concevoir unilatéralement. Trop de contraintes. Trop de besoins en infrastructures. Trop d'obstacles naturels.

Cinquante-quatre ans plus tard, Alger relance seule l'exploitation. Sans concertation. Sans référence au traité de 1972. Rabat observe. Silencieux en apparence. Redoutablement stratégique en coulisses.

Mais comment comprendre cette décision algérienne sans interroger les défis colossaux qui se dressent devant le projet ? Car au-delà du minerai – réel, massif, indéniable – se pose une question technique élémentaire que peu osent formuler publiquement : où trouver l'eau nécessaire pour transformer ce fer en richesse exploitable ?



par **Adnane Benchakroun**

Un minerai exceptionnel... mais pas rentable tel quel

Oui, les chiffres donnent le vertige. Deuxième réserve mondiale de fer. Des milliards de tonnes enfouies sous les sables du sud-ouest algérien. Mais voilà : le minerai de Ghar Jbilet contient environ 0,8% de phosphore. Une teneur qui complique dramatiquement son traitement. En sidérurgie classique, on vise moins de 0,03%. Au-delà, le métal devient cassant, inutilisable pour la plupart des applications industrielles.

Résoudre ce problème technique nécessite des usines de traitement sophistiquées. Des procédés chimiques et physiques énergivores. Et surtout : des quantités phénoménales d'eau. Pour laver, séparer, concentrer, refroidir. L'eau n'est pas un simple accessoire. C'est le carburant invisible de toute exploitation minière rentable.

Or, Ghar Jbilet se situe en plein désert. Dans une zone où chaque goutte d'eau représente un défi logistique. Les nappes locales ? Insuffisantes, surexploitées, non renouvelables. Le dessalement depuis la côte méditerranéenne ? Prohibitif en termes de coûts et de distance – plus de 1 000 kilomètres séparent la mine d'Oran.

Reste une source naturelle : l'oued Guir. Ce fleuve qui prend naissance au Maroc avant de couler vers Béchar et d'alimenter le barrage algérien de Djorf Torba.

Mais depuis 2021, le Maroc a mis en service le barrage de Kaddoussa. Capacité : 220 millions de mètres cubes. Objectif officiel : sécuriser l'irrigation dans les provinces du sud marocain, particulièrement touchées par six années de sécheresse. Conséquence mécanique : les débits d'eau atteignant Béchar ont drastiquement diminué. Selon plusieurs sources algériennes, le barrage de Djorf Torba affiche des niveaux préoccupants depuis plusieurs mois.

La géographie ne ment jamais : qui contrôle la source ?

Voilà le cœur du problème. L'eau qui alimente Béchar – et qui devrait théoriquement permettre l'exploitation de Ghar Jbilet – provient majoritairement de bassins hydriques situés en amont. Au Maroc. Les pluies tombent sur le Haut Atlas oriental. Les rivières se forment dans les montagnes marocaines. Avant de traverser la frontière.

En construisant le barrage de Kaddoussa puis en priorisant ses propres besoins agricoles et urbains, Rabat exerce un contrôle de facto sur les flux hydriques transfrontaliers. Juridiquement, rien d'illégal. Le Maroc exploite ses ressources souveraines. Aucune convention internationale n'oblige un pays à garantir un débit minimal vers ses voisins lorsqu'il s'agit d'eaux internes.

Politiquement, c'est autre chose. En rompant l'accord de 1972 sur Ghar Jbilet, l'Algérie a peut-être sous-estimé la capacité de riposte marocaine. Une riposte sans escalade militaire. Sans déclarations enflammées. Juste une gestion souveraine de ses barrages. Froid. Rationnel. Imparable.

Résultat : Béchar manque d'eau. Les projets agricoles périssent. Les habitants s'inquiètent. Et le complexe sidérurgique prévu pour traiter le minerai de Ghar Jbilet se retrouve face à une équation insoluble : comment faire tourner des usines sans volumes d'eau suffisants ?

Une guerre économique plutôt que militaire

Pas de chars, pas de missiles. Le Maroc a choisi une autre voie comme d'habitude. Celle de la guerre des coûts. En asséchant – partiellement mais durablement – les flux d'eau vers Béchar, Rabat ne cherche pas à détruire le projet algérien. Il le rend simplement intenable économiquement.

Imaginez : pour compenser le manque d'eau naturelle, l'Algérie devra soit construire des usines de dessalement dans le désert (coût exorbitant, complexité technique immense), soit transporter l'eau depuis la côte par camions-citernes ou pipelines (coûts opérationnels délirants sur des centaines de kilomètres). Chaque mètre cube d'eau devient alors une charge supplémentaire. Une entaille dans la rentabilité du projet.

Les investisseurs internationaux – chinois, russes, européens – scrutent ces paramètres. Une mine rentable sur le papier peut devenir un gouffre financier si les coûts d'exploitation explosent. Or, dans le secteur minier, les marges se jouent souvent à quelques dollars la tonne. Quand l'eau devient hors de prix, tout le modèle économique s'effondre.

D'ailleurs, certains experts marocains cités par Le Monde en mars 2025 estiment que le projet Ghar Jbilet pourrait accuser des retards colossaux, voire ne jamais atteindre sa vitesse de croisière sans un accord de coopération hydrique avec le Maroc. Une prédiction qui semble se confirmer début 2026, alors que les annonces triomphales algériennes sur le lancement de l'exploitation restent vagues sur le calendrier réel de production.

Béchar, victime collatérale d'une stratégie régionale

Pendant ce temps, les habitants de Béchar et des oasis environnantes payent le prix de cette confrontation géopolitique. L'agriculture locale, déjà fragile, souffre. Les palmeraies rétrécissent. Les récoltes diminuent. Les jeunes partent chercher du travail ailleurs.

Certains militants écologistes algériens, comme Nadjiba Bendjedda citée dans plusieurs médias locaux début 2025, pointent du doigt la construction intensive de barrages au Maroc comme menace directe sur l'écosystème du bassin versant du Guir. Une accusation qui trouve écho dans l'opinion publique algérienne, mais qui peine à convaincre sur le plan juridique international.



Car le Maroc peut légitimement répondre : nous gérons nos ressources souveraines face à une sécheresse historique. Nos barrages affichent aujourd'hui un taux de remplissage de 61,3% en janvier 2026 – contre 27,6% un an plus tôt. Cette remontée spectaculaire n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte d'investissements massifs dans les infrastructures hydrauliques et d'une planification stratégique anticipant le stress hydrique régional.

Et puis, cette phrase qui tue toute polémique : « Vous avez rompu l'accord de 1972. Pourquoi devrions-nous garantir des ressources pour un projet lancé unilatéralement contre nos intérêts communs ? »

Alors, quel avenir pour Ghar Jbilet ?

Trois scénarios se dessinent. Le premier : l'Algérie parvient à mobiliser des investissements colossaux pour contourner le problème de l'eau (dessalement massif, transport depuis la côte). Coût prohibitif. Délais incertains. Rentabilité compromise.

Deuxième option : Alger rouvre les négociations avec Rabat. Retour à l'esprit de 1972. Coopération régionale mutuellement bénéfique. Exploitation conjointe ou du moins coordination hydrique et logistique. Politiquement délicat dans le contexte actuel de tensions bilatérales.

Troisième hypothèse : le projet reste en semi-sommeil. Une ligne ferroviaire inaugurée en grande pompe mais sous-utilisée. Des infrastructures surdimensionnées. Un gisement qui demeure théorique faute de conditions économiques viables.

Certains observateurs parlent déjà d'un « projet Potemkine » – une façade impressionnante destinée à rassurer l'opinion publique algérienne et à projeter une image de puissance régionale, mais qui masque des réalités techniques et financières autrement plus complexes.

La leçon géopolitique : l'eau, nouvelle arme du XXI^e siècle

Au-delà du cas Ghar Jbilet, ce bras de fer maroco-algérien illustre une tendance planétaire. Dans les régions arides, l'eau devient le levier géopolitique majeur. Plus efficace que les armes conventionnelles. Plus discret que les sanctions économiques. Plus durable que les pressions diplomatiques.

Le Maroc n'a pas « utilisé l'eau comme une arme » au sens classique du terme. Il a simplement refusé de subventionner indirectement un projet minier lancé en violation d'accords signés. C'est froid, calculé, implacable. Du réalisme géopolitique pur.

Et cela pose une question vertigineuse pour l'avenir du Maghreb : combien d'autres projets économiques stratégiques seront otages de cette guerre de l'eau ? Combien de coopérations potentielles resteront bloquées par des rivalités géopolitiques que l'urgence climatique devrait pourtant rendre obsolètes ?

Car pendant que Rabat et Alger s'affrontent par barrages interposés, les nappes phréatiques s'épuisent. Les précipitations diminuent. Les températures augmentent. Et les populations paient le prix d'un manque de vision commune.

Ghar Jbilet ne sera peut-être jamais exploitée à son plein potentiel. Non par manque de minerai. Non par déficit technologique. Mais parce qu'en 2026, dans le Maghreb, l'eau vaut plus que le fer. Et que celui qui contrôle les sources contrôle l'avenir économique de la région.

Sans les eaux marocaines, point d'avenir exploitable pour Ghar Jbilet. La formule est brutale. Mais elle résume une réalité géographique, technique et politique que ni les discours triomphants ni les infrastructures ferroviaires ne pourront contourner.



مرصدك كريمة
By Lody



**ZAPPEZ
LA ROUTINE**

Scrollez vers l'excellence.

@lodjmaroc



DAVOS 2026 OU LA FIN DES ALLIANCES AUTOMATIQUES..

Coup de cœur

Le Forum économique mondial de Davos 2026 n'a pas simplement été un rendez-vous de plus dans l'agenda feutré des élites globales. Il a agi comme un révélateur brutal : celui de la fin d'un ordre international vieux de près de huit décennies. Pour la première fois depuis l'après-Seconde Guerre mondiale, le système fondé sur la primauté américaine et l'alignement automatique de ses alliés a été publiquement remis en cause, non pas par des puissances rivales, mais par ses propres partenaires historiques.

Le monde bascule : après l'ordre américain, l'ère du chacun pour soi

Le constat est désormais assumé : le monde n'est plus régi par des règles communes appliquées par tous, mais par une logique de rapports de force où l'intérêt national prime sur toute autre considération. Ce basculement marque la fin d'un globalisme intégré, où commerce, sécurité et diplomatie avançaient de concert, et l'entrée dans une ère de réalisme économique, plus fragmentée, plus instable et profondément opportuniste.

À Davos, plusieurs dirigeants occidentaux ont cessé d'employer le langage diplomatique habituel. Les règles internationales, ont-ils reconnu, ne tiennent plus dès lors qu'elles contrarient les grandes puissances. L'économie mondiale, autrefois présentée comme un espace de coopération gagnant-gagnant, est désormais utilisée comme une arme : sanctions, barrières douanières, pressions financières et chantage commercial deviennent des instruments ordinaires de politique étrangère.

Cette rupture s'est cristallisée autour des tensions transatlantiques. Les États-Unis, longtemps perçus comme le garant ultime de l'ordre économique et sécuritaire occidental, apparaissent aujourd'hui comme un acteur imprévisible, prêt à instrumentaliser ses alliés au nom d'une logique strictement nationale. Cette attitude a provoqué une onde de choc en Europe, où l'unité a laissé place à la fragmentation.

Le continent européen se divise désormais entre ceux qui estiment indispensable de préserver coûte que coûte le lien avec Washington, et ceux qui plaident pour une autonomie stratégique assumée, quitte à diversifier leurs partenariats. Cette fracture n'est pas idéologique : elle est pragmatique. Chaque État évalue désormais ses intérêts dossier par dossier, sans loyauté automatique ni alignement réflexe.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Quand les intérêts remplacent les alliés

Ce changement de paradigme a un effet mécanique : l'effritement du modèle d'alliance tel qu'il existait depuis la Guerre froide. L'Europe, longtemps arrimée à l'économie américaine, cherche à réduire sa dépendance, notamment face à l'usage de plus en plus agressif des instruments commerciaux et financiers. Le simple fait que des mécanismes de rétorsion économique soient ouvertement évoqués entre alliés aurait été impensable il y a encore quelques années.

Dans ce nouvel échiquier, la Chine avance avec méthode. Sans discours idéologique frontal, elle se positionne comme un partenaire alternatif, flexible et patient. Elle multiplie les ouvertures économiques, culturelles et industrielles auprès de pays occidentaux en quête de marges de manœuvre. Cette stratégie séduit des États européens et nord-américains qui, sans rompre avec Washington, cherchent à se prémunir contre une dépendance excessive à un seul centre de pouvoir.

Il ne s'agit pas d'un basculement soudain d'alliance, mais d'un glissement progressif vers un monde multipolaire fluide, où chaque pays tente d'élargir son éventail d'options. Les alliances deviennent conditionnelles, réversibles, fonctionnelles. On peut coopérer sur un dossier industriel tout en s'opposant sur un sujet sécuritaire. Le concept même de « camp » perd de sa pertinence.

Ce nouvel ordre n'est ni stable ni rassurant. Il accroît l'incertitude, complexifie la diplomatie et rend les crises plus difficiles à contenir. Mais il reflète une réalité que les discours officiels ont longtemps refusé d'admettre : l'époque de la domination incontestée d'une seule puissance est révolue. Le monde entre dans une phase de concurrence généralisée, où la souveraineté économique redevient un enjeu central.



À Davos, le message a été clair : ne plus être acteur, c'est accepter d'être relégué au rang de variable d'ajustement. Dans ce monde nouveau, la passivité n'est plus une option.

CARTE DU MAROC, ÉMOJI DU POLISARIO : QUAND LA SOUVERAINETÉ SE JOUE AUSSI SUR NOS CLAVIERS

Il suffit de publier une carte du Maroc sur les réseaux sociaux pour mesurer à quel point ce symbole est devenu, au fil des années, une ligne rouge absolue. Carte complète, provinces du Sud intégrées, sans tirets ni pointillés : pour une immense majorité de Marocains, ce visuel n'est pas un simple outil géographique. Il est une affirmation identitaire, une cause nationale en soi, presque un acte de foi civique. À l'ère numérique, cette carte est scrutée, disséquée, validée ou rejetée en quelques secondes par des internautes devenus, volontairement ou non, des vigiles de la souveraineté.

Cette vigilance n'est pas née par hasard. Elle s'est construite dans un contexte où chaque détail graphique est perçu comme un signal politique. Une carte tronquée n'est jamais neutre. Elle est souvent interprétée comme une prise de position diplomatique, parfois comme un acte hostile, parfois comme un malentendu lourd de conséquences. À l'inverse, l'apparition d'une carte complète, assumée, sans ambiguïté, est immédiatement associée à une évolution favorable de la position marocaine sur le dossier du Sahara. Une entreprise internationale, une organisation sportive, un média étranger qui adopte cette représentation envoie un message clair, parfois plus fort qu'un communiqué officiel.

Cette sacralisation de la carte s'explique aussi par l'histoire récente. Le dossier du Sahara marocain n'est plus seulement un sujet diplomatique ; il est devenu un marqueur de crédibilité, un test de loyauté symbolique, un baromètre de reconnaissance internationale. Dans cet environnement hypersensible, le numérique joue un rôle central. Cartes interactives, plateformes éducatives, moteurs de recherche, applications mobiles : tout devient terrain de bataille symbolique.

Et pourtant, dans ce paysage de vigilance extrême, un paradoxe persiste.

Un symbole existe, bien réel, omniprésent sur les smartphones du monde entier, qui contredit frontalement la position marocaine : l'emoji du Polisario, associé au libellé « Sahara Occidental ». Un simple test suffit.



Par **Adnane Benchakroun**

Sur WhatsApp ou d'autres applications de messagerie, il suffit de taper ces mots pour voir apparaître automatiquement un drapeau qui n'a jamais représenté un État reconnu. Une anomalie numérique majeure, installée depuis près de dix ans, et qui ne semble pourtant pas susciter la même mobilisation émotionnelle que la carte tronquée.

Cette différence de traitement interroge. Pourquoi la carte du Maroc est-elle perçue comme quasi sacrée, tandis que l'emoji du Polisario, pourtant plus insidieux, ne provoque qu'une indignation diffuse, souvent limitée à des cercles d'initiés ? La réponse tient en partie à la nature même de ces deux objets symboliques.

La carte est visible, frontale, immédiatement lisible. Elle s'impose à l'œil, s'affiche dans les médias, circule sur les réseaux sociaux, se partage en un clic. Elle déclenche des réactions rapides, émotionnelles, parfois excessives. L'emoji, lui, agit à bas bruit. Il se glisse dans les interfaces, s'invite dans les conversations privées, se normalise par l'usage quotidien. Il ne choque pas par sa présence isolée, mais par sa répétition silencieuse. C'est précisément ce qui le rend dangereux sur le plan symbolique.

Car l'emoji du Polisario n'est pas une simple fantaisie graphique. Il est le produit d'une décision technique prise dans le cadre du standard Unicode, cette table universelle qui régit l'affichage des caractères et des emojis sur l'ensemble des systèmes informatiques mondiaux.

Entre 2010 et 2015, lors des premières versions officielles de la documentation Emoji, le drapeau associé au « Western Sahara » a été intégré comme s'il s'agissait d'un pays à part entière. Une intégration fallacieuse, il faut le dire clairement, puisque cet État n'a jamais existé juridiquement ni politiquement.

Depuis, le système a évolué. Emoji 17.0, publié en septembre 2025 en parallèle d'Unicode 17.0, porte à près de 4 000 le nombre total d'emojis disponibles. Chaque année, de nouvelles propositions sont examinées, validées, rejetées ou modifiées. Et surtout, contrairement à une idée répandue, Unicode ne se limite pas à ajouter des symboles. Il prévoit aussi des mécanismes de mise à jour, de correction, voire de suppression lorsque des emojis ne respectent plus les règles prudentielles du Consortium.

C'est là que le débat change de nature. Il ne s'agit plus d'émotion ou de militantisme numérique spontané, mais de droit, de procédure et de cohérence institutionnelle. L'association de l'emoji du Polisario au « Sahara Occidental » ne respecte ni la réalité juridique internationale, ni le processus onusien en cours, ni l'esprit des dernières résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2797. Elle fige, dans le marbre du numérique, une lecture politique datée et contestée.

Le Maroc est donc parfaitement fondé à contester cette anomalie. D'autant plus que le calendrier joue en sa faveur. La prochaine version majeure, Emoji 18.0, est attendue pour septembre 2026. Les propositions sont encore en discussion. Les fenêtres de recours existent. Les précédents aussi. Des emojis ont déjà été modifiés ou retirés sous la pression d'arguments juridiques solides et d'évolutions géopolitiques reconnues.

Ce combat n'est pas anecdotique. À l'heure où la diplomatie se joue autant sur les écrans que dans les chancelleries, laisser perdurer cette duperie numérique revient à accepter une dissonance permanente entre la réalité politique et sa traduction digitale. Après avoir réussi à bloquer l'octroi du nom de domaine « .eh » au Polisario, le Maroc dispose désormais d'une opportunité claire pour corriger cette incohérence mondiale.

Reste une question centrale : pourquoi cette bataille numérique n'a-t-elle pas encore mobilisé autant que celle de la carte ? Peut-être parce qu'elle exige moins d'indignation spontanée et plus de travail de fond. Moins de réactions virales, plus d'expertise juridique, technique et diplomatique. Moins de symboles visibles, plus de normes invisibles.

La souveraineté, aujourd'hui, ne se défend plus uniquement sur les cartes murales ou dans les discours officiels. Elle se joue aussi dans les lignes de code, les tables de standards et les choix apparemment neutres des consortiums technologiques. Le Maroc l'a compris sur le terrain diplomatique. Il lui reste à imposer cette lucidité sur le terrain numérique.

La carte complète du Royaume restera un symbole sacré. Mais l'emoji du Polisario rappelle une vérité plus dérangeante : à force de négliger les batailles silencieuses, on laisse parfois s'installer des fictions qui finissent par se normaliser. Et dans le monde numérique, ce qui se normalise finit souvent par être cru.

La bataille contre cet "emoji" aura bien lieu

Il appartient désormais à nous tous, citoyens vigilants, experts, société civile et surtout institutions, de mener cette bataille jusqu'au bout. Non pas dans la colère ou l'agitation, mais avec méthode, droit et constance. Car à l'ère du numérique, renoncer à corriger une anomalie symbolique, c'est accepter qu'un mensonge technique devienne une vérité d'usage. Et dans les combats de souveraineté, les défaites les plus durables sont souvent celles que l'on n'a pas prises au sérieux à temps.



LE MAROC TIENT DEBOUT... LA SOUVERAINETÉ NE SE PROCLAME PAS, ELLE S'EXERCE... ET DANS LA TEMPÊTE, ELLE SE VOIT

Le Maroc tient debout... Inondations d'une ampleur inédite, évacuations massives, infrastructures sous pression... Le Maroc affronte une séquence climatique exceptionnelle... Loin du chaos annoncé, la crise révèle une société disciplinée et un État en intervention directe... Ni miracle ni récit héroïque, mais l'expression concrète d'une souveraineté exercée dans l'urgence, et d'une construction politique patiente mise à l'épreuve du réel...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Face à la tempête « Leonardo », le Maroc a conduit une opération d'évacuation préventive de grande ampleur, protégeant des dizaines de milliers de personnes grâce à l'activation anticipée de ses dispositifs d'urgence... Cette efficacité a rapidement suscité des comparaisons au-delà des frontières. Au Portugal, le débat s'est déplacé jusqu'au parlement, où la gestion des inondations dans l'Alentejo et l'Algarve « marquées par des retards d'évacuation et des pertes humaines » a été vivement contestée... Le Maroc a alors été cité comme point de référence... comment un État du sud de la Méditerranée a-t-il pu anticiper là où un pays européen a montré ses limites ? La question dépasse le cas portugais et renvoie à un enjeu central... face au choc climatique, l'efficacité procède d'abord de la décision politique...

Quand la nature devient un fait politique

Les grandes catastrophes ne sont jamais de simples événements naturels... Elles constituent des moments de vérité politique... Elles testent la solidité des institutions, la maturité des sociétés et la capacité des États à transformer l'urgence en action collective... Le Maroc traverse aujourd'hui l'un de ces moments critiques, où le climat cesse d'être un paramètre extérieur pour devenir un enjeu central de souveraineté... Depuis le séisme d'Al Hoceïma, puis celui d'Al Haouz, une inflexion est perceptible... l'État marocain a renforcé sa capacité à gérer ses propres tragédies sans dépendance structurelle à l'assistance extérieure... Les inondations récentes, par leur ampleur et leur violence, confirment cette évolution...

Le climat, nouvelle frontière de la souveraineté

Pluies exceptionnelles, barrages dépassant leurs capacités de rétention, fleuves sortant de leur lit,

villes partiellement ou totalement évacuées... Ksar El Kébir, Sidi Kacem, Kénitra, Tétouan... Les infrastructures sont mises sous tension, les équilibres territoriaux fragilisés... Ce choc climatique impose une évidence stratégique... la catastrophe doit désormais être intégrée de manière permanente dans la doctrine nationale... Non comme un accident, mais comme un champ structurant de l'action publique... La nature, elle aussi, classe les États...

Une société sans panique

Au cœur de la crise, un fait mérite attention... l'absence d'effondrement social... Pas de scènes de chaos généralisé, pas de panique collective... Une société qui encaisse, s'organise et aide... Des images s'imposent... un policier portant une femme âgée sur son dos, la protégeant comme un fils... des jeunes bénévoles évacuant le mobilier de familles modestes pendant que les chefs de ménage conservent leur dignité... Ces scènes ne relèvent pas de l'anecdote émotionnelle... Elles traduisent une culture de résilience forgée dans la durée, par la cohabitation avec la sécheresse, l'inondation et l'incertitude climatique...

L'État visible dans l'urgence

À ceux qui s'interrogent périodiquement sur la présence de l'État marocain, la crise apporte une réponse sans discours... L'État est là, physiquement, opérationnellement... Il évacue, secourt, nourrit, informe... Il agit avec ses institutions,

mais aussi avec ses agents, présents au cœur même des zones sinistrées... Il ne s'agit pas d'un exercice de communication, mais d'un mode de gouvernance en situation extrême... une souveraineté qui s'exerce, plutôt qu'elle ne se proclame...

De l'intervention immédiate à l'après-catastrophe

L'épreuve ne se limite pas au sauvetage... Elle se prolonge dans l'après... Indemnisation des sinistrés, reconstruction, sécurisation des zones à risque, refonte des dispositifs de prévention... l'après-catastrophe constitue un test politique encore plus exigeant... Un choix semble néanmoins affirmé, celui de l'assumption... L'État ne se défait pas sur la fatalité climatique... Il endosse la responsabilité, avec un sang-froid institutionnel qui contraste avec la violence de la situation...

Quand l'exemple marocain traverse les frontières

Cette efficacité n'est pas passée inaperçue à l'échelle internationale... La tempête « Leonardo », qui a touché simultanément plusieurs pays de la façade atlantique, a donné lieu à un débat politique nourri au parlement portugais... À São Bento, des députés de l'opposition et des représentants des régions sinistrées ont mis en cause la gestion gouvernementale, notamment en raison des retards d'évacuation observés dans l'Alentejo et l'Algarve, où les inondations ont causé plusieurs pertes humaines... Au cours des échanges, le Maroc a été explicitement cité comme point de comparaison... comment expliquer, ont interrogé certains parlementaires, qu'un État du sud de la Méditerranée ait pu évacuer préventivement plus de 100 000 personnes, alors que les autorités portugaises ont rencontré des difficultés à gérer une situation d'ampleur plus limitée ?!!

Des sources concordantes (Reuters, ReliefWeb) ont confirmé que le Maroc avait mené l'une des plus importantes opérations d'évacuation préventive liées à cette tempête, grâce à l'activation anticipée de ses plans d'urgence, soulignant que l'efficacité de la protection des populations dépend moins du niveau de ressources que de la capacité d'anticipation et de décision politique...

La souveraineté à l'épreuve du réel

Les nations se forment autant dans leurs réussites que dans leur manière de traverser leurs crises... Préserver le moral collectif, garantir la sécurité humaine dans des conditions qui la menacent, produire de l'humanité quand tout y résiste... voilà ce qui distingue les États solides... Le Maroc a appris à vivre avec l'eau et avec son absence, avec la sécheresse et avec l'inondation, avec un climat instable à la croisée de plusieurs mondes... Cette expérience historique nourrit aujourd'hui une capacité d'adaptation politique tangible...

Car l'épreuve climatique ne distingue pas seulement les territoires vulnérables... elle distingue les États souverains des États dépendants... Ceux qui se dissolvent dans la catastrophe, et ceux qui s'y affirment... Face à un climat dérégulé, le Maroc rappelle une vérité simple... la souveraineté ne se proclame pas, elle s'exerce... Et dans la tempête, elle se voit... Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



WASHINGTON DURCIT LE TON EN AFRIQUE DU NORD

SIGNAUX FAIBLES, LIGNES ROUGES ET CALCULS STRATÉGIQUES.

Coup de cœur

L'audition du 3 février 2026 devant le sous-comité des Affaires étrangères du Sénat américain, consacrée à la lutte contre le terrorisme en Afrique du Nord, n'a donné lieu à aucune décision formelle. Pas de vote, pas de sanctions, pas de désignation officielle.

Et pourtant, elle marque un tournant discursif notable. À Washington, le ton change. Les mots se durcissent. Les lignes rouges se précisent. Et certains acteurs régionaux se retrouvent, volontairement ou non, au cœur d'un faisceau de pressions stratégiques croisées.

Le témoin principal, Robert Palladino, chef du Bureau des affaires du Proche-Orient au Département d'État, n'a pas improvisé.

Son propos s'inscrit dans une grammaire diplomatique américaine bien rodée, où chaque terme est pesé. Lorsqu'il qualifie de « préoccupantes » les informations relatives à l'achat par l'Algérie de chasseurs russes – notamment des Su-35 et potentiellement des Su-57, confirmés pour 2025 – il ne s'agit ni d'une menace explicite ni d'un simple commentaire technique.

C'est un signal. Palladino rappelle, sans détour, l'existence et l'applicabilité de la loi CAATSA (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act). Cette législation permet à l'administration américaine de sanctionner tout État procédant à des « transactions significatives » avec le secteur de la défense russe. Le mot-clé est là : « pourraient déclencher ».

Autrement dit, aucune sanction n'est annoncée, aucune décision n'est prise, mais le cadre est posé. Washington observe. Washington évalue. Et Washington se réserve le droit d'agir.

Ce type de mise en garde n'est pas inédit.

L'Algérie a déjà été mentionnée par le passé dans des débats similaires sans que cela n'aboutisse à des mesures concrètes. Mais le contexte a changé. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la tolérance américaine vis-à-vis des achats d'armement russe s'est considérablement réduite.



Par **Adnane Benchakroun**

Chaque acquisition devient un acte politique autant que militaire. Chaque contrat est lu comme un positionnement géostratégique. Dans ce jeu d'équilibres, l'Algérie se trouve dans une zone grise. Historiquement liée à Moscou sur le plan militaire, elle cherche à préserver son autonomie stratégique.

Mais cette posture devient de plus en plus coûteuse diplomatiquement. Les propos de Palladino ne ferment pas la porte à Alger, mais ils rappellent que la neutralité affichée a ses limites, surtout lorsqu'elle croise les priorités centrales de la politique étrangère américaine.

L'audition a cependant pris une tournure plus offensive lorsque le sénateur républicain Ted Cruz est intervenu.

Là où Palladino parle en diplomate, Cruz agit en procureur politique. Son attaque contre le Front Polisario est frontale, sans nuance apparente. Il accuse l'Iran de transformer le mouvement sahraoui en « Houthis d'Afrique du Nord », autrement dit en proxy régional au service d'une stratégie de déstabilisation pilotée par Téhéran.

Selon Cruz, le Polisario entretiendrait – ou aurait entretenu – des liens avec des réseaux liés aux Gardiens de la Révolution iraniens, aurait reçu des drones ou des technologies militaires, et participerait à la diffusion d'armes vers des groupes jihadistes opérant au Sahel.

Ces affirmations, formulées lors d'une audition publique, s'appuieraient vraisemblablement sur des briefings de renseignement. Elles restent toutefois, à ce stade, non étayées par des preuves rendues publiques. Cruz va plus loin.

Il appelle explicitement à la désignation du Polisario comme organisation terroriste étrangère (Foreign Terrorist Organization) et affirme avoir préparé un projet de loi en ce sens si le « comportement » du mouvement ne change pas. Cette position fait écho au projet de loi H.R.4119, introduit à la Chambre en 2025 par le républicain Joe Wilson, avec un soutien bipartisan croissant.

Là encore, rien n'est automatique. La désignation d'une organisation comme terroriste répond à des critères juridiques stricts et suppose un consensus institutionnel large.

Il serait donc excessif d'y voir une décision imminente.

Mais il serait tout aussi naïf de minimiser la portée politique de ces propos.

Aux États-Unis, le Congrès joue souvent un rôle de laboratoire idéologique. Les auditions servent à tester des narratifs, à installer des cadres d'analyse, à préparer l'opinion et l'administration à des inflexions futures.

Ce qui est dit aujourd'hui comme hypothèse peut devenir demain une option crédible. Dans ce contexte, le Maroc apparaît en filigrane comme le bénéficiaire indirect de cette recomposition discursive.

Sans être au centre explicite de l'audition, Rabat est régulièrement cité comme partenaire fiable, stable et central dans la lutte antiterroriste, notamment au Sahel.

Le soutien américain au plan d'autonomie pour le Sahara est renforcé, non par un nouveau geste formel, mais par l'accumulation de signaux politiques convergents.

La stratégie américaine semble claire :

Contenir l'influence iranienne là où elle peut émerger, réduire les marges de manœuvre russes en Afrique du Nord, et s'appuyer sur des alliés perçus comme prévisibles et alignés sur les grandes priorités sécuritaires de Washington.

Dans cette équation, le Maroc coche de nombreuses cases.

L'Algérie, en revanche, se retrouve sous observation renforcée, sans être désignée comme adversaire, mais sans bénéficier non plus d'un blanc-seing. Il convient toutefois de garder une lecture froide.

Les auditions parlementaires américaines produisent souvent plus de rhétorique que d'actions immédiates. L'administration peut choisir de temporiser, de négocier, voire de ne rien faire.

Le recours à CAATSA, par exemple, a été appliqué de manière sélective selon les intérêts du moment.

La Turquie en a fait les frais avec les S-400 russes ; d'autres pays ont bénéficié de dérogations implicites. De même, la désignation du Polisario comme organisation terroriste, si elle devait être sérieusement envisagée, aurait des conséquences diplomatiques majeures, y compris pour les partenaires européens des États-Unis.

Une telle décision ne serait pas prise à la légère et supposerait un faisceau de preuves publiques et incontestables.

Reste que le climat change.

La rhétorique anti-Iran s'intensifie en Afrique du Nord, région longtemps considérée comme périphérique dans les grandes rivalités moyen-orientales. Le Sahel, devenu un espace de compétition entre puissances, rebat les cartes. Les alliances sont réévaluées.

Les ambiguïtés sont de moins en moins tolérées.

En somme, l'audition du 3 février ne ferme aucune porte, mais elle resserre l'étau discursif. Elle rappelle que, dans la géopolitique américaine, les mots précèdent souvent les actes. Et que ceux qui n'entendent pas les signaux faibles risquent d'être surpris lorsque la musique change de tempo.



RNI : LA FORCE DE LA MACHINE, LE DOUTE SUR L'HÉRITAGE

Billet

Communication, pouvoir, structures durables : ce que la fin d'un cycle Akhannouch révèle du parti et, au-delà, de la politique marocaine

Je ne suis pas membre du RNI. C'est un parti que je respecte, même si je ne partage ni une grande partie de ses idées, ni certaines de ses orientations. Mais la vie politique des partis marocains m'intéresse profondément. Parce qu'elle dit quelque chose de l'état de notre démocratie, de la qualité de notre débat public et de la manière dont se structure – ou non – le champ politique national.

À ce titre, tout ce qui se passe, de près ou de loin, chez un "voisin politique" relève pleinement du paysage politique marocain et mérite de nous interpeller. Non par esprit de rivalité ou de polémique, mais par souci de compréhension collective. Les partis ne vivent pas en vase clos : leurs réussites, leurs limites et leurs choix organisationnels influencent l'ensemble du système.

C'est donc sans posture partisane, mais avec l'exigence de l'observateur attentif, que cette chronique s'intéresse à un moment précis : celui d'une transition à la tête du RNI. Un moment qui invite moins au commentaire immédiat qu'à une réflexion de fond sur ce qui a été construit, sur ce qui aurait pu l'être, et sur ce que cette trajectoire dit, au-delà d'un homme, de notre vie politique.

Ce week-end, Ssi Akhannouch a passé la main.

Le Rassemblement National des Indépendants s'apprête à tourner une page avec l'installation d'un nouveau président désigné, dans un moment présenté comme une transition maîtrisée, presque naturelle. Fin de cycle plus que rupture, succession organisée plus que refondation annoncée. L'heure est aux bilans feutrés, aux hommages mesurés et aux éléments de langage sur « l'héritage » laissé par un homme qui aura marqué durablement la trajectoire du parti.

C'est précisément dans ces moments de passage que l'analyse mérite d'être posée, à distance des émotions et des slogans. Car au-delà des résultats électoraux et de la puissance de la machine partisane, une question demeure centrale : le RNI a-t-il réellement été transformé en une formation managériale, structurée et durable, ou simplement optimisé comme outil de conquête et de gestion du pouvoir ? La réponse ne se trouve ni dans les discours, ni dans les bilans chiffrés, mais dans ce qui a été bâti – ou non – pour survivre aux hommes, aux mandats et aux cycles politiques.



Par Adnane Benchakroun

C'est à cette aune, et seulement à celle-là, que l'héritage politiquement intra muros au RNI de Ssi Akhannouch mérite aujourd'hui d'être interrogé.

Dire que Ssi Akhannouch a transformé le RNI en une formation "managériale" est devenu, au fil des années, une formule presque réflexe par défaut.

Elle est répétée dans les plateaux, les tribunes et les discours partisans comme une évidence. Pourtant, dès que l'on quitte le terrain de l'affirmation pour celui de l'analyse organisationnelle, la démonstration reste largement à faire. Car le management politique ne se mesure pas à la qualité d'une communication, ni à la sophistication d'une machine électorale. Il se juge à la capacité de créer des structures durables, autonomes et productrices de valeur publique.

Sur ce terrain précis, le bilan interroge.

Le débat autour de la Moudawana a constitué un moment politique rare. Rare par sa portée sociétale, rare par la mobilisation qu'il a suscitée, rare par les lignes de fracture qu'il a révélées. Le RNI, dirigé par un homme incarnant une modernité économique assumée, avait là une occasion historique de structurer, en marge du parti,

une organisation de femmes libérales, autonome dans son discours, crédible dans son expertise, enracinée dans la société. Une structure capable de dépasser le cadre partisan pour produire de la réflexion, influencer le débat public et former une nouvelle élite féminine engagée sur les questions de droits, d'économie et de gouvernance. Rien de tel n'a réellement vu le jour. L'effort est resté cantonné à l'accompagnement politique et à la communication, sans déboucher sur une institution pérenne. Une opportunité manquée de transformer un débat sensible en socle organisationnel durable.

Même constat du côté du mouvement GEZ. Là encore, le contexte était favorable. Une jeunesse marocaine en quête de sens, une génération d'entrepreneurs, de cadres, d'innovateurs confrontés aux limites du modèle économique existant. Le RNI avait la possibilité de fédérer cette énergie dans une organisation parallèle de jeunes entrepreneurs et décideurs, non pas comme vivier électoral, mais comme laboratoire d'idées, espace de confrontation intellectuelle et incubateur de politiques publiques nouvelles.

Le GEZ aurait pu devenir un lieu d'élaboration collective, un pont entre le privé, le politique et la société. Il est resté, pour l'essentiel, un dispositif de mobilisation ponctuelle, sans traduction institutionnelle forte. Là encore, le potentiel a été absorbé par l'événementiel plutôt que cristallisé dans une structure autonome.

Plus étonnant encore est l'absence d'un véritable think tank économique de référence, alors même que toutes les conditions étaient réunies. Réseaux internationaux, accès aux décideurs, moyens financiers, crédibilité dans le monde des affaires : peu de responsables politiques marocains disposaient d'un capital aussi favorable. Un tel think tank aurait pu produire de l'expertise indépendante, nourrir le débat public, former des cadres, éclairer les politiques publiques et installer le RNI comme une force intellectuelle structurante.

Au lieu de cela, l'effort s'est concentré sur un service de relations publiques performant et une mécanique de communication bien huilée. Efficace, sans doute. Mais insuffisante pour prétendre à une transformation managériale en profondeur.



La même logique apparaît lorsqu'on observe l'absence d'une véritable académie des élus. Un parti qui se revendique du management aurait pu – et dû – investir massivement dans la formation de ses représentants locaux. Non pas sous forme de séminaires sporadiques, mais à travers une école permanente de la gestion territoriale : finances locales, ingénierie de projets, gouvernance urbaine, partenariats public-privé, évaluation des politiques publiques, pilotage par indicateurs.

Une telle académie aurait contribué à faire émerger une élite de gestion locale, capable de diriger une commune ou une région avec méthode, vision et redevabilité. Elle aurait permis de professionnaliser l'action publique territoriale et de créer une culture commune de la performance. Là encore, l'outil n'a pas été structuré, malgré un besoin criant dans le paysage politique marocain.

Autre absence notable : celle d'un groupe de presse multicanal structuré, national et tourné vers l'Afrique. Pas un simple instrument de visibilité politique, mais un véritable écosystème médiatique : presse écrite, plateformes numériques, audiovisuel, data journalisme, espaces de débat et de réflexion. Un média capable de traiter sérieusement des enjeux économiques, énergétiques, agricoles, industriels et géopolitiques, depuis un point de vue africain assumé.

Un tel groupe aurait pu accompagner la projection africaine du Maroc, structurer un récit économique continental et nourrir le débat national. Il aurait constitué un puissant levier d'influence intellectuelle et stratégique. Là encore, l'opportunité existait. Elle n'a pas été saisie.

Ces manques ne relèvent pas de l'anecdote. Ils dessinent une tendance lourde : le choix d'une logique de communication centralisée plutôt que celui de la construction institutionnelle. Or, transformer un parti en formation managériale ne signifie pas appliquer des méthodes de management à la communication politique. Cela implique de créer des écosystèmes autonomes, capables de produire des idées, des cadres, des contre-pouvoirs internes et des institutions qui survivent aux cycles électoraux.

Le paradoxe est donc saisissant. Avec autant de moyens financiers, relationnels et symboliques, le RNI aurait pu devenir un véritable écosystème politique, économique et intellectuel, structurant le débat public bien au-delà des échéances électorales. Il aurait pu laisser une architecture durable, transmissible, évolutive.

À la place, le parti apparaît surtout comme une machine électorale efficace, performante dans l'organisation d'événements, maîtrisant les codes de la communication moderne, mais pauvre en institutions autonomes et en production intellectuelle structurée. Ce constat n'est ni un procès d'intention, ni une négation des réussites électorales. C'est une interrogation sur la profondeur réelle du projet.



Le débat reste ouvert. Mais s'il est une chose que l'on peut affirmer sans polémique excessive, c'est que le potentiel était là. Et que l'histoire politique juge rarement les intentions, mais toujours ce qui a été bâti pour durer.



رمضان كريم
By Lody

**Nourrissez
votre esprit**

AUSSI BIEN QUE VOTRE CORPS.

LE FTOUR DE LA CONSCIENCE

@lodjmaroc



ON A PERDU LE MATCH DES MÉDIAS ...

La présence des médias marocains en Afrique est , en effet, absolument insignifiante lorsqu'elle n'est pas nulle.

Caf.fouillages !

On a peut-être perdu la finale de la CAN, mais cela faisait trop longtemps que l'on a , définitivement peut-être , perdu la bataille des médias sur le continent africain. La présence des médias marocains en Afrique est , en effet, absolument insignifiante lorsqu'elle n'est pas nulle.

Après l'affront du scénario surréaliste d'une finale rocambolesque , et l'épisode de l'insulte des " Caf.fouillages " de la commission de discipline et d'éthique de la CAF, il faudra bien se résoudre à se rendre à l'évidence !

La bataille des médias

Oui , cessons de nous voiler la face car nos médias et particulièrement la presse sportive n'ont pas été à la hauteur du rendez-vous de la CAN 2025 . Que de temps et d'énergie perdus juste pour répondre aux provocations et offenses des influenceurs et autres médias africains !

Que de critiques à l'encontre de Walid Regragui juste pour bien se faire voir dans les réseaux sociaux, faire le buzz alors que l'essentiel est ailleurs et que ce n'est que trop tard , après les sanctions de la CAF , que certains se sont réveillés pour comprendre comment ils sont tombés dans le piège des détracteurs du Royaume, à commencer par nos chers voisins, ou même les Egyptiens qui tiennent à garder la main sur la CAF .

Comment et pourquoi nos médias sont-ils insignifiants et sans la moindre influence sur le continent africain !?

A l'heure actuelle, notre pays ne dispose pas d'une véritable chaîne d'information et d'une chaîne sportive professionnelle, genre du standing de celles du Qatar, afin de porter la voix du Maroc au-delà de nos frontières et défendre nos intérêts !

En général, nos médias ne s'adressent et ne touchent qu'une minorité de marocains, dont la majorité préfèrent les réseaux sociaux, mais sur le continent nous sommes pratiquement inexistantes ! Les médias made in Morocco, toutes tendances confondues n'ont absolument pas réussi à devenir une force de frappe et un moyen légitime de pression..

Qu'il s'agisse de la presse écrite, arabophone ou francophone, qui n'en finit plus de résister pour ne pas disparaître , ou de la presse électronique qui normalement devrait avoir le plus de visibilité, il faut dire que l'offre médiatique nationale n'est ni agressive ni visible justement sur le continent.



Billet

Par **Hafid Fassi fihri**

Et ce constat est d'autant plus flagrant et effarant pour les médias officiels, qu'il s'agisse des chaînes de télévision ou des radios.

Porter la voix du Maroc !

Et cet opportuniste mélange des genres avec ces médias obligés de nager dans les eaux troubles du caniveau des réseaux sociaux a apparemment eu un effet catastrophique, contrairement à l'effet escompté.

Et tant que certains réclament que l'Etat fasse en sorte que la donne soit inversée, alors que la tutelle de ce dernier n'est pas la bienvenue sauf pour les médias officiels , il n'est pas certain que la situation puisse changer. La situation chaotique que connaît le Conseil national de la presse n'y est pour rien et ne peut en aucun servir d'excuse car le mal semble profond !

L'ONMT a préféré consacrer quelques dizaines de millions de dirhams pour se payer les services de nombreux influenceurs d'Afrique , mais est-ce que nos médias n'ont que des problèmes financiers et pas de crise structurelle et de ressources humaines pour se faire subventionner par des établissements publics ou privés. !?

Oui , car on a bien entendu une journaliste de la radio du détroit Mediil demander à ce que le gouvernement fasse confiance aux journalistes, exactement comme il l'a fait avec ces influenceurs africains invités il est bien vrai aux frais de la princesse avec en prime des devises sonnantes et trébuchantes !

Mais, est-ce seulement cela qui peut redonner à nos médias toutes leurs lettres de noblesse !?

Alors, ce serait quoi la recette idoine pour que nos médias soient conquérants sur le continent ? De la volonté politique ? De gros moyens financiers !? Une mise à l'écart des intrus ? Que nos journalistes vedettes se transforment en influenceurs payés par le gouvernement pour porter la voix du Royaume un peu partout dans le monde dans une forme de diplomatie médiatique de nouvelle génération !? Par ailleurs, il y a également la MAP qui a en principe des bureaux dans le monde entier et normalement, il y a des conseillers à l'information ou des attachés de presse dans toutes les ambassades du Royaume !

Maintenant, en conclusion pour terminer, le débat est loin d'être clos car il s'agit de ne plus se tromper de cible pour savoir reconnaître les défis et les challenges à relever pour une profession en quête de reconnaissance, de professionnalisation et de maturité.

Il y a une revanche à prendre pour les hommes et les femmes de nos médias et pour cela , il faudra mobiliser les grands moyens car aux grands maux , les grands remèdes !



Une chose est sûre :
une remise en
question s'impose
d'urgence !

DE « JE PENSE, DONC JE SUIS » À « JE SCROLLE, DONC JE SUIS » : AUTOPSIE DOUCE D'UNE MUTATION MENTALE

En 1637, René Descartes posait une pierre fondatrice de la modernité occidentale : Cogito, ergo sum.

Je pense, donc je suis. L'existence y était garantie par l'effort intérieur, le doute méthodique, la pensée comme acte souverain. Quatre siècles plus tard, sans manifeste ni coup d'État, une autre formule s'est imposée dans les pratiques quotidiennes : je scrolle, donc je suis. Exister, aujourd'hui, c'est être visible, réactif, connecté, comptabilisé. Non plus penser longuement, mais défiler.

Il ne s'agit pas d'une simple métaphore générationnelle. C'est un changement de régime cognitif, culturel et politique.

Le geste du scroll n'est pas anodin. Il est répétitif, quasi réflexe, sans fin. Il ne cherche pas une conclusion, mais une stimulation suivante. Là où la lecture classique obligeait à une progression, à une hiérarchie, à une patience, le flux numérique privilégie la juxtaposition, la vitesse, l'émotion brute. Le cerveau n'est plus invité à construire une pensée, mais à réagir. Et cette différence est fondamentale.

Les neurosciences le confirment désormais : l'exposition prolongée aux réseaux sociaux modifie le fonctionnement du cortex préfrontal, siège de la concentration, du discernement et du recul critique. Pas de destruction spectaculaire, pas de dystopie hollywoodienne, mais une adaptation silencieuse. Le cerveau apprend à préférer l'immédiat au complexe, le binaire au nuancé, l'émotionnel au rationnel. Il devient efficace dans le court terme, fragile dans le long.

Cette mutation cognitive a une traduction culturelle évidente.

Quelle culture peut émerger d'un espace où tout doit être consommable en quinze secondes ?

Où l'ironie remplace l'argument, où l'indignation tient lieu de pensée, où la viralité devient le principal critère de valeur ?

La culture du scroll est une culture de fragments. Elle produit des opinions rapides, mais rarement approfondies. Des certitudes solides, mais mal fondées.

Billet



Par **Adnane Benchakroun**

L'esprit critique, lui aussi, change de nature. Il ne disparaît pas, contrairement aux discours alarmistes, mais il se transforme. Il devient souvent réflexe plutôt que réflexif. On critique en partageant, en moquant, en signalant, en dénonçant — rarement en analysant. L'algorithme n'encourage pas la lenteur ni la complexité : il favorise ce qui retient l'attention, c'est-à-dire ce qui choque, divise ou rassure immédiatement. L'émotion n'est pas un effet secondaire du système, elle en est le moteur.

C'est ici que la question de l'opinion publique devient centrale. Historiquement, l'opinion se formait dans le temps long : presse écrite, débats, confrontations d'idées, maturation collective. Aujourd'hui, elle se fabrique en flux tendu. Elle est volatile, polarisée, parfois contradictoire d'un jour à l'autre. Les mêmes individus peuvent défendre une position le matin et l'inverse le soir, au gré des tendances, sans y voir une incohérence. Le scroll ne favorise pas la mémoire longue. Il favorise la réaction courte.

Faut-il s'en alarmer ? Oui, intellectuellement. Faut-il s'en indigner moralement ? Beaucoup moins.

Car condamner les réseaux sociaux serait une erreur stratégique. Ils ne sont ni un complot ni une parenthèse. Ils sont un milieu. Comme l'imprimerie l'a été en son temps, avec ses excès, ses pamphlets, ses peurs. Comme la télévision l'a été, avec sa culture de masse et ses simplifications. Aucun de ces médias n'a détruit la pensée. Ils l'ont transformée.

La vraie question est ailleurs : comment penser avec le scroll, et non contre lui ?

Car l'avenir ne sera pas un retour à Descartes sous forme nostalgique. Il sera encore plus algorithmique, encore plus automatisé, encore plus assisté par l'intelligence artificielle. Demain, ce ne sera plus seulement « je scrolle », mais « on me suggère », « on me résume », « on pense à ma place certaines tâches cognitives ». L'IA ne fera pas disparaître le problème, elle l'amplifiera.

Cela impose une responsabilité nouvelle. Non pas celle de rejeter les outils, mais de rééduquer l'attention, de recréer des espaces de lenteur, de complexité, de contradiction féconde. Lire long. Écouter sans interrompre. Douter sans paniquer. Former à la logique autant qu'à l'émotion. Apprendre à reconnaître les mécanismes algorithmiques sans sombrer dans la paranoïa.

Le passage de « je pense » à « je scrolle » n'est pas une chute morale. C'est un déplacement. La pensée n'a pas disparu, elle s'est déplacée vers un environnement qui la teste, la fragmente et parfois l'appauvrit. À nous de décider si nous voulons être de simples surfaces de réaction... ou des esprits capables de reprendre la main.



Descartes écrivait pour fonder une méthode. Notre époque n'a peut-être pas besoin d'un nouveau cogito, mais d'un principe tout aussi exigeant : ne pas confondre être connecté et être conscient. C'est là que se jouera, silencieusement, la qualité de notre culture, de notre esprit critique et de notre démocratie cognitive.

QUE GAGNE LE MAROC À TRAVERS SON ADHÉSION AU CONSEIL DE LA PAIX ?

Le Maroc est désormais membre fondateur du Conseil de la paix initié par le président américain Donald Trump. L'engagement a été pris par SM le Roi Mohammed VI, suite à une invitation dans ce sens qui lui a été adressé par le président américain, et ce, pour une meilleure gouvernance des affaires internationales.

Le ministre des affaires étrangères Nasser Bourita en a signé, le 22 janvier au Forum économique mondial de Davos (Suisse), la charte constitutive. Le royaume est, avec le Bahreïn, l'un des deux premiers pays au monde signataires de ladite charte. C'est le premier pays africain à s'engager dans cette voie.

Le Conseil de la paix a été initialement instauré à travers la résolution 2803, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies en novembre de l'année écoulée, qui porte sur l'arrêt du conflit dans la bande de Gaza et sa reconstruction. Son mandat a été, toutefois, élargi par le président Trump pour s'étendre à la résolution de tous les conflits à travers le globe.

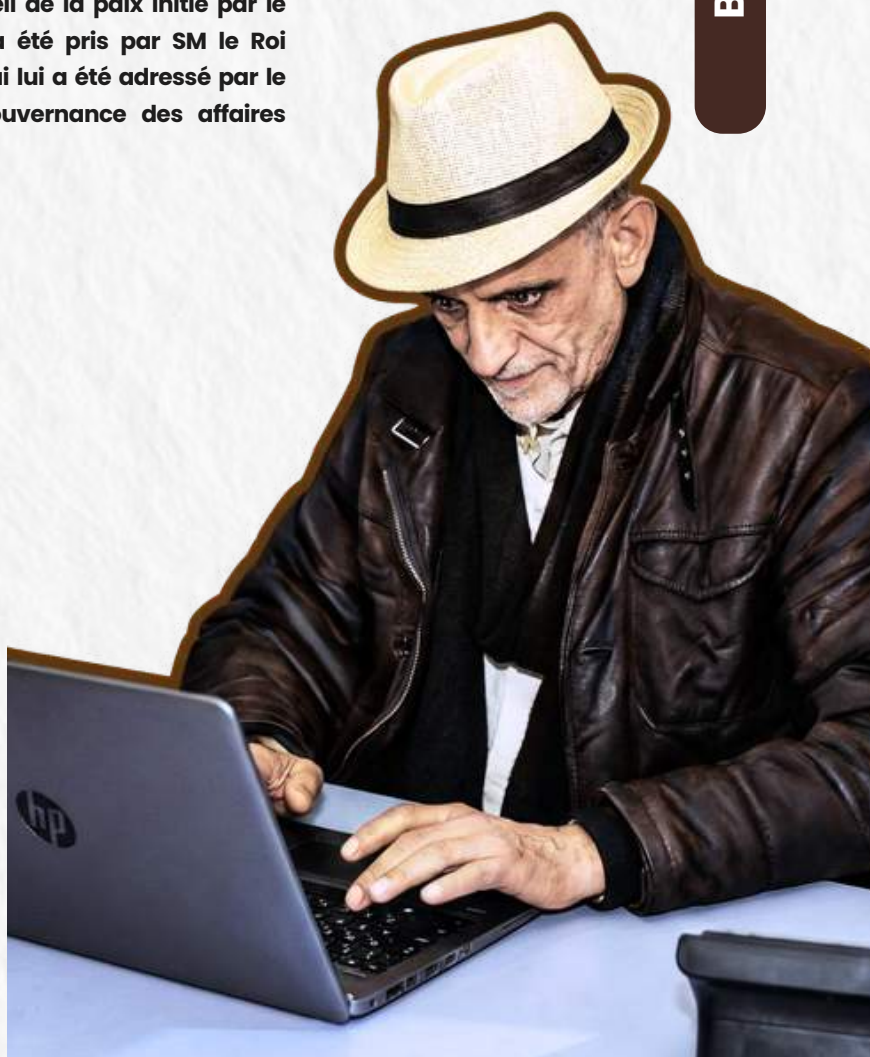
Cette nouvelle instance internationale s'est attribué des compétences quasi-identiques à celles du Conseil de sécurité de l'ONU, mais où seul le président américain détient un droit de veto. Certains pays, telle la France, membre permanent du CS de l'ONU, ont refusé de s'y joindre, tandis que d'autres, à l'instar de la Russie et de la Chine, temporisent pour l'instant et attendent d'en savoir plus à ce sujet avant de se prononcer.

Vite fait, bien fait

Que gagne le Maroc à compter parmi les membres de cette fraîche instance internationale façonnée selon des normes « trumpiennes » ?

Contrairement au Conseil de sécurité des Nations-Unies, avec lequel le Conseil de la paix fait presque doublon, ce dernier tire sa raison d'être, et donc sa légitimité, essentiellement de l'impuissance caractéristique de l'organe onusien à résoudre efficacement et rapidement les conflits armés qui s'enflamment à travers la planète.

Le Maroc, confronté au problème séparatiste attisé par un pays voisin hostile, a vu traîner cette affaire dans les instances onusiennes pendant pas moins d'un demi-siècle. Cinquante années pendant lesquelles les ressources allouées par le royaume à la résolution de ce conflit auraient pu être mieux exploitées pour le développement du pays et le bien-être de sa population.



Par **Ahmed Naji**

Il va sans dire que le président Trump, qui ambitionne toujours de se faire octroyer le prix Nobel de la paix, cherche à travers ce Conseil de la paix taillé à sa mesure à marquer la scène internationale de son empreinte.

Celle d'un homme d'affaires qui sait pertinemment que plus un conflit traîne en longueur, plus il est coûteux et tend à s'aggraver. Un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès, dit l'adage.

La légitimité du Conseil de sécurité des Nations Unies est fondée sur le droit international, son existence n'est donc nullement remise en question par cette nouvelle instance internationale qu'est le Conseil de la paix.

Leurs approches différenciées, si parfaitement coordonnées, sont toutes les bienvenues pour mettre fin aux crises et conflits armés et préserver ainsi des vies humaines.

Même si ce Conseil de la paix ne devait pas durer plus longtemps que le mandat de son promoteur à la tête des Etats-Unis, chaque crise ou conflit définitivement résolu, ou du moins pour longtemps gelé, est un acquis qu'il ne s'agit pas de dédaigner.

Le contraire consisterait à regarder s'allonger la liste des pertes humaines et matérielles des guerres et affrontements armés et perdurer les souffrances des peuples concernés en attendant que justice soit faite.

Echiquier mondial en recomposition

Il est certain que se profile ainsi une redistribution géopolitique des cartes à l'échelle mondiale, un processus confus mais néanmoins rapide dans lequel le Maroc se doit de se donner une bonne-main.

A l'Ouest de la planète, les Etats-Unis tentent de se forger une sphère d'influence exclusive, sous le regard ravi des puissances de l'Est. La Russie n'en a pas encore fini de dévorer des territoires en Ukraine, riches en ressources naturelles, et de les digérer, alors que la Chine porte un regard gourmand sur Taïwan et sa florissante industrie des microprocesseurs.

Au Nord du Maroc, une vieille Europe, démographiquement et économiquement en déclin, qui pleure sa gloire perdue et, au Sud, un continent africain en plein essor démographique et économique, qui regorge d'opportunités.

A l'Est, rien à signaler, si ce ne sont les perpétuelles inimitiés et conflits. A l'Ouest, le grand large atlantique qui mène vers les rives des Amériques, un hémisphère occidental en pleine recomposition géopolitique.

SM Le Roi Mohammed VI n'hésite pas un seul instant pour positionner le Maroc à chaque fois au mieux sur l'échiquier du Grand Jeu à l'échelle planétaire.



L'ÉCONOMIE DE LA JEUNESSE . LA CROISSANCE QUE NOS INDICATEURS RATENT

Permettez-moi de vous parler d'un moteur de l'économie que beaucoup d'économistes continuent de regarder de biais, parfois même d'ignorer, alors qu'il fonctionne déjà à plein régime.

Quand nous parlons de croissance, nous citons spontanément les moteurs « installés » : l'industrie, les services, la santé, l'économie verte, l'économie bleue, la silver economy. Ces moteurs ont un point commun : ils sont visibles, mesurables, fiscalisés. Ils apparaissent clairement dans le PIB, dans les statistiques, dans les rapports officiels. Ils rassurent, parce qu'ils entrent dans les cadres que nous maîtrisons.

Mais pendant que nous regardons ces moteurs bien identifiés, une autre économie irrigue silencieusement tout le système sans bénéficier de la même reconnaissance : l'économie de la jeunesse, en particulier celle des 20-25 ans.

Pourquoi cette économie de la jeunesse reste-t-elle hors champ ? D'abord parce qu'elle est hybride.

Elle ne rentre dans aucune case simple. Elle mêle petits boulots, stages rémunérés, freelancing étudiant, aides familiales, bourses publiques, soutien indirect au logement, au transport, au numérique, et parfois les premières tentatives entrepreneuriales. Cette économie est fragmentée, souvent transitoire, parfois informelle. Elle existe pourtant bel et bien, mais elle échappe aux instruments classiques de mesure macroéconomique.

Ensuite, parce qu'elle est anticipatrice. Ce que consomment les jeunes aujourd'hui — logement partagé, mobilité flexible, alimentation arbitrée, culture, numérique, formation continue, loisirs à faible coût — dessine déjà les marchés de demain. L'étudiant d'aujourd'hui annonce l'actif de demain. L'économie de la jeunesse est une économie prédictive : elle révèle en avance les transformations du travail, de la consommation et même du rapport à l'économie.

Il y a enfin une réalité que nous évoquons rarement dans les débats économiques : le rôle central des familles. Une part importante du revenu des ménages est mobilisée pour soutenir les enfants étudiants et jeunes actifs. Ces flux sont massifs, mais invisibles dans les comptes nationaux. Pourtant, il ne s'agit ni d'un simple coût social, ni d'une dépense improductive.



Billet

Par **Adnane Benchakroun**

C'est un investissement intergénérationnel qui soutient la demande, amortit les chocs du marché du travail et participe directement à la formation du capital humain.

Si cette économie reste marginale dans nos analyses, ce n'est pas parce qu'elle est insignifiante.

C'est parce qu'elle dérange. Elle brouille les frontières entre activité et formation, entre dépendance et autonomie, entre consommation et investissement. Elle nous oblige à sortir d'une lecture de la croissance trop centrée sur l'instant présent.

Reconnaître l'économie de la jeunesse comme un moteur à part entière, ce n'est pas un geste symbolique. C'est accepter une idée simple mais décisive : la croissance ne se lit pas seulement dans ce qui rapporte aujourd'hui, mais dans ce qui prépare la structure productive de demain. Ignorer les 20-25 ans dans l'analyse économique, c'est un peu comme analyser l'agriculture en oubliant les semences.

Et c'est précisément de cela dont je voudrais vous parler aujourd'hui.

Effectivement, c'est une économie invisible car les outils statistiques ne savent plus quoi classer

La comptabilité nationale repose sur des catégories stables : salarié, indépendant, chômeur, étudiant. Or, la jeunesse moderne navigue entre ces statuts, parfois simultanément.

Un étudiant peut être stagiaire le matin, freelance l'après-midi, créateur de contenu le soir, et dépendant financièrement de sa famille le week-end. Cette pluralité brouille les radars statistiques.

Résultat : on parle de « désaffiliation » ou de « précarité », alors qu'il s'agit souvent d'une activité économique éclatée, mal reconnue. Ce n'est pas une absence de valeur, mais une valeur mal rangée.

Ce biais produit une erreur de diagnostic : on sous-estime la contribution réelle des jeunes à l'économie, et on surestime leur coût apparent.

Cette économie de la jeunesse a un rôle central mais invisible car elle reflète l'investissement intergénérationnel oublié

Dans de nombreux pays, la jeunesse tient économiquement grâce à un acteur que l'analyse macroéconomique traite comme marginal : la famille.

Logement gratuit ou subventionné, alimentation, frais de transport, abonnements numériques, parfois santé et formation. Ces dépenses représentent un transfert massif de revenus vers l'économie réelle.

Ce n'est pas de la charité. C'est un choix rationnel des ménages : investir aujourd'hui pour sécuriser demain. Pourtant, ces flux ne sont ni comptabilisés comme investissement, ni reconnus comme stabilisateurs macroéconomiques.

En réalité, la famille joue le rôle d'un État-providence informel, souvent plus réactif que les politiques publiques, mais totalement invisible dans les indicateurs.

Mais il faut l'affirmer avec beaucoup d'insistance : Les jeunes sont les éclaireurs de la consommation future le fameux moteur de la croissance

Les jeunes consomment différemment, non par idéologie, mais par contrainte. Et c'est précisément ce qui rend leur comportement économiquement intéressant.

Ils privilégient l'usage à la propriété, l'abonnement à l'achat, la mutualisation à l'accumulation. Colocation, mobilité flexible, plateformes, seconde main, micro-expériences.



Ces pratiques ne sont pas marginales. Elles annoncent les standards de demain, dans un monde où les ressources sont plus chères et les trajectoires moins linéaires.

En ce sens, la jeunesse n'est pas une catégorie fragile, mais un laboratoire grandeur nature de l'économie post-abondance.

Oui, cette économie repose sur un Travail fragmenté mais il a une valeur réelle. On parle beaucoup des stages et des petits boulots comme d'un mal nécessaire. Mais on oublie ce qu'ils produisent réellement.

Services, logistique, numérique, assistance, création de valeur immatérielle. Mais surtout : adaptabilité, polyvalence, apprentissage accéléré.

Ces jeunes accumulent un capital expérientiel que l'économie formelle valorisera plus tard. Le problème n'est pas l'absence de production, mais l'absence de reconnaissance immédiate.

C'est une économie de la compétence en devenir, pas du poste figé.

La jeunesse est aujourd'hui le principal réservoir de prise de risque économique. Non pas parce qu'elle serait naturellement plus téméraire, mais parce qu'elle dispose de peu de capital à préserver et beaucoup à construire. Cette asymétrie explique pourquoi l'initiative entrepreneuriale naît majoritairement chez les jeunes.

Primo-entrepreneurs, auto-entrepreneurs, porteurs de projets hybrides, fondateurs de startups : cette économie foisonnante est souvent perçue à travers le prisme de l'échec. Trop de projets ne survivent pas, trop de structures disparaissent rapidement. Mais cette lecture est trompeuse, car elle applique aux débuts entrepreneuriaux des critères de rentabilité immédiate qui n'ont aucun sens à ce stade.

En réalité, cette économie fonctionne comme un capital-risque diffus, porté par des individus plutôt que par des fonds.

Chaque projet est une option sur l'avenir : il peut échouer, se transformer, ou parfois réussir de manière disproportionnée. Ce qui compte, ce n'est pas le taux d'échec, mais le processus d'exploration qu'il permet.

Or, cette exploration est extraordinairement précieuse pour l'économie nationale. Les jeunes entrepreneurs testent des usages, des modèles économiques, des besoins que les acteurs installés ne perçoivent pas encore ou n'osent pas investir. Ils opèrent à faible coût, avec une grande agilité, souvent dans des niches invisibles aux grandes entreprises.

Même lorsqu'un projet échoue, la valeur n'est pas détruite. Elle se transforme. Compétences, réseaux, compréhension du marché, capacité à gérer l'incertitude : tout cela alimente le tissu économique ultérieur. L'échec individuel devient un apprentissage collectif, à condition que le système ne le sanctionne pas durablement.

Le problème survient lorsque l'environnement institutionnel confond prise de risque et déviance. Lourdeurs administratives, stigmatisation de l'échec, précarité juridique : autant de freins qui transforment l'initiative en pari dangereux plutôt qu'en moteur d'innovation.

Reconnaître les primo-entrepreneurs comme un capital-risque humain implique un changement de regard. Il ne s'agit pas de subventionner tous les projets, mais de réduire le coût de l'essai et de sécuriser les trajectoires post-échec.

Un pays qui protège ses jeunes entrepreneurs ne garantit pas leur succès. Il garantit autre chose de plus précieux : la capacité collective à tenter, condition indispensable de toute croissance future.

Qu'on le veuille ou pas L'économie de la jeunesse est une variable macroéconomique stratégique

On se trompe de lecture lorsque l'on traite l'économie de la jeunesse comme un simple sujet social, éducatif ou générationnel. En réalité, il s'agit d'une variable macroéconomique systémique, au même titre que l'investissement, l'innovation ou la démographie active.

Pourquoi ? Parce que la jeunesse n'est pas seulement une population. C'est une phase économique. Une phase durant laquelle se construisent les compétences, les habitudes de consommation, le rapport au travail, au risque et à l'État. Autrement dit, c'est le moment où se forment les paramètres profonds de l'économie future.

Un pays qui néglige cette phase fabrique mécaniquement des déséquilibres différés : sous-productivité, instabilité de l'emploi, défiance vis-à-vis des institutions, fragilité fiscale. Ces effets n'apparaissent pas immédiatement dans les comptes publics. Ils surgissent dix ans plus tard, sous forme de chômage structurel, de tensions sociales ou de fuite des talents.

À l'inverse, un pays qui investit intelligemment dans cette période crée de la résilience économique, même en contexte de chocs externes.

L'économie de la jeunesse est aussi une économie de transition entre deux modèles : celui de la formation académique et celui de la production pleine.

Or, cette transition s'est allongée partout dans le monde. Continuer à raisonner comme si l'entrée dans la vie économique était instantanée est une erreur analytique majeure. La jeunesse supporte aujourd'hui le coût d'un marché du travail plus exigeant, plus instable, mais aussi plus innovant.

Il y a enfin un enjeu politique au sens noble du terme. La manière dont une société traite économiquement sa jeunesse conditionne son contrat social. Lorsque les jeunes perçoivent l'économie comme un système fermé, qui ne reconnaît ni leurs efforts ni leurs contributions, ils se retirent, se replient ou quittent le pays. À l'inverse, lorsqu'ils se sentent intégrés, même progressivement, ils deviennent des acteurs engagés de la croissance.

En ce sens, l'économie de la jeunesse n'est pas une économie à part. Elle est le socle silencieux sur lequel reposent toutes les autres : industrie, services, innovation, finance publique. La négliger, ce n'est pas faire une économie budgétaire. C'est prendre un risque macroéconomique majeur.



Reconnaître cette réalité, c'est accepter une idée simple mais exigeante : la croissance ne commence pas là où les indicateurs s'arrêtent, elle commence là où l'avenir se prépare.

Plaidoyer pour une économie qui commence avant les chiffres

Permettez-moi de conclure simplement, sans formules techniques, sans tableaux, sans indicateurs. Juste avec une idée centrale.

Une économie ne commence pas le jour où un individu signe son premier contrat à durée indéterminée. Elle commence bien avant. Elle commence quand une société décide ce qu'elle fait de sa jeunesse.

Aujourd'hui, nous persistons à analyser la croissance comme si elle surgissait toute faite, comme si les compétences, l'innovation, l'esprit d'entreprise apparaissaient spontanément à l'âge adulte. Cette illusion nous coûte cher. Parce qu'en ignorant la phase de construction, nous fragilisons tout ce qui vient après.

L'économie de la jeunesse n'est pas un supplément d'âme. Ce n'est pas un sujet social que l'on traite à part, à la marge des politiques économiques sérieuses. C'est une infrastructure invisible. Une infrastructure humaine, cognitive, culturelle, sur laquelle reposent tous les autres moteurs de croissance dont nous parlons avec sérieux : l'industrie, la santé, la technologie, la transition énergétique, l'économie bleue ou la silver economy.

Quand un pays néglige cette infrastructure, il ne fait pas des économies. Il accumule des dettes différées. Dettes de compétences, dettes de confiance, dettes de productivité. Ces dettes n'apparaissent pas dans les budgets annuels. Elles apparaissent plus tard, sous forme de chômage structurel, de décrochage social, de fuite des talents ou de colère silencieuse.

À l'inverse, un pays qui investit tôt, intelligemment, patiemment dans sa jeunesse construit une croissance plus robuste, plus adaptable, plus résiliente. Il accepte que tout ne soit pas rentable immédiatement. Il accepte que certaines trajectoires soient sinueuses. Mais il sait que le rendement est là, à moyen et long terme.

Il y a ici un choix politique au sens noble. Soit nous continuons à traiter les 20-25 ans comme une population en attente, en transition, presque en suspension économique. Soit nous reconnaissons qu'ils sont déjà des acteurs à part entière, même si leur contribution ne correspond pas aux catégories classiques.

Reconnaître l'économie de la jeunesse, ce n'est pas tout subventionner. Ce n'est pas distribuer sans contrepartie. C'est d'abord mesurer autrement, pour voir ce qui existe réellement. C'est ensuite sécuriser les trajectoires, pour que l'erreur, l'échec ou l'exploration ne se transforment pas en exclusion définitive. C'est enfin investir tôt, parce qu'un dirham investi à ce stade produit des rendements bien supérieurs à un dirham dépensé plus tard pour réparer les dégâts.

Il faut aussi avoir le courage de le dire : les familles jouent aujourd'hui un rôle économique que nous refusons de reconnaître. Elles amortissent les chocs, financent la formation, soutiennent la consommation. Ce qu'elles font mérite d'être intégré dans la réflexion économique, pas relégué au domaine privé.

Enfin, il faut changer de regard. La jeunesse n'est pas un problème à gérer. Elle est une hypothèse de croissance. Une hypothèse risquée, certes. Mais toute croissance l'est. Une économie qui ne prend plus de risques sur sa jeunesse est une économie qui renonce, à terme, à l'innovation.

En économie, nous parlons souvent de moteurs. La jeunesse n'est pas un moteur parmi d'autres. Elle est le banc d'essai de tous les moteurs futurs. Ce qui ne fonctionne pas avec elle ne fonctionnera pas durablement avec le reste de la société.

Si nous voulons une croissance forte, inclusive et stable, alors nous devons accepter une idée simple mais exigeante : la croissance commence avant les chiffres. Elle commence là où l'on prépare les trajectoires, où l'on tolère l'apprentissage, où l'on fait confiance à l'avenir.

Et cet avenir, qu'on le veuille ou non, porte aujourd'hui un visage jeune.



**Adnane
Benchakroun**



**Aziz
Boucetta**



**Aziz
Daouda**



**Mustapha
Sehimi**



**Hicham EL
AADNANI**



**Az-Eddine
Bennani**



**Mohamed Ait
Bellahcen**



**Saïd
Temsamani**



**Fawzia TALOUT
MEKNASSI**



**Rachid
boufous**



**Mohammed
Yassir Mouline**



**Anwar
CHERKAoui**



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS



Abdeslam
Seddiki.



Samir
CHAOUKI



Adnan
Debbah



Hafid
Fassi fihri



Brahim Ouled
Errachid



Ahmed
Naji



Yassine Aït
Haddou



Lahssan
Haddad



Aziz
Rebbah



Bargach
Larbi



Mostafa
Belaoui



Omar
Hasnaoui

ولهذا التحول نتيجة عميقة: تنتقل المسؤولية اللغوية من المتكلم إلى المتلقي. لم يعد المطلوب من المتحدث أن يكون دقيقاً، بل من المستمع أن يكون متسامحاً في الفهم. يتبدل موقع الخطأ. لكن مجتمعاً يقوم على هذا الأساس يضعف فضاءه المشترك. فبدون كلمات مستقرة نسبياً، لا يعود هناك خلاف حقيقي، بل سلسلة لا تنتهي من سوء الفهم.

المسألة، إذن، ليست مسألة رقابة ولا حرية تعبير بلا حدود، بل مسألة نضج ديمقراطي. تحمّل المسؤولية عن الكلمات يعني القبول بأن لها آثاراً لم نكن نتوقعها بالكامل. ويعني الاعتراف بأن الكلام في الفضاء العام ليس مسودة، بل فعل. وأن التوضيح لا يبدأ بقول «أسيء فهمي»، بل بـ«لم أحسن التعبير».

إعادة الاعتبار لوزن الكلمات لا تعني تقديسها، بل الاعتراف بأنها تُلزم، وتبني النقاش، وتصوغ المخيال الجماعي. والإفراط في الاحتماء بالشفهي وبالنية وبالسياق المفترض يعرّضنا لخطر أخطر من الصراع نفسه: تآكل الثقة. ومن دون ثقة في الكلمة، لا يبقى سوى الضجيج.



وفي عالم مشبع بالخطابات، لا يكون الصمت دائماً هزيمة. قد يكون أحياناً الشرط الأول لكلمة أكثر عدلاً.

راحة سوء الفهم

نعيش زمناً نكثر فيه من الكلام، لكننا نتحمّل فيه مسؤولية ما نقوله بشكل متناقض. زمناً لم تعد فيه الكلمة التزاماً، بل فرضية قابلة للتراجع. هذا العارض حاضر في كل مكان: في السياسة، على شبكات التواصل الاجتماعي، في النقاشات الثقافية، وحتى في الأحاديث اليومية. ويتجسّد في عبارات أصبحت شبه آلية: «لم أقصد ذلك»، «أسيء فهمي»، «أخرج الكلام من سياقه». المشكلة هنا ليست في سوء نية الأفراد، بل في خلل بنيوي أعمق، يتعلق بعلاقتنا الجماعية باللغة.

في الماضي، كان الكلام فعلاً. أن تقول يعني أن تتخذ موقفاً. والكتابة، على وجه الخصوص، كانت تعني تثبيت الفكرة في الزمن، وقبول أن تُقرأ من جديد، وأن تُنتقد، وأن تُعارض. اليوم، تميل الكلمة إلى أن تكون سائلة. تنتقل بسرعة، تتبدل، تُصحّح في الزمن الحقيقي، من دون أن تستقر نهائياً. هذا التحول ليس بريئاً، إذ يجعل المسؤولية متغيرة وقابلة للتكيف.

في السياسة، هذا السلوك قديم لكنه تسارع بشكل واضح. لم تعد الكلمة أداة للشرح أو الإقناع فقط، بل أصبحت وسيلة للاختبار والاستفزاز واحتلال الفضاء العام. التصريح المثير للجدل يتحول إلى ما يشبه «بالون اختبار». إن كانت ردود الفعل قوية، يتم التراجع: «لم أقصد هذا المعنى». وإن مرّ الكلام بسلام، يتم تثبيته. لم تعد اللغة عقداً مع المواطن، بل مادة تكتيكية. لا يتم إنكار المضمون بقدر ما يتم إنكار أثره، فالخطأ لا يكون في الكلمة، بل دائماً في تأويلها.

تعتمد هذه المنظومة على خلط مقصود بين النية والنتيجة. غير أن النية، في الفضاء العام، مسألة ثانوية، لأنها تنتمي إلى المجال النفسي الفردي. أما الأثر، فهو سياسي واجتماعي، وأحياناً رمزي العنف. فالكلمة قد تُقصي، أو تُطبع، أو تُشعرن، حتى لو لم تُقصد على هذا النحو. إنكار هذه الحقيقة يعني تبسيط النقاش العام حدّ الطفولة. وكأن على المواطنين أن يخمنوا ما «كان في ذهن» المتحدث، لا أن يحاسبوه على ما قاله فعلياً.

الأدب، على العكس، يذكرنا بحقيقة منسية: للكلمات وزن لأنها تنفلت من سيطرة أصحابها. النص الأدبي لا يشرح باستمرار ما «أراد قوله». إنه يقبل مخاطرة القراءة وتعدد التأويلات. لكن هذا التعدد لا يعني غياب المسؤولية، بل يفترض دقة قصوى في اختيار الكلمات. حيث يبحث الخطاب السياسي المعاصر عن مخارج طوارئ، يقبل الأدب بإغلاق بعض الأبواب.

هذا التباين يضيء مفارقة معاصرة: نحن نعيش في مجتمع مهووس باللغة—بعنفها، وإقصائها، وانحيازاتها—لكنه يرفض تحمّل نتائجها. وتجسّد «الجيل Z» هذه المفارقة بوضوح. فمن جهة، هناك وعي حاد بقوة الكلمات وقدرتها على الإيذاء أو الإخفاء أو تطبيع غير المقبول. ومن جهة أخرى، هناك تضخم دلالي دائم: كل شيء يصبح «عنيفاً» أو «سائماً» أو «إشكالياً». تخسر الكلمات دقتها بقدر ما تكسب شحنة عاطفية.



بقلم: عدنان بن شقرون

هذه الحساسية اللغوية المفرطة تُنتج أثراً مزدوجاً. فهي تكشف جيلاً واعياً بعلاقات القوة الكامنة في اللغة، لكنها في الوقت نفسه تُضعف النقاش، لأن أي زلة لفظية قد تصبح سبباً للإقصاء. في هذا السياق، تتحول عبارة «لم أقصد ذلك» إلى طلب للعفو الأخلاقي أكثر منها محاولة لتوضيح المعنى. لم يعد الهدف إعادة بناء الدلالة، بل حماية الهوية.

وقد دفعت شبكات التواصل الاجتماعي هذا المنطق إلى حدّه الأقصى. فهي أنشأت فضاءً تكون فيه الكلمة فورية وقابلة للأرشفة، عاطفية وقابلة للتفكيك في آن واحد. نتحدث فيها كما لو كنا في خطاب شفهي، لكننا نحاسب كما لو كنا كُتبتنا نصاً. ومن هنا تتكاثر استراتيجيات الالتفاف: فيديوهات توضيحية، اعتذارات استعراضية، سلاسل طويلة من التبرير. تختفي الكلمة الأولى تحت وطأة الدفاع عنها. لم نعد نناقش ما قيل، بل ما كان ينبغي أن يفهم.

في هذا المشهد، أصبح الشفهي ملاذاً. يُفضّل لأنه يترك هوامش: نبرة الصوت، الابتسامة، السخرية، العفوية. يسمح دائماً بالقول لاحقاً: «أنتم لم تفهموني». يبيع الغموض والتناقض أحياناً. حيث يفرض المكتوب قدراً من الوضوح، يسمح الشفهي بالملاحظة دون بوصلة. المشكلة ليست في الشفهي ذاته—فهو شكل نبيل من أشكال التواصل—بل في استخدامه الاستراتيجي للهروب من ثبات المعنى.

رمضان كريم
By Lodi



علاشي و كيفاشي ؟

طريق الرجوع لله... لحظات صفاء
باش نغديو الروح ونفهمو جوهر دينا

@lodjmaroc



كلنا مع الفريق الوطني لكرة القدم...؟؟ وكلنا مساهمين في تنظيم دوري الاتحاد الإفريقي ببلادنا؟؟

بقلم: فريق التحرير

إن الدعاية المسمومة التي تقوم بها ابواق مأجورة أو قناة رسمية أنها لا تجدي نفعا في أي شيء لأنها أصبحت تغطية بئيسة متميزة انقلبت على نفسها وفضحت نفسها؟! لأن المملكة المغربية وضعت مسارا تنمويا لتنمية البلد ووضعت استراتيجيات وطنية للقيام بالاقلع الاقتصادي وتحقيق العدالة الاجتماعية والمجالية وتحقيق كرامة الإنسان وصيانة حقوقه الطبيعية والحقوقية إن المسار الذي ذهبت به المملكة المغربية لا يمكن الرجوع عنه ولا يمكن التخلي عن المشاريع الكبرى العظيمة لخدمة الإنسان سواء الإفريقي أو غيره. لأن المغرب بتنظيم كأس أفريقيا تم كأس العالم على هذه الأرض المغربية المعطاة التي أفرزت عبر العصور أمجادا مازال التاريخ يسجل بمداد الفخر، والاعتزاز تريد المساهمة في الحضارة العصرية بتسجيل نقاط التلاقي الشعوب لأن الرياضة وضعت من أجل خدمة الشعوب للإنسان واحترام إنسانية الإنسان.

غير أن الأبواق الدعاية المسمومة سوف يكذبها الإنسان الجزائري الذي يعيش الكان وتعرف بالملموس وفي الميدان على النهضة العمرانية والاقتصادية التي تعرفها المملكة المغربية في كل المجالات والميادين بما فيها المنشآت الرياضية الكبرى التي أضحت تضاهي المنشآت الرياضية لكرة القدم ذات معايير عالمية ودولية ..

أن أبواق الدعاية المسمومة " لحراس المرادية " نقول لهم أننا سوف ننظم تظاهرة الكان أخرى 2028 وسوف ننظم كأس العالم في عام 2030. نحن نسير بخط ناظم بخطط عقلانية لا نبالي بما يسوقونه من إعلام مخدوم يعرف حقيقتكم العالم الحر، وأفريقيا الحرة ، انتم ماتستحون عندما تصوروا أو تنقلوا مباراة لفريقهم الملعب مملوء "السبخات " أي "الضايات " عن طريق ما يسمى بالذكاء الاصطناعي توظيفا سلبيا ان جميع القنوات الرياضية العالمية تنقل المقابلة ولم تسجل أية مشكلة تعكر صفوة التظاهرة الرياضية الإفريقية الكبرى أي على من تضحكون؟ أي على أنفسكم فقط . يستهزئ منكم الجزائري، الذي شاهد في المغرب المباراة .

أن اعلامكم أصبح أضحوكة في العالم وفي إفريقيا بالخصوص

أما المغرب بعقلانية وروية يسير بخطى ثابتة من أجل المساهمة. في هذه الحضارة المعاصرة والكونية عن طريق تنظيم المظاهرات الكروية الرياضية وعن طريق التواصل الثقافي الحضاري بين الشعوب من أجل الإنسانية. لكي يسود السلم والأمان، والتعايش الإنساني والتعرف على الثقافات وعادات وتقاليد الغير.

☆ -باحث حاصل على دكتوراه في العلوم الاجتماعية والإنسانية والتاريخ الاجتماعي المعاصر والراهن.

الإعلام "المسموم" "والمخدوم" كذبت شواهد الواقع الحقيقي " للكان" كأنهم ينفخون في كربة متقوية. !!... تنظيم ،ضيافة ،واستقباله من قبل الشعب المغربي ...؟؟؟؟ تفننت "جوقة " من الإعلاميين او الصحفيين في قلب الحقيقة من طرف وسائل الإعلام التلفزيون الجارة الشرقية ،أي إعلام الحاكمين في قصر" المرادية "وتبين بدون حياء مناظر لعللاقة لها بالواقع مناظر افتراضية سجلت في جزيرة "الواق واق " وقد نسيت أو تناست أن العالم وليس الإفريقي لكنه العالم المتحضر الذي نقل مباريات" الكان "أي الاتحاد الإفريقي لكرة القدم كاملة ونقل الافتتاح الذي كان مبدعا ولم نشاهد مثله في كل افتتاحيات "الكان" وغيرها أنها عبقرية الشعب المغربي .وبالرغم من امطار الخير الكثيرة التي سقطت ببلادنا لم تسجل أي توقف لأي مباراة لأن الميادين والملاعب في مستوى عالمي راق بمعايير دولية وفنية كبيرة جدا، تم ان الوفود من الجماهير الجزائرية -المرحب بها ببلادنا المرحب بها طبعا لكرم الضيافة -جاءت لتشجيع فريقها الوطني كانت بمثابة بعثات دبلوماسية وبعثات صحفية وإعلامية تصور وتنقل الحقيقة ؟ تم كانت تنقل في أي وقت وحين لأنها وجدت ان المغرب وفر كل شيء حتى أن الموز يوجد بأعداد وافرة جدا .

إنها الطمأنينة والحرية، والاستقبال الجيد يوجد في المملكة المغربية أنها المملكة المغربية الحضارة التليدة و الراقية، والتاريخ العميق يجر ازمنته في كل الحقب ،.تم أن الإنسان المغربي الذي تعيش فوق هذه الأرض المعطاة ، خلقت إنسانا أصيلا يستوعب كل المتغيرات و يتماهى مع كل جديد ومتجدد ومبتكر، المغربي بخصاله الحميدة وتعامله الحسن ، متشبها بخصائص المجتمع المغربي المبنية على التكامل والتضامن والإخاء ومحبة الأجنبي أنها خصلة فريدة ومتفردة في شعب يؤمن بالتعايش والتساكن وحب الآخرين .أن المجتمع المغربي يتصف بالعمل الطهراني المتأصل في المجتمع والنابع من الحضارة المغربية الأصيلة ذات الامجاد ليس ضعفا بل ازدادت التنوع الإثني والثقافي قوة وصلابة للإنسان المغربي .

4. "أمريكا أولاً": شعار جامع أم مفهوم ضبابي؟

يقدم باوير شعار America First باعتباره مبدأً منظماً متماسكاً. غير أن هذا الشعار يعاني من غموض بنيوي يميل الكاتب إلى التقليل من شأنه. هل يعني الحمائية؟ الانعزالية؟ الإمبريالية الصريحة؟ أم مجرد أولوية خطابية؟ بحسب السياق، يعطي ترامب نفسه تفسيرات متناقضة.

هذه المرونة، التي تُقدّم غالباً كقوة، قد تكون أيضاً دليلاً على فراغ عقائدي. فالشعار القادر على أن يعني كل شيء، قد ينتهي إلى ألا ينظم شيئاً فعلياً. عملياً، تذبذبت السياسة الخارجية لترامب بين الانسحاب المفاجئ واستعراض القوة، وبين خطاب سيادي والارتهان المستمر لموازين القوة التقليدية.

التشكيك في America First لا يعني إنكار أثره الرمزي، بل التذكير بأن اللغة قد تخفي لا تماسكاً استراتيجياً، بل تساهم في إدامته. حيث يرى باوير رؤية عالمية متكاملة، يمكن أيضاً رؤية مجموعة من الوضعيات التكيفية المتناقضة، يجمعها فقط مردودها الإعلامي التّني.

5. قطيعة دائمة في الخطاب السياسي: هل هي فعلاً بلا رجعة؟

أخيراً، يلّمح باوير إلى أن ترامب أحدث تحوّلاً دائماً في قواعد الخطاب السياسي، بحيث بات الرجوع إلى ما قبلها مستحيلاً. هذه الأطروحة، رغم شيوعها، تستحق التهذئة. فالتاريخ السياسي يبيّن أن الأساليب الخطابية دورية، تتفاعل مع إفراطات المراحل السابقة. فحين يبلغ الصدام ذروته، تنشأ غالباً رغبة اجتماعية في التهذئة، والتقنية، والرصانة.

إسناد تحول لا رجعة فيه إلى ترامب يمنحه مركزية تاريخية مفرطة. وقد يظهر «الترامبية اللغوية» لاحقاً كفصل مبالغ فيه يعكس أزمة محددة – أزمة الثقة في الديمقراطية – أكثر مما يعكس حالة دائمة للنظام السياسي.



بعبارة أخرى، الخطاب السياسي لا يتجمّد عند شخص، مهما كان صاخباً. إنه يتحول، يُراجع ذاته، ويعيد التوازن. حيث يرى باوير قطيعة نهائية، يمكن الدفاع عن فرضية اختلال مرحلي، آثاره حقيقية، لكنها ليست قدراً محتوماً ولا غير قابل للتراجع.

قراءتي النقدية في خمسة محاور لآخر كتب ألان باوير حول دونالد ترامب

في هذا المقال، أقدم قراءة نقدية في خمسة محاور لكتاب ألان باوير، الكاتب والباحث المتخصص في علم الإجرام، المعنون «ترامب، سلطة الكلمات». قراءة تسعى إلى مساءلة أطروحاته، لا من باب الرفض، بل عبر تفكيك مناطقها العمياء، ورصد تناقضاتها الداخلية وحدودها التحليلية، مع التزام صارم بمضامين الكتاب نفسه وعدم الخروج عن إطاره المرجعي.

1. "الاستراتيجية الواعية": هل جرى تضخيم القصيدة؟

ينطلق ألان باوير من فرضية مفادها أن تبسيط دونالد ترامب لخطابه السياسي هو خيار استراتيجي واعٍ، يكاد يكون ميكافيلياً. فرضية جذابة من حيث تماسكها الداخلي، لكنها تقوم على إسناد أقصى درجات القصيدة لسلوك لغوي قد يكون أكثر تعقيداً مما يبدو. ففي مجال التواصل السياسي، لا تكون التحولات الأسلوبية دائماً نتائج حساب عقلاني بارد، بل قد تنجم أيضاً عن تكييف تدريجي وتجريبي، وأحياناً فوضوي، مع ردود فعل الجمهور وإيقاع الإعلام. لا يوجد ما يثبت بشكل قاطع أن ترامب نظّر مسبقاً لما يمكن تسميته «التراجع المعجمي» ضمن خطة مدروسة. من الممكن، وبالقدر نفسه من المعقولية، أنه عزز تلقائياً ما أثبت فعاليته: جمل قصيرة، مبالغات، وعبارات صادمة. بعبارة أخرى، قد تكون الفعالية سبقت الاستراتيجية، لا العكس. والفرق هنا جوهري: في الحالة الأولى، يكون ترامب مهندساً لغوياً، وفي الثانية، فاعلاً خطابياً انتهازياً شديد التفاعل، لكنه ليس مخططاً شاملاً.

من خلال تضخيم منسوب التماسك الاستراتيجي، قد يقع باوير في فخ عقلنة لاحقة لسلوكيات تحكمها في الواقع حدسية قوية، وربما اندفاعية. الخطر التحليلي واضح: تحويل ظاهرة مفتوحة ومتغيرة إلى نظام مغلق. هذا النقد لا يبرئ ترامب، لكنه يمنع تحويله إلى أسطورة عن «استراتيجي كلي المعرفة» في ميدان اللغة السياسية.

2. روي كوهن: نسب تفسيره قد يكون مبسّطاً أكثر من اللازم

يحتل تأثير روي كوهن موقعاً مركزياً في تحليل باوير. ورغم أن هذه العلاقة موثقة تاريخياً، فإن وزنهما التفسيري يظل قابلاً للنقاش. فاعتبار كوهن المرجعية شبه الوحيدة لما يسميه باوير «الترابمية اللغوية» ينطوي على شخصنة مفرطة لظاهرة تندرج أيضاً ضمن تحولات بنيوية عميقة في المشهد الإعلامي والسياسي الأمريكي.

خشونة الخطاب السياسي سبقت ترامب وتتجاوز شخصه. البرامج الحوارية المستقطبة، القنوات الإخبارية ذات التوجه الأيديولوجي، الإداعات المحافظة، وشبكات التواصل الاجتماعي، كلها ساهمت منذ عقود في تشجيع الصدام، التبسيط، وبناء صورة العدو. ترامب برع في استغلال هذا السياق، لكنه لم يخترعه. اختزال هذا التحول في إرث روي كوهن يعني التقليل من شأن العوامل النفسية لصالح سردية بيوغرافية جذابة.

بقلم: عدنان بن شقرون

إضافة إلى ذلك، فإن فكرة التزام ترامب الصارم بـ«قواعد كوهن الخمس» تصطدم بوقائع كثيرة: ارتجال دائم، تناقضات متكررة، تراجع مفاجئ، وتصريحات حادة لتصريحاته السابقة. هذا الاضطراب الخطابي يضعف صورة التلميذ المنضبط الذي يطبق تعليماً عقائدياً بحذافيره. الأرجح أن ترامب استلهم من كوهن أسلوب المواجهة العامة، دون أن يتحكم تماماً في آثاره بعيدة المدى.

3. المعجم كسلاح: فعالية حقيقية أم وهم أدائي؟

ينسب باوير إلى كلمات ترامب قدرة شبه مستقلة على تشكيل إدراك الواقع على المدى الطويل. هذا المنظور السيميولوجي، رغم غناه، قد يبالغ في تقدير سلطة اللغة على حساب النتائج الملموسة. فالتجربة السياسية تظهر أن الأداء الخطابي يصطدم عاجلاً أم آجلاً بقيود الواقع المادي والمؤسسي.

القول إن نظاماً ما «معطل» لا يعني إصلاحه. ووصف سياسة بأنها «جميلة» لا يضمن فعاليتها أو قبولها المستدام. رئاسة ترامب نفسها كشفت هذا التوتر بوضوح: العديد من الإعلانات الصاخبة اصطدمت بتعقيدات المؤسسات، القضاء، والعلاقات الدولية. اللغة تصدم وتحرك وتستقطب، لكنها لا تحكم وحدها.

من خلال التركيز على البعد التنويمي للكلمات، قد يغفل باوير عن خيبة الأمل التدريجية التي أصابت جزءاً من الناخبين حين واجهوا الفجوة بين الوعد الخطابي والواقع السياسي. الكلمة تستطيع أن تفتح الطريق إلى السلطة، لكنها قد تستنزف رصيدها أيضاً. فالتشبع اللفظي يقود في النهاية إلى الإرهاق، وربما إلى الشك، حتى لدى أكثر المؤيدين حماسة.

السيادة السردية وقوة الدول



بقلم: **لحسن حداد**

كاتب مغربي وهو أستاذ جامعي في التدبير والتواصل والعلوم السياسية والحيواستراتيجية وإدارة الأعمال

أما رواندا، فقد انتقلت من سردية الإبادة إلى سردية الدولة الناجعة. وقد اتسمت هذه العملية بانضباط صارم في الرسالة، حيث جرى الربط بين الحكامة والاستقرار والتوجه نحو المستقبل. ولا تتحدث رواندا كثيراً عن الماضي، لكنها تتحكم بدقة في الكيفية التي يُستحضر بها. المشترك بين هذه الدول ذات السيادة السردية أنها تعتمد على سرد مركزي واضح (مُختَصَر في جملة واحدة) وتمتلك قنوات متعددة لتصريفه وتستبق الصراع الساري ولا تنتظر حدوثه، وتبنى استمرارية في الزمن ولا تعتمد على ردود فعل ظرفية.

المغرب ودول عربية خليجية حققت إنجازات كبيرة وسط استقرار مؤسساتي قوي ورؤى ملكية وأميرية واضحة معتمدة على رموز قوية (مثل أفريقيا والأطلسي والرياضة بالنسبة للمغرب، أو النجاحات العمرانية والتكنولوجية، والريادة الجهوية والعالمية والإنجازات الإعلامية والدبلوماسية فيما يخص دول الخليج...). المشكل ليس في غياب السرد، ولكن في تحويله إلى إطار مهيمن. الانتقال المطلوب في هذه البلدان هو من بلدان تنجح إلى بلدان تُفرض طريقة فهم نجاحاتها. وهذا يقتضي استباق السرديات المضادة حول حقوق الإنسان والبيئة والمرأة والفكر المحافظ وتبنيها، ولكن بشكل مختلف في إطار سردي يخدم سيادتها وقوتها السردية.

بالنسبة للمغرب، يَطْرَح سؤال النموذج السردية نفسه اليوم بالحاح غير مسبوق: أي سردية نريد في أفق 2030، وبأي منطق تُبنى وتُدار؟ تتقاطع حول المغرب اليوم مقاربات سردية عدة. أولها سردية دفاعية، متحكِّم فيها، تعتمد على التعبئة الشعبية وارتفاع منسوب الوعي لدى النخب المدافعة عن صورة البلاد ومصالحها. وثانيها قوة صامته قائمة على المصادقية، تجسدها مؤسسات دولة قوية، مستقرة، وفعّالة، تشتغل أكثر بالفعل من الخطاب. غير أنَّ هاتين المقاربتين، على أهميتهما، تظلان غير كافيتين ما لم تُترجما إلى سيادة سردية واعية ومتحكِّم فيها.

الرهان اليوم ليس تغيير الرواية، ولا اختراع سردية جديدة، بل تحويل الرواية القائمة إلى بنية ذهنية مرجعية: إطار تفكير، ولغة تفسير، وعدسة قراءة يُفهم من خلالها المغرب، داخلياً وخارجياً. سردية لا تكتفي بالدفاع، بل تُؤطر النقاش، وتحدد الأسئلة، وتفرض الإيقاع.

في هذا السياق، أصبح أفق 2030 أكثر من مجرد اختبار تنظيمي أو لوجيستي، إنه اختبار سردية تنظيمية بامتياز. ففي عالم يتنافس على المعنى قبل الوقائع، وعلى التأويل قبل الحدث، من لا يفرض لغته يُقرأ بلغة غيره، ومن لا يُعرِّف نفسه يُعرَّف من الخارج.

السيادة السردية ليست ترفاً خطابياً ولا تعبيراً عن غرور وطني، بل هي شرط من شروط القوة الحديثة: قوة التأثير، وقوة الإقناع، وقوة الحضور في عالم تحكمه الروايات بقدر ما تحكمه الوقائع.

ما نلاحظه في السنوات الأخيرة هو تحوُّل نوعي في موازين القوة داخل النظام الدولي، حيث لم يعد الإنجاز المادي وحده كافياً. فقد أصبح التحكم في المعنى عاملاً أكثر عمقاً وتأثيراً، لأنَّه هو الذي يمنح الإنجاز المادي بعده القيميَّ وقدرته على التأثير في البيئة الدولية. وهكذا، لم تعد النجاحات في حدِّ ذاتها كافية، ما لم تقترن بالقدرة على فرض إطار معيَّن لقراءتها وفهمها. وفي هذا السياق، تعني السيادة السردية امتلاك القدرة على التحكم في الرواية التي تُمنح للإنجازات المادية والسياسية والاقتصادية، وتحديد الكيفية التي يُنظر بها إليها دولياً. السيادة السردية هي قوة حديثة تحدد مدى قدرة الدول على التحكم في الرواية التي يُقدَّم من خلالها وضعها السياسي والمؤسساتي، وكيفية إدراكه وفهمه على الساحة الدولية.

ولكن ما السيادة السردية بالضبط؟ إنها ليست تواصلًا ولا دعاية؛ بل هي القدرة على تحديد المفاهيم، وضبط المفردات، وفرض إطارٍ للتفكير حتى على الخصوم. والفكرة المحورية هنا أن من يحدد السؤال هو من يتحكم في الجواب.

فالولايات المتحدة تمارس هيمنة على المستوى الدولي لأنها نجحت، عبر عقود من الزمن، في خلق وحدة سردية بين الثقافة والتكنولوجيا والجامعة والدبلوماسية. وبهذا المعنى، لم يتم إنكار الإخفاقات، بل جرى استيعابها داخل الرواية الكبرى بدل نفيها. والدرس المستخلص من هذه التجربة الفريدة هو أن إنتاج الإطار الذهني أهم من إقناع الجميع به.

أمَّا الصين، فقد اعتمدت مقارنة السردية الهجومية المتكررة، حيث تبنت منذ البداية رواية واحدة تقوم على تسلسل واضح: الإذلال، ثم النهوض، ثم القوة المسؤولة. وتقوم هذه المقاربة على تغيير الأجنحة بدل الانشغال بالرد على الانتقادات. والدرس المستخلص من هذه التجربة هو أنَّ الانضباط السردية هو ما يصنع الفعالية.

تمثّل اليابان ورواندا، رغم الفارق الشاسع بينهما، مثالين آخرين على التحكم في الرواية. فقد اكتسبت اليابان قوة التجسيد الصامت لهوية لا ينازعها فيها أحد، تقوم على المصادقية والجودة، والذوق الجمالي، والحدائق المنضبطة.

أندر موهبة في السياسة : إدراك اللحظة المناسبة للانسحاب

فن التوقيت السياسي

في الساحة السياسية، يُختَرَلُ الحدس غالبًا في القدرة على الفوز، وعلى الاستمرار، وعلى التمسك بالموقع مهما كان الثمن. غير أن هناك موهبة أدق، شبه خفية، لا يُتقنها إلا القليل من الفاعلين : موهبة قراءة المشهد كما تُقرأ نوتة موسيقية، واستشعار النغمة الزائدة، والأهم إدراك اللحظة التي ينبغي فيها وضع الأوراق السياسية جانبًا قبل أن تُتزعزع قسرًا.

هذه العطية النادرة لا تلبس بالتكتيك ولا بالمكر. إنها ذكاء الموقف، وبصيرة تكاد تكون رواقية : أن ترى، في خطاب ما، أو قرار، أو تحوّل في الرأي العام، خط الصدع الذي يُنبئ بالأفول. كبار السياسيين—أولئك الذين تُستحضر أسماؤهم باحترام—هم الذين فهموا أنّ هناك مخارج لا ينبغي تركها تُغلق.

في المغرب، كما في غيره، تحمل الذاكرة السياسية صور شخصيات عرفت كيف تُغادر المسرح في الوقت المناسب، من دون انتظار إهانة صناديق الاقتراع، أو غضب الجموع، أو إعصار الشبكات الاجتماعية. الانسحاب ليس فشلًا، إنه طريقة لإطالة نفع المسار. فبعد حد معيّن، يتحوّل الإصرار إلى ضرر : على الذات، وعلى الحزب، وعلى البلد قبل كل شيء، لأنّ الأوطان تحتاج إلى أن تتنفس وتتجدّد.

يُظهر التاريخ أنّ من يتشبّهون بما يتجاوز المعقول يصبحون أسرى صورتهم. وفي النهاية يُدفعون إلى الخارج، لا بعظمة، بل بملل جماعي. الشبكات الاجتماعية، بما هي مضخّات للسخط، لا تُتيح هدنة لمن لا يعرف كيف ينسحب. موجة الصدمة قد تُحطّم في أيام ما بُني خلال عقود.

وعليه، فإنّ الفن السياسي الحقيقي لا يكمن فقط في انتزاع السلطة، بل في إتقان إيقاع المغادرة. الانسحاب في الذروة يحوّل الخاتمة إلى أسطورة. والانصراف في الوقت المناسب يمنح الوطن أناقة الاستمرارية. وهو أيضًا حفاظ على فكرة أنّ الرجل أو المرأة في السياسة يظلان في خدمة الأمة، لا العكس.

بقلم: عدنان بن شقرون

في عالم مشبّع بالصور، حيث تحترق السمعة أسرع من وسم رقمي، يصبح قول «كفى» فعلًا ثوريًا. من يقدرون عليه يتميزون عن سواهم: لا يتشبّهون بمقاعدهم كما لو كانت عوامات نجا، بل يختارون بأنفسهم لحظة النزول من السفينة.

في الجوهر، لا تتعلّق هذه الندرة بالشجاعة وحدها، بل بالكرامة أيضًا. الاعتراف بانتهاء جدوى الدور السياسي هو قبول بأن التاريخ أكبر من الأفراد. وهو ما يُبقي المسار واضحًا، غير مُلَطّخ بالعناد. وهو كذلك إتاحة مسرح للأجيال القادمة، محرّر من أشباح الماضي.

الأبواب الكبرى لا تُفتَح إلا لمن يعرف كيف يعبرها في الوقت المناسب. أمّا الذين ينتظرون أن يُدفعوا إلى الخروج، فلا يخلّفون وراءهم سوى أنقاض وندم.

في السياسة المغربية، كما في كل الديمقراطيات قيد التشكّل، قد تكون هذه العطية النادرة هي الأثمن: قراءة العلامات، والرحيل قبل أن يصدر التاريخ قرار الإقالة.



كما أن دعم الدولة للإعلام يجب أن يكون دعمًا مسؤولاً ومشروطًا.

يكون مشروطًا بالإيمان الحقيقي بثوابت وأسس هويتنا، والدفاع عن القضايا الوطنية، وجودة المضمون، والقدرة على مواجهة الحملات المغرضة بذكاء واتزان وإفحام، وخدمة إشعاع المملكة لا تشويه صورتها من حيث لا يُقصد.

كم نحن في حاجة إلى تقييم وتقويم لإعلامنا العمومي والخاص، بالجرأة اللازمة وبدون تأخر، بناءً على استراتيجية إعلامية تُوضع بإشراف سيادي، وتنزيل مؤسساتي جديد، ومتابعة دورية دقيقة.

لا بدّ من ربط المسؤولية بالمحاسبة، والنتائج بالإمكانات المرصودة، وهي بالآلاف من الإعلاميين والإداريين والتقنيين، وبالمليارات سنويًا من الأجور والتعويضات والدعم والإشهار.

لا تبحثوا عن المدّاحين عند العطاء، ولا عن الكسالى عند العراك، فهم مع من يعطي أكثر، وإنما ابحثوا عن المخلصين النافعين الذين يؤمنون بالوطن حقًا، وتتحدث قلوبهم قبل أفلامهم وألسنتهم، والذين يجعلون الإعلام رسالة وطنية.

في نهاية المطاف، بناء الجدار الإعلامي ليس ترفًا فكريًا، ولا مطلب نخبة، بل ضرورة سيادية تملّحها طبيعة المرحلة وحدّة الاستهداف.

وحده الإعلام الوطني الرصين، المؤمن بثوابته، الواثق في مساره، القادر على الجمع بين المهنية والغيرة الوطنية، يمكنه أن يشكّل هذا الجدار الواقعي، وأن يحوّل الإعلام من نقطة ضعف محتملة إلى رافعة قوة حقيقية للدولة.

وقديمًا قيل:

ليست النّائحة الثّكلى مثل النّائحة المستأجرة.



المرحلة تفرض جداراً إعلامياً مثينا وموثوقا

بقلم: عزيز رباح

لم تعد معارك الدول تُخاض فقط بالسلاح والعتاد، بل أصبحت تُدار، في جزء كبير منها، داخل الفضاء الإعلامي والرقمي، حيث تُصنع الصور الذهنية، وتُبنى الانطباعات، وتُهندس السرديات، وتُستهدف العقول قبل الحدود.

ومن هذا المنطلق، تبرز الحاجة الملحة إلى بناء جدار إعلامي رصين وموثوق، قادر على حماية الوعي الوطني، وتحصين الجبهة الداخلية، والتأثير الإيجابي في الخارج، بما ينسجم مع مكانة المغرب ورهاناته الاستراتيجية.

تتعرض المملكة، في المرحلة الراهنة، إلى حرب إعلامية مرعبة، لا تقوم على المواجهة المباشرة فقط، بل على التشويش، وصناعة السرديات المضلّة، وتوجيه الانتباه، وبثّ الشك، في محاولة لإرباك الوعي وتشويه الصورة. هي حرب تدار بالكلمة الموجهة، والرموز الفتاكة، والصورة المبتورة، والعنوان المسموم، والانتقاء المتعمّد للأحداث خارج سياقها.

وتستدّ هذه الحملات كلما راکمت المملكة نجاحات دبلوماسية، أو رسّخت موقعها كشريك موثوق إقليمياً وقارياً، وهو أمر مفهوم داخل محيطين دولي وإقليمي تسودهما تنافسية حادة، وتقاطع مصالح، واستقطاب متعدد، وصناعة أزمات، ومحاولات تفتيت للهويات.

وفي هذا السياق، لم تكن كأس إفريقيا مجرد بطولة رياضية، بل تحوّلت، لدى بعض الأطراف، إلى ساحة إضافية لتصفية الحسابات الرمزية، وتوجيه الرسائل السياسية والإعلامية، واستثمار الانفعال الجماهيري لنشر خطاب التشكيك والتبخيس والتحريض.

فمعركة الإعلام والتأثير ليست ثانوية، لكن خوضها بالرداءة، أو التفاهة، أو البرودة، لا يخدم الوطن، بل يُربك صورته ويُضعف حجته.

فالتهديد الذي تواجهه الدول اليوم ليس عسكرياً أو أمنياً أو دبلوماسياً فقط، وهو ما يُجابه بالقوة الصلبة ومئات مؤسسات الدولة (Hard Power)، وهي بحمد الله متوفرة ومتعددة، وتزداد صلابة مع اليقظة الدائمة، والاستثمارات العسكرية والأمنية المتصاعدة، والمكانة الدبلوماسية الراسخة.

بل إن التهديد الأخطر هو التهديد الفكري والإعلامي والقيمي (Soft Power)، الذي يتسلّل إلى الروح والقلب والعقل، وإلى المشاعر والقناعات والسلوكيات، ويتسلّل إلى الداخل: الجبهة الداخلية، والرأي العام، والشباب، والأسرة... كما يتسلّل إلى الخارج: جبهة الأصدقاء، والشركات، والرأي العام العالمي، وأصحاب القرار الدولي.

والإعلام المضاد للمملكة، بكل تصنيفاته، يُنفق عليه مال لا يخطر على البال، وأصبح الملاذ الأقوى للخصوم والمنافسين بعدما تمّ صدّهم أمنياً وعسكرياً ودبلوماسياً.

لهذا، فإن الحاجة اليوم ليست إلى كثرة الأصوات، بل إلى جودة الخطاب، ولا إلى الضجيج، بل إلى الإقناع، ولا إلى الانفعال، بل إلى الحكمة، ولا إلى المديح، بل إلى الإيمان بمغرب الصعود.

إننا نحتاج إلى جدار إعلامي، تماماً كما نحتاج إلى جدار أمني، يحمي الوعي كما تُحمى الحدود، ويحصّن العقول كما تُحصّن الأرض، ويرسّخ الانتماء كما ترسخ الوحدة.

ومن هذا المنطلق، وجب أن يكون البحث عن الإعلاميين والمؤثرين بحثاً نوعياً لا عددياً، عن المخلصين حقاً، والأقوياء فكراً وخطاباً وتأثيراً، لا عن صنّاع الإثارة، ومخرجي التفاهة، وباردي القول والحضور.

نحتاج إلى معهد وطني لصناعة الإعلام والتأثير الاستراتيجي، يُكوّن إعلاميين ومحليين ومؤثرين متمكّنين من الجيوبوليتيك، ومن هندسة السرديات، ومن إدارة الأزمات، ومن الاتصال الرقمي الاحترافي، وفق رؤية وطنية ملزمة للجميع.

الكاف : أين دوافع قراراتكم؟ المغرب مُعاقب والدوافع غائبة

بقلم: عدنان بن شقرون

العقوبات موجودة. ثقيلة، محددة، ومفصلة في آثارها. لكن سؤالاً جوهرياً يبقى مطروحاً، يلحّ، يكاد يكون قانونياً: أين الدوافع الدقيقة للقرارات المتخذة ضد المغرب؟ أين الاعتبارات، والالتزامات الموثقة رسمياً، والعناصر المثبتة في المحضر التأديبي؟ عند قراءة بيان الكاف، يلفت الانتباه شدة العقوبات، في غياب تام لأي مبرر واضح وصريح.

الإيقاف، العقوبة، الغرامة : للهيئات التأديبية الحق، بل والواجب، في تطبيقها. لكن لا بدّ من الشرح، من الدافع، من التبرير. في أي منظومة تأديبية موثوقة، لا تُعد العقوبة مجرد فعل سلطة، بل هي نتيجة سلسلة منطقية واضحة، مُفسّرة بدقة.

لكن في حالة المغرب، اقتصر بيان CAF على تعداد القرارات: أشرف حكيمي مُوقّف بسبب «سلوك منافٍ للروح الرياضية»، إسماعيل سايباري مُوقّف وغرامة ثقيلة لنفس السبب، والجامعة الملكية المغربية لكرة القدم مُعاقبة بسبب تصرفات جامعي الكرات، اللاعبين، الطاقم، والمشجعين.

لكن لم يتم توضيح الحقائق الدقيقة التي استندت إليها القرارات، أو تصنيفها القانوني، أو درجتها من حيث الجدية والمقارنة. ما هي التصرفات المحددة التي تُسبب لكل لاعب؟ ما الأقوال، الأفعال، أو اللقطات التي اعتُبرت خرقاً تأديبياً؟ على أي فقرات من محضر المسؤولين استندت اللجنة؟ هذه الأسئلة ليست ثانوية، بل هي في صميم أي قرار تأديبي عادل.

في أكبر الهيئات الرياضية القضائية، والتي تطمح CAF أن تكون منها، كل قرار يُبنى على اعتبارات واضحة. هي التي تفسّر سبب فرض العقوبة، سبب ملأها، وسبب تطبيقها على جهة دون أخرى. هنا، لا شيء تقريباً: لا استرجاع منظم للوقائع، لا تسلسل زمني محدد، لا تحليل للسياق المتوتر للنهائي، ولا تمييز واضح بين المسؤوليات الفردية والجماعية. القارئ يُطالب بقبول العقوبة دون فهم المنطق. كما لو أنّ مجرد الاستناد للمقالات 82، 83 أو 84 من القانون التأديبي يكفي لإنهاء النقاش. لكن استدعاء مادة قانونية لا يعادل تبرير القرار؛ ما يحدث الفرق هو شرح كيفية تطبيقها، وهو الفارق بين السلطة والتعسف.

منطقة غموض أخرى : محتوى المحضر التأديبي بدقة. ما هي العناصر المثبتة؟ من وثّق ماذا؟ متى؟ وبأي وسائل إثبات؟ تشير CAF إلى أن القرارات اعتمدت على تقارير المسؤولين. حسناً. لكن أيّ منها بالضبط؟ تقرير الحكم الرئيسي؟ حكام VAR؟ ممثلو CAF؟ هل تمت مقارنة هذه التقارير، مواجهتها، ترتيب أولوياتها؟ دون الوصول إلى التهم الدقيقة، يستحيل تقييم صلاية القرار. كما يستحيل على الجامعة الملكية المغربية، اللاعبين المعنيين، والجمهور فهم ما أثقل كفة القرار التأديبي فعلياً.

في كرة القدم الأفريقية التي تبحث عن مصداقية دولية، هذا الغموض ليس تفصيلاً، بل يضعف قبول العقوبة نفسها.

العقوبات ثقيلة في نتائجها الرياضية والمالية، لكن مبرراتها تبدو محدودة. هذه الفجوة تمثل مشكلة. في القانون التأديبي، كلما كانت العقوبة أشدّ، كلما وجب أن يكون التبرير أكثر صرامة. قاعدة غير مكتوبة لكنها عالمية. هنا، العكس يعطي انطباع قرار سلطوي، قليل الاهتمام بالتربية المؤسسية. رفض الشكوى المغربية يوضح هذا المنهج: CAF ترفض، لكنها لا تشرح لماذا لم تُقبل حجج الجامعة. لا كلمة عن الجوهر، ولا سطر عن المخالفات المزعومة لللائحة FSF أثناء نهائي CAN 2025. الرفض مُسجّل، نقطة على السطر. رفض دون تبرير يثير الشكوك. ليس انتقاداً لسلطة CAF، بل تذكير بضرورة الشفافية.

الكاف ليست مجرد هيئة تأديبية، بل مؤسسة سياسية لكرة القدم الأفريقية. وبذلك، لا يمكنها الاكتفاء بقرارات صحيحة قانونياً لكنها ضعيفة سياسياً. العقوبة غير المبررة لا تقنع، تُفرض، نعم، لكنها تترك أثراً. وتغذي شعوراً بالظلم، حتى عند من يعترفون بأخطاء الجانب المغربي. المغرب ليس طرفاً هامشياً. بلد منظم، مستثمر، وقاطرة لكرة القدم الأفريقية في السنوات الأخيرة. فرض عقوبات عليه دون توضيح الدوافع التأديبية هو رسالة غامضة: صرامة بلا شفافية.

المسألة ليست طلباً للإفلات من العقوبة، ولا إنكار التجاوزات. بل المطالبة بشيء بسيط : دوافع واضحة للقرارات. شرح سبب اعتبار سلوك معين منافياً للروح الرياضية، شرح سبب استحقاق تصرف معين للإيقاف المباشر وليس المؤقت، شرح سبب فرض غرامة 100 ألف دولار بدل 20 ألف أو 50 ألف، شرح سبب قبول تهم ورفض أخرى. هذا التثقيف التأديبي مفقود اليوم، وهو بالضبط ما يثير الجدل.

في الوضع الحالي، عقوبات الكاف ضد المغرب قابلة للتنفيذ. لكنها مفهومة بالكامل؟ ليس تماماً. محفزة بما يكفي؟ بالتأكيد لا. في كرة القدم الإفريقية التي تطمح إلى مزيد من الشفافية والمهنية والمصداقية، تبرير القرارات التأديبية ليس رفاهية، بل التزام أخلاقي ومؤسسي. العقوبة فعل سلطة، التبرير فعل عدالة. الكاف قامت بالأول، وما زلنا ننتظر الثاني.

كرة القدم

يحمل عدد شهر فبراير نَفَسًا استثنائيًا، ليس فقط لما يقدّمه من محتوى غني يسلّط الضوء على قراءة دقيقة لكأس إفريقيا للأمم التي نظّمها المغرب بكفاءة لافتة، ولكن أيضًا لتوقيتته الذكي الذي يواكب لحظة مجتمعية مفصلية. فهذا العدد يكرّس حقيقة باتت واضحة اليوم: كرة القدم لم تعد حكرًا على الرجال، بل أصبحت مساحة تعبّر فيها النساء عن شغفهن وحضورهن وتأثيرهن.

يعكس هذا العدد تحوّلًا حقيقيًا في علاقتنا بالكرة المستديرة، تحوّل تقوده نساء فاعلات، ولعبات، ومشجعات، وصحافيات، في سياق تتغير فيه نظرة المجتمع تدريجيًا إلى رياضة طالما صُنّفت ضمن المجال الذكوري. إنها صورة حديثة، إيجابية، تعكس مغربًا واثقًا من ديناميته وتنوّعه.

غير أن هذه اللحظة المضئّة سرعان ما ترافقت مع قرار مفاجئ من الاتحاد الإفريقي لكرة القدم (الكاف)، تمثّل في معاقبة منتخبنا الوطني. قرار أعاد طرح الكثير من علامات الاستفهام، وفرض علينا التوقّف قليلًا للتفكير بعيدًا عن الانفعال.

من موقعي كصحافية وخبيرة في العلاقات العامة، أقرأ هذا القرار من زاوية مختلفة: زاوية الصورة، والتواصل، وكيف تُدار القضايا الكبرى في الفضاء الإعلامي الإفريقي والدولي. ففي البطولات الكبرى، لا تُحسم الأمور فقط داخل الملاعب أو قاعات الاجتماعات، بل تُحسم أيضًا في الإعلام، وفي كيفية سرد القصة وتقديمها للرأي العام.

لقد التزمت الجامعة الملكية المغربية لكرة القدم بالإجراءات المعمول بها، غير أن الالتزام الإداري وحده لم يعد كافيًا في عالم تحكمه الصورة والانطباع العام.

اليوم، يحتاج أي ملف حسّاس إلى تواصل ذكي، منظم، ومستمر، يقوده مختصون يعرفون كيف يتحدثون إلى الإعلام، ومتى، وبأي خطاب.

العلاقات العامة ليست ظهورًا متكررًا في وسائل الإعلام، بل عمل دقيق خلف الكواليس: اختيار الرسائل، بناء الثقة مع الصحافة الجادة، إعداد ناطقين قادرين على الإقناع، وإدارة التوقيت بحسّ استراتيجي. وعندما يغيب هذا العمل، يترك المجال لسرديات أخرى كي تفرض نفسها.

بقلم: فوزية طالوت
المكناسي

وهنا تكمن المفارقة: المغرب يملك بنية رياضية متطورة، وخبرة تنظيمية معترفًا بها، وطموحًا قاريًا واضحًا، لكنه ما زال مطالبًا بتعزيز حضوره في معركة غير مرئية لكنها مؤثرة، هي معركة الصورة والتأثير.

اليوم، أكثر من أي وقت مضى، أصبح من الضروري إدماج العلاقات العامة ضمن منظومة التسيير الرياضي، ليس كإضافة شكلية، بل كخيار استراتيجي. فالصحافة الجادة، مهما اختلفت تخصصاتها، تظل شريكًا أساسيًا حين تُبنى العلاقة معها على الثقة، والوضوح، والاحترام المتبادل.



رمضان كريم
By Lodj



موعد الفنانين فرمضان

سهرات فنية و أنغام طربية

الفن هو لغة الروح فهاد الشهر الفضيل

@lodjmaroc



في القصر الكبير..

تبا لتجار الأزمات

لم تكن الفيضانات التي ضربت مدينة القصر الكبير مجرد كارثة طبيعية عابرة، بل تحولت سريعاً إلى امتحان قاسٍ للقيم الإنسانية، كشف عن وجه آخر لا يقل خطورة عن غضب الطبيعة، يتمثل في بروز ما يمكن تسميتهم بـ تجّار الأزمات.

ففي الوقت الذي كانت فيه المياه تحاصر البيوت، وتُتلف الممتلكات، وتُدخل الخوف إلى قلوب الأسر، ظهرت فئة رأت في المأساة فرصة للربح، وفي معاناة الناس سوقاً مفتوحة بلا ضمير ولا حدود. بدل أن تكون الأزمة لحظة تضامن وتكافل، تحولت عند البعض إلى مناسبة للمضاربة والاستغلال.

ارتفعت أسعار المواد الأساسية بشكل غير مبرر، وأصبحت أبسط الحاجيات اليومية عبئاً إضافياً على ساكنة أنهكتها الخسائر. حتى الشمعة، التي لطالما كانت رمزاً بسيطاً للأمل في العتمة، لم تسلم من هذا الجشع، إذ قفز ثمنها بما يقارب خمسة عشر ضعفاً. لم يعد الناس يحرقون الشمعة لتنير لهم، بل أصبح البعض يدرقهم بها، مستغلين حاجتهم وانقطاع البدائل.

هذا السلوك لا يمكن اعتباره مجرد خلل عابر في السوق، بل هو تعبير صريح عن أزمة أخلاقية، حيث يُقدّم الربح السريع على كرامة الإنسان، وتُستباح المعاناة الجماعية تحت ذريعة العرض والطلب. فالأزمات، مهما كانت طبيعتها، لا تبرر أبداً تحويل الألم الإنساني إلى وسيلة للإثراء غير المشروع.

الخطر في تجّار الأزمات ليس فقط ارتفاع الأسعار، بل خلق شعور عام بالظلم وانعدام الثقة، حين يشعر المواطن أن الكارثة لم تأتِ وحدها، بل جلبت معها من يضاعف آثارها. فالكارثة الطبيعية قد تمر، لكن آثار الاستغلال تترك جروفاً أعمق في النسيج الاجتماعي.

إن ما عرفته القصر الكبير خلال هذه الأزمة يفرض نقاشاً مجتمعياً صريحاً حول أخلاقيات التجارة في زمن الكوارث، وحول ضرورة حماية الفئات الهشة من منطق الجشع، وضمان ألا تتحول الحاجة إلى فخ يُستغل بلا رحمة.

القصر الكبير لا يحتاج فقط إلى التعافي من آثار الفيضانات، بل يحتاج أيضاً إلى مواجهة هذا السلوك الذي يسرق من الناس آخر ما تبقى لهم: الإحساس بالأمان والعدالة. فالكوارث قد تكون قدراً، لكن استغلالها اختيار، والاختيار هنا كان، للأسف، ضد الإنسان.



رضي

By Lodj



تراث جدودنا..

مسحنا عليه الغبرة جبهناه ليكم
فطبق ذهبي

@lodjmaroc



في القصر الكبير..
تبا لتجار الأزمات

85

83 كرة القدم

82 الكاف : أين دوافع قراراتكم؟ المغرب مُعاقب والدوافع غائبة

81 المرحلة تفرض جداراً إعلامياً مثيراً وموثوقاً

79 أندر موهبة في السياسة : إدراك اللحظة المناسبة للانسحاب

78 السيادة السردية وقوة الدول

77 قراءتي النقدية في خمسة محاور لآخر كتب ألان باوير حول
دونالد ترامب

75 كلنا مع الفريق الوطني لكرة القدم...؟؟ وكلنا مساهمين في
تنظيم دوري الاتحاد الأفريقي ببلاذنا؟؟

73 راحة سوء الفهم

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بوجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



Imprimerie Arrissala

كتاب الرأي

كناك الرأي

By Lodj

لودي جي بالعربية

بلاطفورم الشباب

في القصر الكبير.. تبا لتجار الأزمات

الكاف : أين دوافع
قراراتكم؟ المغرب مُعاقب
والدوافع غائبة

السيادة السردية وقوة
الدول

كرة القدم